

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DÉMOCRATIE CONTRE CAPITALISME EN GRÈCE CONTEMPORAINE :  
LA BATAILLE PERDUE DE SYRIZA CONTRE L'AUSTÉRITÉ

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
ALEXANDRE LEMAY-ROCHE

DÉCEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Rédiger mon mémoire n'a pas été une mince affaire. Heureusement, j'ai pu compter sur mon entourage pour m'aider à mettre un pied devant l'autre.

Merci à mon directeur Xavier Lafrance, qui a marqué mon cheminement intellectuel et a réussi à me garder stimulé en m'incluant dans ses propres travaux de recherche dès la fin de mon bac. Ses conseils généreux à chaque étape de la rédaction ont été essentiels pour mener ce projet à terme.

Merci à mes parents pour leur soutien indéfectible dans tout ce que j'entreprends.

Merci à mes amis pour leur écoute et pour leur capacité à réduire mon anxiété à zéro le temps d'une soirée. Merci en particulier à Thomas Laberge et à Xavier St-Gelais, camarades à la maîtrise, avec qui j'ai partagé les mêmes doutes et appréhensions, le plus souvent autour d'un bon eurogame ou d'un 2v2 sur Black Forest.

Merci aussi au monde du CÉDIM pour m'avoir accueilli dans ce grand bureau (avec fenêtres!) et pour avoir rendu ce travail bien plus agréable par leur compagnie. Salut à Laura, Marion, Michael, Noémie, Nour et Olivier.

Merci surtout à ma compagne Geneviève Lavoie, pour sa patience et sa douceur. Ta présence à mes côtés pendant les épisodes difficiles était inestimable, mais je retiens surtout les moments de légèreté et d'évasion (quelque part dans le Barranco de Poqueira!).

Je tiens également à souligner l'appui financier du CRSH et du FRQSC, qui a facilité énormément ce travail.

*Elections cannot be allowed to change economic policy.*

Wolfgang Schäuble, réunion de l'Eurogroupe  
du 11 février 2015 à Bruxelles.

## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	iii
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	1
a. Revue de la documentation.....	2
SYRIZA comme parti de gauche radicale.....	2
SYRIZA au pouvoir .....	5
b. Problématique .....	9
c. Méthodologie.....	18
CHAPITRE I	
CADRE D'ANALYSE : CAPITALISME CONTRE DÉMOCRATIE .....	21
1.1 « Crise de la démocratie » - quelle crise ? Perspective marxiste sur la démocratie capitaliste .....	21
1.1.1 Une crise accidentelle, ou structurelle ?.....	22
1.1.2 Le capitalisme .....	26
1.1.3 La séparation de l'« économique » et du « politique » dans le capitalisme .....	31
1.1.4 L'État dans la société capitaliste .....	36
1.2 Austérité contre démocratie en Europe.....	47
1.2.1 La résurgence du pouvoir patronal.....	47
1.2.2 Verrouiller les politiques néolibérales – l'avènement d'un « néo-constitutionnalisme ».....	51
1.2.3 De « néo-constitutionnalisme » à « constitutionnalisme autoritaire ».....	53
1.3 Synthèse.....	58

## CHAPITRE II

### SYRIZA EN CONTEXTE : AUSTÉRITÉ ET RÉSISTANCE DANS LA GRÈCE

RONGÉE PAR LA CRISE .....	61
2.1 Grèce 2009-2015 : crises économique, sociale et démocratique.....	62
2.1.1 La catastrophe grecque.....	62
2.1.2 D'une crise de légitimité à une crise de la démocratie.....	68
2.2 Résistances : de l'occupation des places à la montée de SYRIZA.....	72
2.2.1 Mobilisations anti-austérité .....	73
2.2.2 Élections 2012 à 2015 : séismes politiques.....	79
2.3 Synaspismós Rizospastikís Aristerás : « Coalition de la gauche radicale »	82
2.3.1 Origine.....	82
2.3.2 La gauche radicale.....	83
2.3.3 Un parti mouvementiste .....	87
2.3.4 Prendre le pouvoir : de coalition électorale à parti.....	90

## CHAPITRE III

### LA GAUCHE RADICALE AU POUVOIR : PREMIER MANDAT DE SYRIZA

(JANVIER-AOÛT 2015).....	96
3.1 Janvier-février : victoire électorale et début des négociations .....	99
3.1.1 Mise en place.....	99
3.1.2 La ligne de Tsipras-Varoufakis.....	103
3.1.3 Négociations pour l'extension du plan : vers l'accord du 20 février.....	105
3.1.4 Bilan des première semaines.....	112
3.2 Mars-juin : les négociations en vue d'un nouvel accord .....	113
3.2.1 Contexte .....	113
3.2.2 Déroulement des négociations .....	115
3.2.3 Bilan (mars-juin) .....	126
3.3 Juillet-août : combativité et défaite.....	130
3.3.1 Le référendum .....	130
3.3.2 La capitulation.....	134

3.4 Analyse d'un échec.....	137
CONCLUSION.....	144
a. Critiquer la stratégie du gouvernement SYRIZA.....	149
ANNEXE A	
EXTRAITS DU PROGRAMME DE THESSALONIQUE.....	159
ANNEXE B	
L'ACCORD DU 13 JUILLET 2015.....	167
BIBLIOGRAPHIE.....	172

## RÉSUMÉ

À l'été 2015, au terme d'une bataille de cinq mois contre les créanciers de la Grèce, le gouvernement formé par le parti de gauche radicale SYRIZA a abandonné son programme politique sous le poids de la contrainte, adoptant un nouveau plan d'austérité pourtant rejeté par la population. Dans ce mémoire, nous avons cherché à penser cet échec à partir d'un questionnement sur les rapports entre capitalisme et démocratie. Afin de mieux comprendre les pressions qui ont ultimement fait plier le gouvernement SYRIZA, malgré son mandat démocratique fort, nous avons réalisé une étude de cas portant sur le premier mandat d'Alexis Tsipras (janvier à août 2015). Nous présentons d'abord les théories sur la « crise » de la démocratie ainsi que les théories marxistes de l'État et de la démocratie pour développer un cadre théorique qui oriente l'analyse. Les événements de 2015 en Grèce sont ensuite remis dans leur contexte avant d'être examinés étroitement, avec le souci d'identifier et de situer les acteurs impliqués. Pour déterminer leurs motivations et la façon dont ils entrevoyaient les contraintes à leur action, les témoignages directs des acteurs ayant pris part aux événements sont privilégiés dans l'analyse. Nous démontrons que l'échec de SYRIZA valide l'analyse marxiste du fonctionnement de la démocratie dans la société capitaliste, qui postule l'existence d'un certain cadre politique duquel on ne peut déroger qu'au risque de déboucher sur des crises politiques et économiques. Cet épisode permet en outre d'exposer les contraintes nouvelles qui attendent un parti de gauche au gouvernement, en particulier dans le contexte de l'Europe après la crise de 2007-8. La volonté du gouvernement grec de remettre en cause l'austérité a suffi en 2015 à ce que les autorités européennes justifient contre lui l'emploi d'un coup de force, en dépit du choix démocratique du peuple grec. La bataille perdue de SYRIZA contre l'austérité expose ainsi une tendance lourde du capitalisme contemporain : la normalisation du projet néolibéral et son émancipation croissante vis-à-vis de la démocratie.

Mots-clés : Grèce, SYRIZA, démocratie, capitalisme, austérité, gauche radicale, théorie de l'État, partis politiques, Union européenne



## INTRODUCTION

Lors des élections législatives du 25 janvier 2015, les Grecs ont créé une véritable onde de choc à travers l'Europe en portant au pouvoir un parti de gauche radicale<sup>1</sup>. Cette victoire était d'autant plus retentissante que SYRIZA subissait déjà depuis plusieurs années les attaques concertées des médias et de l'élite politique grecs, sans compter celles des autorités européennes et d'une partie de la presse internationale. On le décrivait comme un « parti populiste », une étiquette particulièrement négative en Grèce, et on prédisait que le radicalisme de ses propositions allait détruire les espoirs de progrès dans une Grèce déjà rongée par la crise. Pourtant, les engagements de SYRIZA n'étaient dans les faits guère plus radicaux que ceux qu'on retrouvait, par exemple, dans le programme à tendance keynésienne des partis sociaux-démocrates dans la période d'après-guerre. Son mandat consistait à mettre un terme aux mesures d'austérité imposées à la Grèce depuis des années (ou à tout le moins à les tempérer). À cette fin, SYRIZA cherchait à renégocier la dette grecque et ses conditions de remboursement auprès des créanciers du pays : la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. C'était une condition pour mettre en œuvre un programme de relance économique, mais surtout, pour apporter une aide immédiate d'urgence aux populations les plus touchées par la crise. Néanmoins, aussi « modéré » qu'ait pu être le programme de SYRIZA, son simple rejet de l'austérité était inacceptable. Malgré son mandat démocratique, et malgré l'engouement généré en Grèce par son combat, le premier gouvernement SYRIZA a abouti à une défaite. À l'été 2015, acculé à un mur, menacé par la déstabilisation et

---

<sup>1</sup> Hormis le Parti progressiste des travailleurs (AKEL), qui avait conquis la présidence de Chypre en 2008 sans recevoir la même attention, SYRIZA (littéralement « Coalition de la gauche radicale ») est le seul parti de gauche radicale à avoir pris la tête d'un gouvernement en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale (Katsourides 2016, p. 19). Nous verrons plus loin ce qui distingue la gauche radicale des autres familles de partis de gauche (comme la gauche communiste, la social-démocratie, etc.).

l'effondrement immédiats du système bancaire grec, le premier ministre Alexis Tsipras a capitulé et a accepté, dans un revirement spectaculaire, un nouveau plan d'austérité d'une violence sans précédent.

Cet épisode a renforcé le sentiment que l'austérité devenait progressivement la seule voie autorisée en politique, faisant écho à la fameuse formule de Margaret Thatcher : « there is no alternative ». Largement médiatisé, le dénouement du combat de SYRIZA est apparu pour beaucoup comme un coup de force, un déni de démocratie. Dans ce mémoire, nous nous proposons d'explorer cet enjeu démocratique en produisant une étude de cas portant sur le premier mandat de SYRIZA (janvier à août 2015). Nous chercherons à expliquer pourquoi SYRIZA, malgré un mandat démocratique clair, n'est pas parvenu à annuler, ou même à réduire l'austérité. D'une part, quelles sont les institutions et les forces politiques qui ont interféré avec cette volonté, imposant à nouveau l'austérité à la Grèce? Et qu'est-ce que cette expérience nous apprend-elle sur la démocratie en société capitaliste? S'agit-il d'un événement isolé, ou bien cet échec confirme-t-il, comme certains le pensent, que nous traversons une « crise de la démocratie » à grande échelle? D'autre part, le gouvernement SYRIZA a-t-il commis des erreurs stratégiques? Était-il simplement impuissant, et son programme, une « illusion populiste »?

#### **a. Revue de la documentation**

##### *SYRIZA comme parti de gauche radicale*

Avant de préciser notre angle d'analyse, il convient de nous situer parmi les travaux déjà existants, en commençant par la documentation sur les partis de gauche radicale (PGR). Contrairement aux partis d'extrême-droite, auxquels on consacre beaucoup de travaux depuis des décennies, les PGR européens n'ont reçu que peu d'attention jusqu'à tout récemment. Il faut dire qu'avant la crise économique de 2007-2008, la gauche radicale était encore généralement très fragmentée et peinait à cultiver une

identité solide et cohérente sur les plans organisationnel, idéologique et programmatique, ce qui contribuait à la priver d'une représentation parlementaire satisfaisante. Or, depuis les succès surprenants de PGR comme Podemos en Espagne ou SYRIZA en Grèce, la gauche radicale obtient à son tour l'attention des chercheurs. Plus souvent qu'autrement, toutefois, elle est analysée à l'aide des appareils conceptuels développés pour l'extrême-droite. Traités comme des partis « antisystèmes » ou « populistes », les PGR perdent d'emblée certaines de leurs spécificités et, surtout, tendent à être représentés comme des dangers pour l'Europe et pour les institutions démocratiques<sup>2</sup>. En fait, certains chercheurs comme Florian Hartleb, voulant intégrer les PGR à l'étude des partis antisystème sans en modifier le cadre d'analyse, en viennent carrément à accoler aux PGR des caractéristiques propres aux partis d'extrême-droite (xénophobie, leader charismatique, manque de solidarité et de tolérance, pulsions anti-libérales, etc.)<sup>3</sup> Sans faire les mêmes amalgames, d'autres chercheurs comme Rooduijn et Akkerman, également prisonniers de cet appareil conceptuel, conviennent de la proximité de la droite radicale et de la gauche radicale quant à leur emploi d'une rhétorique populiste, qu'ils expliquent simplement par leur niveau de radicalité (un parti plus radical serait plus populiste)<sup>4</sup>. Ainsi, la catégorisation d'« antisystème » ou de « populiste » est généralement trop vague car elle ne fait en définitive que décrire « tous les discours qui contestent la manière dont les dirigeants exercent le pouvoir de gouverner »<sup>5</sup>.

Il faut certes prendre acte des tendances populistes des PGR, tout en clarifiant le rapport équivoque entre populisme et démocratie. Comme le soutiennent Stavrakakis et Katsambekis, il existe une immense variété d'articulations du populisme, et l'« appel au peuple » de SYRIZA s'inscrit clairement dans une volonté de redémocratiser la

---

<sup>2</sup> Voir par exemple Pappas et Aslanidis 2015; Poli 2015 et Mudde 2017.

<sup>3</sup> Hartleb 2015.

<sup>4</sup> Rooduijn et Akkerman 2015.

<sup>5</sup> Laugier et Ogien, 2015, p. 52.

société, dans un contexte de prolifération des discours « antipopulistes » cherchant à rejeter le « peuple » comme autorité ultime et source première de légitimité de la démocratie<sup>6</sup>. Mais au-delà de l'analyse du discours, une approche plus féconde consiste à traiter les nouveaux PGR comme le résultat de mutations et de reformatations de la famille communiste depuis son effondrement à la suite du démantèlement de l'Union soviétique<sup>7</sup>. Ainsi, SYRIZA ferait partie d'une nouvelle famille de PGR issue d'un nouveau clivage marqué par les transformations les plus importantes du capitalisme contemporain (hégémonie néolibérale, mondialisation, crise écologique, tertiarisation de l'économie, etc.)<sup>8</sup> Ces auteurs s'appuient sur la théorie des clivages de Lipset et Rokkan, qui considère les partis comme des agents de mobilisation politique « capables d'exprimer et de canaliser les conflits structureaux parcourant les sociétés européennes », conflits qui dépassent les affrontements conjoncturels et expriment plutôt « des contradictions profondes et durables ». Et si l'on avait annoncé, dès la fin des années 1970, le déclin de la portée des enjeux dits « matériels » (opposant le capital et le travail), la crise économique, à plus forte raison dans les pays du sud de l'Europe, a certainement renforcé leur importance vis-à-vis des enjeux culturels.<sup>9</sup> Aussi les succès des PGR sont-ils intimement liés aux nouvelles mobilisations sociales sur ces enjeux, d'où l'émergence de travaux s'intéressant à ces partis en tant que « partis mouvementistes »<sup>10</sup>.

Ainsi, la nouvelle famille de gauche radicale remplace les partis communistes d'autrefois dans leur opposition aux sociaux-démocrates, qui semblent avoir aujourd'hui complètement basculé dans ce qu'on appelle le « social-libéralisme » (qui n'est pas très loin du paradigme néolibéral)<sup>11</sup>. D'ailleurs, malgré un contexte

---

<sup>6</sup> Stravakakis et Katsambekis 2014; voir aussi Katsambekis 2014.

<sup>7</sup> March 2011.

<sup>8</sup> Escalona et Vieira 2013; De Waele et Vieira 2012.

<sup>9</sup> Tsatsanis, Freire et Tsirbas 2014.

<sup>10</sup> Della Porta *et al.* 2017; Ogien 2015.

<sup>11</sup> Sur ce point, voir Lavelle 2008 et Evans et Schmidt 2012.

éminemment favorable à la critique du libre-marché, la social-démocratie s'est montrée incapable de tirer avantage de la crise économique et d'en bénéficier du point de vue électoral<sup>12</sup>. Selon certains auteurs, l'échec de ces partis et de la stratégie de la « troisième voie » est largement responsable de l'expansion des PGR : la « néolibéralisation » de la social-démocratie aurait laissé un espace politique vide que les PGR ont réussi à combler, canalisant ainsi la colère suscitée par les mesures d'austérité et l'apparente faillite du système<sup>13</sup>. Néanmoins, les PGR qui obtiennent le plus d'appuis ne sont pas les plus radicaux. Au contraire, face à une social-démocratie transformée, ils ont plutôt tendance à se présenter comme les nouveaux défenseurs des politiques et des valeurs abandonnées par celle-ci<sup>14</sup>. En outre, ils cherchent de façon croissante à être portés au pouvoir (posture pragmatique) et, à l'approche d'une telle victoire, ils s'engagent dans un processus de « déradicalisation »<sup>15</sup>. Ainsi, malgré leur posture radicale, et parfois même leur engagement à « dépasser » le capitalisme, les PGR ne sont pas à l'abri d'une certaine « social-démocratisation » qui transforme leurs objectifs et réduit aussi leur capacité à les réaliser<sup>16</sup>.

### *SYRIZA au pouvoir*

Avant que SYRIZA ne parvienne à former un gouvernement en Grèce, les travaux consacrés à des PGR au pouvoir se faisaient rares et, bien entendu, ne concernaient que l'implication de PGR placés en minorité dans des gouvernements de coalition<sup>17</sup>. Or, la montée spectaculaire de SYRIZA puis sa prise du pouvoir a enfin fourni un cas à étudier, permettant d'aller au-delà de la spéculation pour répondre à la question : « à quoi doit-on s'attendre d'un gouvernement de gauche radicale, dans le contexte du

---

<sup>12</sup> Bruff 2014.

<sup>13</sup> Lavelle 2008; Chiocchetti 2014.

<sup>14</sup> March 2011.

<sup>15</sup> Katsourides 2016.

<sup>16</sup> Panitch et Gindin 2016.

<sup>17</sup> Bale et Dunphy 2011; Olsen, Koß et Hough 2010.

capitalisme contemporain? »<sup>18</sup>. Par ailleurs, au-delà de la simple curiosité intellectuelle, l'expérience de SYRIZA au gouvernement a soulevé bien des passions, suscitant chez les uns beaucoup d'espoirs (suivis d'une grande déception) et chez les autres, des craintes multiples (suivies d'un certain soulagement). Cette polarisation n'a pas épargné le milieu académique. Ainsi, l'explication la plus commune de l'échec de SYRIZA à réaliser son programme pointe vers son caractère populiste (une explication relayée largement par les médias européens). Arrivé au pouvoir armé de belles (mais irréalisables) « promesses populistes », SYRIZA aurait été durement « confronté à la réalité ». À cause de son « incompetence », et en l'absence de toute stratégie cohérente et pragmatique de sortie de crise, il ne lui serait resté que sa rhétorique combative pour arriver à ses fins, ce qui était bien insuffisant<sup>19</sup>.

Selon Aslanidis et Kaltwasser, la Grèce faisait effectivement face à un danger populiste, menaçant notamment la santé des institutions démocratiques (que le gouvernement aurait voulu soumettre à sa volonté)<sup>20</sup>. Toutefois, ce qui explique l'échec du gouvernement de SYRIZA serait moins son incompetence que les contraintes multiples auxquelles il faisait face, tant sur le plan domestique qu'international. C'est donc grâce à différents mécanismes économiques et institutionnels que les citoyens grecs auraient été protégés des dérives populistes de SYRIZA<sup>21</sup>. Comme le soutiennent ces auteurs, à elles seules, les contraintes institutionnelles et symboliques ne sont pas assez efficaces à cet égard, car la rhétorique populiste peut aisément les délégitimer, ce qui permet ensuite de les supprimer. Par contre, l'expérience du gouvernement de SYRIZA a démontré la grande efficacité des contraintes matérielles, et donc économiques, pour dompter de tels partis : « participation in a monetary union severely

---

<sup>18</sup> D'autres formations très à gauche ont pris le pouvoir depuis la Seconde Guerre mondiale (par exemple le PS de François Mitterrand en France, ou l'Unité populaire de Salvador Allende au Chili. Ce sont des précédents importants, mais nous nous intéressons à la famille spécifique des partis de gauche radicale dans le contexte d'un capitalisme contemporain néolibéral.

<sup>19</sup> Mudde 2017.

<sup>20</sup> Aslanidis et Kaltwasser 2016.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 1088.

restricts the policy discretion of a given country, particularly when coupled with increasing pressure from financial markets. The absence of command over monetary policy and tools such as currency devaluation, bond issuance and interest rate manipulation, can function as “hard” and efficient deterrents of populist radicalism »<sup>22</sup>.

Bien que ces explications témoignent d’une certaine aversion vis-à-vis de SYRIZA et de son « radicalisme », elles ne diffèrent pas fondamentalement des explications que l’on retrouve chez les auteurs critiques du néolibéralisme et favorables à un changement politique radical. Ces explications, à l’instar de celles présentées ci-dessus, comportent généralement deux pôles : d’une part, elles font état des immenses contraintes qui pesaient sur le gouvernement grec et qui minaient sa capacité à réaliser son programme; d’autre part, elles identifient les failles stratégiques de SYRIZA dans ce contexte. La critique la plus courante dans les cercles de gauche, défendue par la « Plateforme de gauche » de SYRIZA et diffusée largement par l’économiste Costas Lapavitsas (député de SYRIZA lors de son premier mandat) reproche au gouvernement de ne pas avoir développé un « plan B » impliquant notamment une sortie de la zone euro<sup>23</sup>. En fondant leur analyse sur l’économie politique de l’Union européenne, sur les tendances qui guident son évolution et sur les rapports de force entre ses États membres, ils font le constat que toute tentative de mettre un terme à l’austérité tout en demeurant dans la zone euro, ou même l’Union européenne, témoigne d’une naïveté certaine. Sans un plan de sortie de l’euro, non seulement le gouvernement grec s’assurait-il un faible rapport de force devant ses créanciers, mais sa capitulation devenait inévitable puisqu’il laissait à l’UE son levier le plus puissant, à savoir une interruption des liquidités provenant de la Banque centrale européenne.

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Voir Flassbeck et Lapavitsas 2015.

Selon Kevin Ovenden, bien avant cette ultime capitulation du 12 juillet 2015, le gouvernement de SYRIZA avait déjà révélé ses tendances réformistes par une première capitulation vis-à-vis des intérêts du capitalisme national et du « deep state » grecs<sup>24</sup>. En cherchant systématiquement à apaiser les élites économiques et étatiques, il n'a pas réussi à former, comme il le souhaitait, un large front commun contre la « troïka » (les créanciers de la Grèce), mais a plutôt laissé le champ libre à des forces bien décidées à éroder sa capacité d'action.

Selon Panitch et Gindin, peut-être SYRIZA aurait-il pu, malgré son application du mémorandum sur l'austérité, poursuivre une stratégie visant une transformation et une démocratisation des structures étatiques, ce qui aurait nécessité un travail constant réparti sur plusieurs années<sup>25</sup>. Une telle transformation de l'État, liant l'administration aux forces populaires, apparaît comme une condition essentielle pour combler les besoins de base de la population en temps de crise, mais aussi pour planifier et pour restructurer l'économie et la vie sociale, ce qu'une rupture avec l'austérité devrait impliquer. Or, le gouvernement de SYRIZA a échoué à cet égard, notamment par sa volonté de s'autonomiser vis-à-vis du parti et des mouvements sociaux, ce qui l'a définitivement privé des moyens de démocratiser les appareils d'État. Comme le démontre Yiannos Katsourides, cette autonomisation du cercle dirigeant de SYRIZA a débuté dès que le parti a entrevu la possibilité de gagner de futures élections et de former un gouvernement, amorçant dès lors un virage « pragmatique » annonçant la « déradicalisation » de son programme et de ses pratiques<sup>26</sup>. Très tôt, des membres de SYRIZA ont discuté de la menace que représentait le fait de placer le gouvernement au-dessus du parti quant à sa capacité à maintenir une identité distincte et à parler au

---

<sup>24</sup> Ovenden 2015.

<sup>25</sup> Panitch et Gindin 2016.

<sup>26</sup> Katsourides 2016.



nom de la société. Mais ce processus s'est poursuivi, affaiblissant la structure organisationnelle du parti et contribuant à sa cartellisation<sup>27</sup>.

Replaçant l'enjeu posé par le gouvernement de SYRIZA dans les débats historiques du mouvement socialiste sur la prise du pouvoir et la transformation de la société (réforme ou révolution?), Katsourides, comme plusieurs autres observateurs, cherche avant tout à expliquer la trajectoire de SYRIZA vers une posture proche de celle de la social-démocratie. Cela signifierait un renoncement au changement social, découlant du maintien d'un rapport contractuel (plutôt que d'une rupture) avec le capitalisme. Selon nous, il faudrait néanmoins porter une attention plus grande sur l'incapacité de SYRIZA à réaliser son programme *malgré* cette déradicalisation et sa posture pragmatique. Par exemple, Katsourides redoute que le confinement des efforts des PGR à une tentative d'humaniser le capitalisme ne signale la fin de leurs ambitions socialistes. Or, nous constatons que les mesures les plus modestes promises par le gouvernement de SYRIZA n'ont elles-mêmes pas été tolérées. En décembre 2016, il n'aura fallu que l'annonce de quelques timides mesures sociales pour que l'on suspende l'allègement de la dette promis à la Grèce<sup>28</sup>. Ainsi, au-delà des ambitions socialistes, c'est la volonté de rompre avec le néolibéralisme qui est réprimée systématiquement. Cet enjeu dépasse donc la seule gauche radicale. L'échec de SYRIZA apparaît certes comme un échec de la gauche, mais il témoigne d'abord de la faillite de la démocratie.

## **b. Problématique**

Selon plusieurs observateurs, depuis la crise qui l'a frappée en 2010, la Grèce est plongée dans un véritable « état d'exception » où la volonté populaire, ou même celle

---

<sup>27</sup> Sur la thèse du parti cartel, voir Katz et Mair 1995. Nous en dirons quelques mots plus loin.

<sup>28</sup> Ducourtieux 2016.

des élus, est totalement délégitimée au nom d'impératifs économiques non questionnables<sup>29</sup>. En 2015, SYRIZA a tenté de bousculer cet état des choses, mais son expérience n'a fait que confirmer que la mise en œuvre de l'austérité peut difficilement s'accommoder des principes démocratiques les plus essentiels. La résistance démontrée par SYRIZA était néanmoins chose nouvelle pour un gouvernement en Europe, ce qui explique en partie l'attention qu'il a reçue sur la scène internationale. Le journaliste George Monbiot écrivait à l'époque que la Grèce était « le dernier champ de bataille dans la guerre de l'élite financière contre la démocratie »<sup>30</sup>. Ce combat a donc permis d'exposer avec netteté les tendances antidémocratiques à l'œuvre et les forces sociales impliquées. Or, si la Grèce offre en cette matière un exemple des plus clairs et des plus graves, il n'est certainement pas un cas isolé. Selon nous, il est essentiel d'inscrire cet épisode dans un phénomène plus large de contraction de la démocratie, qui semble sévir un peu partout au sein des démocraties les plus établies, et que certains ont nommé « post-démocratie ».

Dès les années 1990, les signes d'une sorte de « malaise » ou de « déficit démocratique » ont commencé à se manifester : déclin de la participation électorale, affaissement du membership des partis, augmentation de la volatilité de l'électorat, diminution de la confiance portée envers les politiciens et les institutions politiques, écart grandissant entre les aspirations et les pratiques démocratiques, etc.<sup>31</sup> Beaucoup des travaux réalisés sur ce nouvel enjeu, comme ceux de Pharr et Putnam (2000), privilégiaient toutefois une posture élitiste, faisant reposer le problème de légitimité des représentants sur une certaine attitude de la population plutôt que sur les élus eux-mêmes, qui, par exemple, se seraient montrés peu fiables. Certains ont même interprété ces signaux comme la preuve de la vitalité de la démocratie, qui rendrait les citoyens plus exigeants vis-à-vis de leurs dirigeants. D'autres, enfin, ont plutôt procédé à une

---

<sup>29</sup> Katsambekis 2014.

<sup>30</sup> Monbiot 2015, traduction libre.

<sup>31</sup> Mair 2013a; Crouch 2014.

redéfinition de la démocratie qui serait conforme aux pratiques que l'on retrouve aujourd'hui dans les faits plutôt qu'en fonction d'un idéal, débouchant donc sur une conception de la démocratie strictement limitée aux attentes étriquées de la démocratie *libérale*. On en est venu, dans certains cas, à une équation toute simple où : « organisations non gouvernementales + juges = démocratie ». Par exemple, selon Philip Pettit (2001), « democracy is too important to be left to the politicians, or even to the people voting in referendums »; ou encore, selon Fareed Zakaria (2003) : « what we need in politics today is not more democracy but less »<sup>32</sup>.

Pour Peter Mair, cependant, ce « malaise démocratique » témoigne d'un appauvrissement bien réel de la démocratie, qui serait largement attribuable aux échecs des partis politiques contemporains : « Although the parties themselves remain, they have become so disconnected from the wider society, and pursue a form of competition that is so lacking in meaning, that they no longer seem capable of sustaining democracy »<sup>33</sup>. Ainsi, les mécanismes de la politique partisane ont été mis à mal, de sorte que les partis ne parviennent plus (ou ne souhaitent plus) jouer leur rôle essentiel au fonctionnement de la démocratie. D'abord, la compétition électorale semble vidée de sa substance, notamment à cause d'une réduction de l'intensité de la polarisation idéologique des partis. Peter Mair observe une forte tendance à la convergence entre la gauche et la droite, si bien que dès la fin des années 1980, les partis politiques des démocraties avancées peinaient à maintenir des identités distinctes<sup>34</sup>. Mais au-delà de la compétition électorale, on observe que même lorsque les partis forment le gouvernement, leur liberté d'action est considérablement limitée, ce qui complexifie d'autant plus la tâche de distinguer les partis ou les gouvernements les uns des autres<sup>35</sup>. L'acceptabilité et la légitimation croissantes de modes de décision « dépolitisés »

---

<sup>32</sup> Tiré de Mair 2013a, p. 9.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 59.

s'ajoutent à ces facteurs, qui ensemble font en sorte de diminuer l'importance (réelle et perçue) des processus démocratiques traditionnels : « if politics becomes less weighty, then so does democracy – at least in the sense of popular participation and electoral accountability »<sup>36</sup>.

Ainsi, il devient de plus en plus difficile pour les partis politiques de représenter leurs électeurs et d'agir selon leur volonté. En d'autres mots, c'est l'intégrité de la chaîne de délégation elle-même qui est menacée<sup>37</sup>. En effet, on considère traditionnellement que les partis politiques occupent deux rôles fondamentaux. D'une part, ils jouent un rôle de représentation, c'est-à-dire qu'ils ont pour fonction d'articuler certains intérêts présents dans la société et de traduire des préférences politiques collectives en un programme politique, ce qui donne voix aux citoyens<sup>38</sup>. De ce point de vue, ils font en quelque sorte le lien entre la société et l'État (ou plutôt l'espace politique institutionnalisé). D'autre part, les partis ont comme fonction de gouverner et donc de mettre des politiques en place, en servant l'intérêt de leur électorat et des citoyens en général. C'est sur cette combinaison particulière de fonctions des partis que repose largement la légitimité des gouvernements représentatifs dans les systèmes politiques démocratiques<sup>39</sup>.

Or, il semble que si ces deux fonctions sont encore remplies par les partis, elles ne sont plus *combinées*. C'est-à-dire que chez les partis dominants, comme l'a maintes fois démontré Peter Mair, la fonction de représentation est délaissée au profit de la fonction de gouvernement, de sorte que leurs centres de gravité se déplacent de la société civile vers l'État (thèse du parti cartel) :

Another way of looking at this is to suggest that these parties have moved from making representations on behalf of the citizens to the state to making

---

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>37</sup> Mair 2013b, p. 153.

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 154.

representations on behalf of the state to the citizens. The representation of the citizens, meanwhile, to the extent that it still occurs at all, is increasingly given over to other, non-governing organizations and practices – to interest groups, social movements, advocacy coalitions, lobbies, the media, self-representation, etc. – that are disconnected from the parties and the party system and that can talk directly to government and the bureaucracy. In this way, the representation of interests – government by the people – becomes less and less a function of the activities of partisan political organizations<sup>40</sup>.

Quant aux partis qui mettent effectivement leur fonction de représentation de l'avant, comme les partis dits « nichés », « challenger » ou « antisystèmes », ils sont marginalisés et se tiennent généralement loin du pouvoir, notamment du fait que les partis dominants emploient une stratégie de cartellisation.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce décalage, mais il faut retenir que si les partis sont devenus moins portés à écouter leurs électeurs, c'est notamment parce qu'ils peinent à faire cheminer et à réaliser effectivement les demandes formulées par ceux-ci<sup>41</sup>. Selon Mair, cela s'explique largement par un deuxième problème qui affecte la chaîne de délégation et qui a trait à la notion de responsabilité gouvernementale. Traditionnellement, on soutiendrait que le parti au gouvernement, comme mandataire (*agent*), est responsable vis-à-vis du mandant (*principal*), c'est-à-dire les citoyens. Or, cette chaîne de délégation simple idéal-typique (où l'on retrouve les électeurs, les membres du parlement, la majorité parlementaire, le premier ministre, etc.) correspond difficilement à la réalité. D'une part, les acteurs de cette chaîne (l'exécutif en particulier) sont sujets de façon croissante à des pressions et des demandes provenant d'acteurs extérieurs à cette chaîne formelle<sup>42</sup>. D'autre part, les partis au gouvernement en viennent à être liés non plus à un mandant, mais à une variété de mandants qui enserrent le gouvernement tels que le Conseil de l'Europe, les banques centrales, les cours, la Commission européenne, le FMI, l'OMC, etc.<sup>43</sup> La relation entre le parti au

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 158.

gouvernement et les citoyens dans la chaîne de délégation est donc ébranlée puisque le gouvernement devient également responsable vis-à-vis de mandants *extérieurs* à la chaîne. Plus encore : « the agents may sometimes even be persuaded that they owe a greater duty of accountability to these “external” principals than to their own domestic principals »<sup>44</sup>. Ce phénomène provoque en outre une sorte de « transfert des compétences » puisque certains domaines, particulièrement dans le champ des politiques économiques, sont pris en charge par des entités extérieures au gouvernement.

En somme, les partis délaissent leurs fonctions de représentation et deviennent redevables vis-à-vis de mandants autres que les citoyens, deux réalités qui se renforcent mutuellement et qui mettent à mal la démocratie, en supposant qu'elle doit être exercée *par* le peuple, et *pour* le peuple. Comme le soutient Ivan Krastev, la démocratie ne signifie pas seulement que les gens peuvent voter lors d'élections libres, mais qu'ils peuvent effectivement déterminer les politiques publiques, sans quoi notre régime devrait être nommé, pour reprendre ses termes, « democracy without choice »<sup>45</sup>. Ainsi, le constat de Peter Mair présente des implications doubles pour notre recherche. D'une part, (1) il nous invite à traiter de l'expérience du gouvernement de SYRIZA comme de l'expérience d'un parti privé des moyens de réaliser les demandes de son électorat une fois porté au pouvoir. Cela suppose que le problème se situe dans le fonctionnement normal des mécanismes du gouvernement de parti (*party government*), et que cela dépasse donc le seul cas de SYRIZA ou de son *style politique* particulier. D'autre part, (2) il nous invite à replacer ces événements dans un contexte de « crise des partis », qui marquerait un authentique appauvrissement de la démocratie depuis quelques décennies. Dès lors, le combat perdu de SYRIZA contre l'austérité prend la forme, à plusieurs égards, d'une faillite de la démocratie.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>45</sup> Cité par Peter Mair (2013b, p. 162).

Si le cadre d'analyse de Peter Mair permet de rendre compte avec beaucoup de clarté de cette apparente contraction de la démocratie, il ne parvient pas à en dégager les causes de façon satisfaisante, notamment parce qu'il se limite à traiter de contraintes et de phénomènes institutionnels. Or, il convient de replacer les points soulevés par Mair dans l'économie politique. Nous soutenons que les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur la démocratie sont intimement liées au néolibéralisme, une position qui a largement été défendue par Colin Crouch, qui a popularisé l'expression « post-démocratie ». Selon Crouch, la cause fondamentale du déclin démocratique dans la vie politique contemporaine est « le déséquilibre majeur qui se développe entre le rôle des intérêts patronaux et celui de presque tous les autres groupes sociaux »<sup>46</sup>. Alors que la configuration particulière des rapports de force qui prévalait durant le « moment démocratique » (période qui coïncide avec les Trente Glorieuses) permettait une vitalité démocratique exceptionnelle, la résurgence de la « domination patronale » et le démantèlement de l'État providence qui surviennent ensuite font perdre de sa substance à la démocratie, malgré le maintien des mêmes régimes dans les faits. Ainsi, le « déclin démocratique » apparaît comme une conséquence de la reconfiguration des rapports de force sociaux depuis la crise des années 1970 et de l'évolution d'un capitalisme néolibéral. Cette thèse est défendue par une variété d'auteurs aux différents angles d'approche. Si, pour Crouch, le problème réside dans la saisie des pouvoirs publics par les grandes corporations, Wolfgang Streeck insiste quant à lui sur le déplacement de la citoyenneté démocratique allant du peuple vers les « marchés » internationaux (*Marktvolk*), nouvelle instance souveraine, et sur le déploiement d'une Europe néolibérale aux mécanismes disciplinaires<sup>47</sup>. D'autres, comme Stephen Gill, mettent l'accent sur le développement d'un « nouveau constitutionnalisme », dimension « coercitive » du néolibéralisme qui s'appuierait sur le droit afin de protéger le capital

---

<sup>46</sup> Crouch 2014, p. 107.

<sup>47</sup> Streeck 2014.

de la démocratie populaire. Grâce à des garanties légales et des sanctions, on parviendrait à *verrouiller* les politiques néolibérales en place<sup>48</sup>.

Ces auteurs ont raison d'identifier des mécanismes qui sont spécifiques au capitalisme néolibéral puisqu'un déclin démocratique, une réduction de l'étendue des possibles en politique, est effectivement visible et prend racine dans cet ordre social particulier. La crise de 2007-2008 a par ailleurs exacerbé ce processus en Europe, où l'on s'est mis en 2010, de façon contre-intuitive en apparence, à imposer une austérité des plus sévères aux pays les plus touchés. Toutefois, il importe de ne pas tomber dans le même piège que Colin Crouch et de tant d'autres critiques du néolibéralisme : il est tout à fait contreproductif, voire illusoire, de baser notre critique sur une glorification de la période des Trente Glorieuses, impliquant dès lors qu'il suffirait d'inverser certaines *tendances* ou *conjonctures* du capitalisme tel qu'il se déploie aujourd'hui pour « régler le problème ». Comme le soutient Nancy Fraser, les tendances vers la « post-démocratie » ne sont pas simplement accidentelles, mais sont au contraire enracinées dans la structure de l'ordre social néolibéral, elles sont « systémiques ». De surcroît, le processus d'appauvrissement de la démocratie nous indique qu'il y a quelque chose de pourri non seulement dans la forme « financiarisée » (néolibérale) du capitalisme, mais aussi dans la société capitaliste comme telle<sup>49</sup>.

Ce constat appelle selon nous à l'analyse marxiste de la démocratie libérale, qui permet de rendre compte avec force des limites qui sont posées à la démocratie dans un cadre capitaliste. En dépit des variations qu'a pu subir la vitalité démocratique (réelle et perçue) depuis la Seconde Guerre mondiale, il faut prendre acte des contraintes structurelles fondamentales subies par la démocratie, contraintes spécifiques au capitalisme et sur lesquelles il repose. En effet, contre l'idée dominante, démocratie et

---

<sup>48</sup> Gill 1998.

<sup>49</sup> Fraser 2015, p. 159.



capitalisme ne vont pas de pair, mais entretiennent plutôt un rapport contradictoire, qu'il s'agira d'explicitier grâce aux outils fournis par l'économie politique marxiste<sup>50</sup>, la sociologie historique<sup>51</sup> et la théorie de l'État<sup>52</sup>. L'originalité de notre approche consiste donc à traiter l'expérience de SYRIZA comme une manifestation brutale d'un processus d'appauvrissement de la démocratie, tel que constaté entre autres par Mair, Crouch, Streeck et Gill, et à nourrir ce constat de la théorie marxiste de la démocratie en société capitaliste. L'enjeu posé par ce premier gouvernement de SYRIZA, pour le formuler schématiquement, est celui-ci : un parti est démocratiquement élu mais n'arrive pas à réaliser son programme, même s'il se trouve dans un régime démocratique, maintient une majorité parlementaire de coalition et demeure appuyée par la plus grande part d'une population largement mobilisée. Comment expliquer cela? Son programme était-il simplement irréaliste? SYRIZA a-t-il pâti de son manque d'expérience? Nous pensons, pour notre part, que cet épisode valide l'analyse marxiste du fonctionnement de la démocratie dans la société capitaliste, qui postule l'existence d'un certain cadre politique duquel on ne peut pas sortir, cadre d'autant plus restreint dans le cas spécifique de la Grèce contemporaine.

Une autre considération importante orientera notre recherche. Des travaux ont déjà été réalisés sur l'expérience de gouvernements, depuis la crise de 2007-2008, ayant fait l'expérience d'énormes contraintes sur leur capacité à faire de vrais choix et à réaliser la volonté populaire. Notons par exemple la contribution de Peter Mair sur le cas irlandais<sup>53</sup>. Or, l'expérience de SYRIZA, comme nous l'avons déjà suggéré, amène une nouveauté importante : il s'agit désormais d'un parti de gauche radicale, se voulant donc en rupture à la fois avec la social-démocratie et avec les tendances « post-démocratiques » et néolibérales. En conséquence, on peut difficilement affirmer que

---

<sup>50</sup> Brenner 2005.

<sup>51</sup> Wood 2016.

<sup>52</sup> Wetherly *et al.* 2008; Clarke 1991; Jessop 2016.

<sup>53</sup> Mair 2013b.

ses choix étaient motivés, par exemple, par un biais favorable vis-à-vis du capital ou par une internalisation du discours néolibéral. Sa volonté initiale était claire, de même que son mandat. Il faudra donc traiter des débats propres à la gauche. SYRIZA a manifestement été victime d'un contexte extrêmement contraignant (c'est l'objet principal de notre recherche), mais il n'était pas non plus qu'un acteur passif et impuissant. Son combat, en d'autres termes, n'était pas nécessairement perdu d'avance, ce qui est le propre des luttes politiques. On pourra dégager les implications politiques de cette défaite, dans un contexte d'émergence et de rapide croissance de plusieurs formations politiques « à gauche de la gauche ».

### **c. Méthodologie**

Comme nous l'avons annoncé, notre recherche prendra la forme d'une étude de cas centrée sur le premier mandat de SYRIZA en Grèce entre janvier et août 2015. Nous nous appuierons sur une analyse de textes, principalement des sources secondaires, pour mettre en place notre cadre d'analyse et pour retracer les événements qui ont eu cours en Grèce. Pour la période spécifique janvier-août 2015, nous privilégierons les témoignages directs des acteurs ayant pris part aux événements pour obtenir un portrait plus juste de leurs motivations et de la façon dont ils entrevoyaient les contraintes à leur action. Deux contributions sont à cet égard essentielles. (1) D'abord, les mémoires politiques de Yanis Varoufakis<sup>54</sup>, ministre des Finances et responsable des négociations sous le gouvernement Tsipras I. Publié en 2017, son livre offre un regard inédit sur le fonctionnement interne du cercle dirigeant de SYRIZA, sur la stratégie qui y était privilégiée et sur le déroulement des négociations avec les créanciers. En plus de fournir un récit exhaustif des événements, il révèle au public des discussions cruciales qui ont eu lieu derrière des portes closes. (2) Ensuite, les entretiens réalisés par Alexis

---

<sup>54</sup> Varoufakis 2017.

Cukier avec le politologue et philosophe Stathis Kouvélakis<sup>55</sup>. Membre du comité central de SYRIZA et de la « Plateforme de gauche » (l'aile gauche de SYRIZA), Kouvélakis rend compte des débats à l'interne et offre un point de vue critique du gouvernement. Son compte-rendu des événements est d'autant plus pertinent pour nous qu'il a été saisi sur le vif : puisque les entretiens se sont déroulés tout au long du premier mandat de SYRIZA, on peut y voir l'évolution de ses objectifs et de sa lecture de la conjoncture.

Nous aurons également recours aux témoignages d'acteurs extérieurs à SYRIZA<sup>56</sup> ainsi qu'à une variété de travaux de recherche, en particulier l'analyse comparée des gouvernements de gauche de SYRIZA en Grèce et d'AKEL à Chypre par Yiannos Katsourides<sup>57</sup>. Enfin, pour s'assurer de retracer les faits avec précision, nous nous appuyons sur une revue de presse des articles et manchettes publiés sur la Grèce dans le journal *Le Monde*, pendant toute la période qui nous intéresse. Nous avons choisi ce journal parce que sa couverture est très complète, tant au sujet de la Grèce que de l'Union européenne et de chacun de ses pays membres.

Pour faire l'analyse du gouvernement de SYRIZA, nous mettrons l'accent sur les contraintes et les pressions qu'il a subies. Toutefois, il importe d'intégrer une certaine agentivité à l'analyse, sans quoi nos conclusions seraient forcément pessimistes, voire déterministes. Comme nous l'avons souligné, SYRIZA n'était pas simplement passif ou impuissant devant ces contraintes. Il faut donc identifier et situer les acteurs, ce qui implique notamment de complexifier SYRIZA, qui connaissait des tensions importantes en son sein. Dans le contexte qui était le leur, les acteurs impliqués ont fait des choix, et ces choix méritent d'être questionnés. Notre démarche, enfin, implique de réfléchir à l'échec de SYRIZA en usant d'un cadre d'analyse qui soit assez large pour

---

<sup>55</sup> Kouvélakis et Cukier 2015.

<sup>56</sup> Ovenden 2015; Sheehan 2016; Panayiotakis 2015.

<sup>57</sup> Katsourides 2016.

mettre en lumière des dynamiques généralement ignorées par les travaux existants. Nous chercherons à dégager certaines *tendances* actuelles qui nous permettront de mieux comprendre ce qui s'est passé en Grèce en 2015. Se replonger dans ces événements nous permettra, du même souffle, de mieux concevoir ces tendances.

Au chapitre 1, nous discuterons, comme nous l'avons annoncé dans la problématique, des rapports entre démocratie et capitalisme. Nous porterons une attention particulière au contexte du capitalisme contemporain, marqué par le néolibéralisme, et au contexte européen. Au chapitre 2, nous mettrons la table pour notre étude de cas en remettant les événements en contexte. Nous traiterons de la crise grecque et de ses conséquences économiques, sociales et politiques; des mobilisations populaires depuis 2010; de la montée de SYRIZA jusqu'à sa victoire électorale; et des caractéristiques de SYRIZA comme parti politique. Au chapitre 3, nous décrirons et analyserons les événements qui vont, en quelques mois, conduire le gouvernement SYRIZA nouvellement élu à abandonner son programme politique. Enfin, nous réserverons un espace dans la conclusion pour faire un retour critique sur la stratégie du cercle d'Alexis Tsipras.

# CHAPITRE I

## CADRE D'ANALYSE : CAPITALISME CONTRE DÉMOCRATIE

### 1.1 « Crise de la démocratie » – quelle crise? Perspective marxiste sur la démocratie capitaliste

Comme le souligne à la blague Wolfgang Streeck dans sa réplique au texte de Wolfgang Merkel intitulé « Is Capitalism Compatible with Democracy? », il n'y a pas que des mauvais côtés à la crise de la démocratie libérale occidentale : pour tout dire, son ampleur est telle que la science politique dominante est maintenant forcée de s'y pencher, revenant ainsi à ses questionnements les plus fondamentaux et renouant avec une analyse de la démocratie cadrée sur l'économie politique<sup>1</sup>. Le capitalisme est-il compatible avec la démocratie? Voilà une question classique dont le retour en force a d'emblée le mérite de bousculer les approches centrées sur la stricte analyse des institutions politiques :

Gone are the good times, or so it seems, when *Glasperlen* issues as harmless and comfortable as first-past-the-post vs. proportional representation, Westminster vs. veto point, consociational vs. majoritarian democracy, parliamentary vs. presidential rule, unitary vs. federal government, monocameralism vs. bicameralism etc., etc. could rule supreme in the discipline's official journals. Back to the basics!<sup>2</sup>

Comme nous l'avons soulevé, au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on a intimement associé la démocratie au capitalisme, si bien qu'on les confondait volontiers (ce qui avait une résonance particulière dans le contexte de la guerre froide). Non seulement semblaient-ils aller de pair, mais le postulat dominant dans la science politique voulait que le capitalisme, pour fonctionner, avait besoin de la démocratie, de la même façon que la démocratie avait besoin du capitalisme. Or, le

---

<sup>1</sup> Streeck 2015, p. 49.

<sup>2</sup> *Ibid.*

capitalisme et la démocratie avaient longtemps été considérés comme des adversaires avant que le compromis d'après-guerre ne semble les réconcilier, et aujourd'hui, comme nous l'avons mentionné, les doutes quant à la compatibilité des deux s'affirment à nouveau avec force. Ces doutes ont émergé principalement suite à la crise de 2007-8, mais l'épisode grec, par sa brutalité et sa netteté, fournit l'occasion de les réaffirmer.

### 1.1.1 Une crise accidentelle, ou structurelle?

Ainsi, le retour de la question de la compatibilité entre capitalisme et démocratie dans la science politique dominante est une bonne nouvelle, mais encore faut-il que ces concepts ne soient pas traités qu'en termes institutionnalistes ou formalistes. Comme le note Streeck, la plupart des travaux analysant le rapport entre capitalisme et démocratie (comme celui de Wolfgang Merkel, mais aussi ceux de Colin Hay, voire même de Colin Crouch<sup>3</sup>), ont tendance à se montrer critiques de l'état actuel des choses, mais en viennent inlassablement à définir le problème à résoudre en des termes semblables : « making capitalism morph back into embedded capitalism and rejoin embedded democracy, so they might live 'happily ever after' »<sup>4</sup>. Autrement dit, l'objectif généralement énoncé est de revenir à un capitalisme plus « humain », plus compatible avec la démocratie; bref, revenir à une configuration institutionnelle semblable à celle qui prédominait pendant la période des Trente Glorieuses. Comme le souligne Merkel avec raison, cette période était caractérisée par une participation

---

<sup>3</sup> Voir par exemple Hay 2007 et Crouch 2013

<sup>4</sup> Streeck 2015, p. 52. Il est intéressant de noter que Streeck était lui-même assez proche du courant néoinstitutionnaliste auparavant. Sa position semble avoir changé dans la foulée de la crise économique. Sur l'impact de la crise financière de 2007-8 sur les travaux portant sur les rapports entre capitalisme, démocratie et inégalité, et sur les figures de Thomas Piketty et Wolfgang Streeck en particulier, voir Ronzoni 2015.

électorale et politique accrue, par la présence de syndicats forts et de partis politiques de gauche, par des inégalités socioéconomiques réduites, par un pouvoir politique apte à contraindre les « forces du marché », etc.<sup>5</sup> Ainsi, le problème ne viendrait pas du capitalisme en soi, mais plutôt d'un manque de compatibilité entre le modèle institutionnel néolibéral, qui marque des reculs sur les facteurs énoncés, et une démocratie digne de ce nom.

Or, formuler ainsi le problème témoigne d'une vision tronquée et technocratique de la réalité où, à l'instar d'un ingénieur, il s'agirait d'imbriquer ensemble quelques configurations sociales prédéfinies de manière à en retirer l'assemblage optimal... Ou bien, à tout le moins, cela fait appel à une conception volontariste du politique qui fait abstraction des contraintes matérielles et des rapports sociaux, comme s'il s'agissait, comme on le fait pour une machine, de trouver ce qui s'est cassé dans le capitalisme, pour ensuite lui donner deux ou trois coups et remettre tout sur les rails. Ce qui manque d'abord à ce genre d'analyses, pour reprendre les mots de Streeck, sont les concepts de *classe* et de *pouvoir* :

[Capitalism and democracy] are both, individually as well as in their respective combination, the outcome of specific configurations of classes and class interests as evolved in a historical process driven, not by intelligent design, but by the distribution of class political capacities<sup>6</sup>.

C'est dire que l'alignement qui semble s'être produit durant l'après-guerre entre la démocratie et le capitalisme, dans le cadre d'une régulation keynésienne de l'économie, était d'abord et avant tout le produit d'un compromis historique arraché par une classe ouvrière aux puissantes organisations, dans un contexte de croissance économique prodigieuse et soutenue. La vitalité démocratique de cette période n'était donc pas le fruit d'un heureux agencement institutionnel mené par une technocratie éclairée, mais reflétait plutôt l'état des rapports de force sociaux qui prédominaient à l'époque. Certes,

---

<sup>5</sup> Merkel 2014, p. 125.

<sup>6</sup> Streeck 2015, p. 53.

la technocratie keynésienne était bien en scelle dans les années 1950 et 1960, mais au-delà de l'idéologie, c'est le pouvoir économique et politique de la classe ouvrière organisée qui pesait de tout son poids<sup>7</sup>. De la même façon, le néolibéralisme n'est pas qu'une dérive inopportune, ou un simple accident de parcours. C'est plutôt, si l'on nous permet une esquisse rapide, le résultat d'une réaffirmation du pouvoir patronal dans un contexte où la classe capitaliste se sentait menacée économiquement (par une crise de la rentabilité et un ralentissement marqué de la croissance dans les années 1970), mais aussi politiquement par un bouillonnement social qui lui faisait craindre jusqu'à une transformation radicale de la société<sup>8</sup>.

En somme, ramener le concept de classe dans l'analyse permet d'emblée de prendre acte des intérêts contradictoires des groupes qui constituent la société, ainsi que des effets de leurs luttes, notamment sur l'économie et les institutions politiques. On ne doit donc pas comprendre le rapport entre démocratie et capitalisme comme une variable indépendante, qui serait plus ou moins figée dans tel ou tel cadre institutionnel. C'est l'objet d'un conflit, dont les résolutions provisoires n'en font pas moins un processus toujours en mouvement. Quant à la nature de ce conflit, elle est appréhendée différemment d'une approche théorique à l'autre. Par exemple, dans la tradition de l'École de Francfort, Streeck fait état d'une contradiction fondamentale dans le « capitalisme démocratique » entre les principes qui guident l'*économie*, et ceux qui guident une *politique démocratique*<sup>9</sup>. Tandis qu'une intervention politique dans le « libre jeu du marché » est nécessaire pour faire bénéficier la majorité des fruits de la croissance, et ainsi assurer à l'ordre social sa *légitimité politique*, cette intervention, à moins d'un contexte de croissance exceptionnel, semble nuire à l'accumulation du capital elle-même, notamment à cause qu'elle entraîne la résistance des investisseurs. Ceci implique que les gouvernements font continuellement face à un dilemme entre

---

<sup>7</sup> Beggs 2016.

<sup>8</sup> Voir par exemple Harvey 2005.

<sup>9</sup> Streeck 2013, p. 265.



deux crises systémiques, l'une politique, l'autre économique, où les solutions mises de l'avant consistent au mieux à « acheter du temps » au gré des cycles de crises<sup>10</sup>. Il apparaît dès lors que le capitalisme et la démocratie sont en tension constante, ce qui signifie que les dérives actuelles de la démocratie ne sont pas accidentelles, mais systémiques, enracinées dans les contradictions de notre ordre social.

Écrivant sur le même sujet, Nancy Fraser arrive à des constats similaires. Selon elle, *toutes* les formations sociales capitalistes abritent en leurs fondements une « contradiction » ou une « tendance à la crise » politique : « On the one hand, legitimate, efficacious public power is a condition of possibility for sustained capital accumulation; on the other hand, capitalism's drive to endless accumulation tends to destabilize the very public power on which it relies »<sup>11</sup>. Encore une fois, l'auteure identifie une contradiction entre le besoin de légitimité politique et les mécanismes propres à l'économie capitaliste : en s'affranchissant du contrôle politique, dans sa pulsion vers une accumulation sans borne, le capital mine en quelque sorte ses propres conditions de reproduction. En effet, dans le cas où la majorité de la population se retournerait contre un système qui apparaît dysfonctionnel, on entrerait dans une crise de légitimation qui pourrait menacer l'ordre capitaliste. Ces pistes théoriques, sans être entièrement satisfaisantes, ont le mérite d'attaquer la crise politique actuelle, qu'on a appelé « post-démocratie », non pas comme un mauvais fonctionnement du capitalisme, mais comme une manifestation de ses contradictions les plus essentielles, et donc « normales ». Voilà encore pourquoi il est nécessaire d'intégrer à l'analyse le concept de classe : cela permet de mettre en lumière la logique qui découle de l'organisation des rapports de classe dans le capitalisme, logique bien spécifique qui, comme on le verra, impose des contraintes pour les agents économiques et pour l'État.

---

<sup>10</sup> Streeck 2015, p. 55.

<sup>11</sup> Fraser 2015, p. 159.

### 1.1.2 Le capitalisme

Or, comme nous l'avons évoqué, si on en croit Wolfgang Merkel, « [i]t is not the crisis of capitalism that challenges democracy, but its neoliberal triumph »<sup>12</sup>. Cette affirmation n'est pas dénuée de vérité puisque, comme on le verra, le déploiement d'un capitalisme néolibéral entre constamment en contradiction avec la démocratie. Néanmoins, cette affirmation témoigne selon nous d'une conception pour le moins inadaptée du capitalisme et des contraintes qui en découlent. En effet, pour Merkel et pour les tenants de l'approche institutionnaliste en général, il n'existe rien de tel que « le » capitalisme, mais plutôt, on constate la présence de différentes « variétés de capitalisme »<sup>13</sup>. Merkel emploie cette approche pour expliquer l'avènement de la crise démocratique dont nous avons discuté, mais elle sert plus souvent qu'autrement à nier cette crise même. Pour tout dire, depuis que des voix comme celles de Wolfgang Streeck ou Peter Mair s'élèvent pour mettre en lumière les tendances à l'uniformisation des politiques et à la stérilisation de la politique partisane, les publications visant à remettre ces prétentions en question se sont multipliées. Par exemple, dans l'ouvrage massif de Beramendi *et al.*, on tente de démontrer que, malgré le contexte difficile hérité de la crise de 2007-8, la politique demeure bien vivante et se distingue largement d'un contexte national à un autre<sup>14</sup>. Sans cesse confrontée à de nouveaux défis de nature démographique, technologique et économique, la politique réagirait, selon les auteurs, de manière différente, façonnée par les institutions en place et par la configuration de la politique partisane. Ainsi, pour les tenants de l'approche « variétés de capitalisme », et surtout ceux qui évoluent dans le paradigme explicatif le plus institutionnaliste, on aurait tort de chercher des lois invariables du capitalisme et d'en déduire des tendances qui s'appliqueraient à toutes les sociétés capitalistes. Chaque société se distingue par ses spécificités institutionnelles, lesquelles sont constitutives de l'économie politique.

---

<sup>12</sup> Merkel 2014, p. 126.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>14</sup> Beramendi *et al.* 2015.

« Le » capitalisme est donc en fait substantiellement différent d'un pays à l'autre, et l'étude des spécificités de chacun d'eux permet de « comprendre les différences en matière de politiques économiques, sociales et internationales, tout comme les différences en matière d'ajustement aux évolutions économiques mondiales »<sup>15</sup>.

Cette posture a le mérite de réfuter l'idée selon laquelle il n'y aurait qu'un seul modèle économique possible, et que chaque pays se verrait obligé d'introduire des politiques similaires pour faire face aux « nouveaux défis » du capitalisme contemporain mondialisé. C'est là tout le potentiel critique de l'approche « variétés de capitalisme ». Comme le soulignent Panitch et Gindin, il s'agit d'une résistance au mantra du néolibéralisme : « there is no alternative »<sup>16</sup>. L'insistance sur la variété au sein des États a permis de faire ressortir les spécificités des mécanismes institutionnels et des relations sociales dans chaque formation sociale, ce qui était ignoré, par exemple, par les modèles théoriques des économistes néoclassiques. Ainsi, cette approche a suggéré que la façon dont les sociétés s'adaptent à la compétition internationale demeure une question ouverte<sup>17</sup>. Mais cette approche comporte également de nombreux problèmes, notamment un rejet presque total de tout mode d'explication fondé sur les structures, comme nous l'avons évoqué plus tôt.

S'il est certes utile d'étudier les spécificités institutionnelles d'un pays pour comprendre l'évolution de ses politiques et de son économie, il demeure néanmoins essentiel, comme l'énonce Robert Brenner, de garder en tête l'existence d'un cadre de rapports de propriété capitalistes, quasi universel dans les économies avancées, où les agents économiques, contrairement à toutes les économies précapitalistes, sont contraints par les impératifs compétitifs du marché à maximiser leurs profits pour se

---

<sup>15</sup> Hall et Soskice 2002, p. 47.

<sup>16</sup> Panitch et Gindin 2005, p. 139.

<sup>17</sup> *Ibid.*

reproduire socialement, peu importe les institutions en place<sup>18</sup>. En d'autres termes, l'analyse des spécificités institutionnelles des États ne doit pas nous faire perdre de vue les spécificités du capitalisme comme système historique de relations sociales, qui impose aux agents des « règles de reproduction » qui lui sont propres et qui diffèrent de tout autre système précapitaliste, comme le féodalisme, par exemple.

Les tenants de l'approche « variétés de capitalisme », ou des critiques de Brenner comme Martijn Konings (à qui on pourrait difficilement coller l'étiquette) prétendent qu'il est impossible de déterminer que, dans un cadre X, un agent sera forcé à entreprendre une action Y<sup>19</sup>. Toutefois, force est d'admettre que le système capitaliste provoque des compulsions et pose des contraintes très spécifiques pour les agents économiques :

[H]ow could it be more clear that capitalist economic agents go after highest returns because, separated as they are from their means of subsistence, they must do so in order to survive under the constraint of competition? And [...] that they can also be counted on to systematically specialize, apply their surpluses to adding plant and equipment and expanding their labor force, bring in the latest innovations, [...] precisely because these strategies or rules for reproduction are requisite to maintain competitiveness? Because capitalist economic actors are obliged to adopt capitalist rules for reproduction, we can expect [...] the growth of labor productivity, the increase in size of the labor force, the rise in relative surplus value leading to increasing real wages – all of which, taken together, make for economic growth<sup>20</sup>.

Les capitalistes ne sont certes pas des robots, pas plus que ne le sont les autres agents de la société, mais ces contraintes sont bien réelles et orientent nécessairement leur action. Dès lors, pour étudier l'évolution de l'économie politique, ces considérations structurelles doivent demeurer au cœur de l'analyse.

---

<sup>18</sup> Brenner 2005, p. 212.

<sup>19</sup> Voir Konings 2005, p. 206.

<sup>20</sup> Brenner 2005, p. 212.

Pour Brenner, une des implications de ces « règles de reproduction » est que le taux de profit, en tant que meilleur prédicteur des profits à venir, est le déterminant principal quant à l'augmentation de l'investissement et de l'emploi, et donc de la croissance : « high profitability makes for high growth, low profitability, low growth »<sup>21</sup>. Et comme les agents, économiques ou non, sont dépendants de la croissance pour réaliser leurs buts, ils doivent prioriser, dans leur propre intérêt, l'engrangement des profits. Voilà donc le point de départ de Brenner pour analyser l'évolution de l'économie politique : une contrainte structurelle puissante pèse sur les entreprises, les États et autres acteurs de la société, celle de satisfaire les besoins de la compétitivité et de la maximisation du taux de profit. Dès lors, on peut expliquer le passage au paradigme néolibéral en le liant à cet impératif : il fallait redresser les taux de profits, lesquels étaient minés au cours des années 1970 (et même déjà au milieu des années 1960) par une surcapacité de production dans le secteur manufacturier à l'échelle mondiale. Et pour cela, il fallait casser les reins des organisations syndicales, mettre l'État au service de l'entreprise, libéraliser l'économie... une voie qui, selon Brenner, a échoué, ou du moins, n'a connu que des succès partiels et précaires.

Ainsi, des impératifs inhérents au capitalisme orientent et contraignent lourdement l'action des gouvernements, impératifs qui transcendent les différentes configurations institutionnelles des États. Et comme le soutient Brenner, l'évolution de l'économie politique depuis la crise des années 1970 confirme largement cette thèse :

[O]ne of the most telling demonstrations of the overriding constraint on government policy represented by the requirements of profitability and capital accumulation is the virtual termination, by the 1980s, of the growth of social spending across all the capitalist economies, whether they had social democratic or conservative governments or coordinated or liberal capitalisms, and whatever the relative strength of labor<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 229.

Aussi l'économie mondiale peut-elle, dans son évolution, entraîner des tendances auxquelles il est difficile de résister. En comparaison avec l'approche des « variétés de capitalisme », cette analyse semble fermer des possibles, mais il s'agit d'un regard très lucide posé sur l'apparente uniformité des politiques économiques dans le monde capitaliste. Ni le néolibéralisme ni l'austérité ne sont que de simples accidents de parcours, ou bien le produit d'une aliénation chez nos dirigeants. L'emprise de ces paradigmes sur nos sociétés ne saurait non plus s'expliquer que par un processus de cristallisation des institutions, qu'il suffirait de renverser pour changer radicalement notre façon d'« administrer le capitalisme ». Ces tendances obéissent plutôt à des contraintes structurelles puissantes, qui sont constitutives du capitalisme. Certes, on constatera des variations en matière de politiques économiques selon le rapport de force entre les classes et selon le contexte institutionnel, mais, comme le souligne Greg Albo, ces différences ont aujourd'hui cours à l'intérieur d'une convergence néolibérale. Dès lors, il semble plus approprié de parler de « variétés de néolibéralismes » que de « variétés de capitalismes »<sup>23</sup>.

En somme, le problème ne réside pas que dans une certaine façon d'administrer le capitalisme, mais dans le capitalisme lui-même. Les travaux qui reconnaissent l'existence d'une tension entre capitalisme et démocratie laissent généralement entrevoir la possibilité d'un dépassement de cette tension par une réduction des inégalités et par un contrôle accru des acteurs les plus « avides » de l'économie, de manière à revenir à un capitalisme « humain » où la démocratie pourrait s'épanouir. Mais comme le soutient Brenner, de tels problèmes (« placer le profit avant les gens »...) ne sont pas que des « dérives » du capitalisme, mais le produit d'éléments nécessaires du système. Il est évident que l'économie ne détermine pas mécaniquement ni la politique, ni le cadre institutionnel, mais les « lois » inhérentes et spécifiques du capitalisme imposent des limites, lesquelles se resserrent sous le néolibéralisme. Cette

---

<sup>23</sup> Albo 2005, pp. 77-80.

analyse diverge à plusieurs égards de celles de Streeck ou de Fraser, par exemple, mais elles se rejoignent sur ce point : la crise actuelle de la démocratie, à l'instar de l'austérité à laquelle elle est liée intimement, révèle des contradictions qui sont enracinées dans la structure de la société capitaliste, lesquelles auront toujours tendance à miner la politique, et surtout le pouvoir populaire.

### 1.1.3 La séparation de l'« économique » et du « politique » dans le capitalisme

Il peut sembler contre-intuitif a priori de postuler que démocratie et capitalisme sont l'un et l'autre en contradiction. Après tout, ce n'est pas une vue de l'esprit que d'établir un lien entre la fin du féodalisme, l'essor du capitalisme, puis le déploiement progressif de la démocratie libérale à travers le monde. Ainsi, à l'instar de Wolfgang Merkel, on nous rappelle généralement cet état de fait : « so far, democracy has existed only with capitalism »<sup>24</sup>. Cette affirmation, qui est plutôt inexacte du point de vue historique (pensons d'emblée à la démocratie grecque), suggère avec raison que certaines *conditions de possibilité* de la démocratie (démocratie d'un type très différent) ont émergé suite à la transition au capitalisme. Néanmoins, on aurait tort de supposer sur cette base que leur rapport est harmonieux. Nous avons déjà soulevé qu'il fallait prendre acte des limites du possible dans le contexte des impératifs capitalistes, décrits par Brenner. Or, la reconnaissance de ces contraintes exige de reconceptualiser le rapport entre démocratie et capitalisme pour en éclairer le caractère conflictuel. Cette préoccupation est au centre de l'ouvrage d'Ellen Meiksins Wood, *Democracy against Capitalism*, dans lequel elle s'emploie à explorer les implications politiques de la séparation des « sphères » économique et politique comme caractéristique structurelle et spécifique du capitalisme. On évoque souvent la différenciation entre ces deux sphères comme un mécanisme permettant l'achèvement de la démocratie et la

---

<sup>24</sup> Merkel 2014, p. 123.

limitation de l'arbitraire du souverain<sup>25</sup>. Pour Wood, toutefois, ce processus de différenciation qu'entraîne l'évolution du capitalisme marque un appauvrissement de la sphère politique, et conséquemment, du potentiel de la démocratie.

L'autonomisation de la sphère économique, d'abord, signifie que la production et la distribution prennent une forme purement économique et ne sont plus « encadrées », pour reprendre les mots de Polanyi, dans des relations sociales extraéconomiques. L'appropriation du surtravail prend donc place dans la sphère économique et se fait par des moyens, eux aussi, économiques<sup>26</sup>. Ainsi, la différenciation de la sphère économique dans le capitalisme peut se résumer de cette manière :

the social functions of production and distribution, surplus extraction and appropriation, and the allocation of social labour are, so to speak, privatized and they are achieved by non-authoritative, non-political means. In other words, the social allocation of resources and labour does not, on the whole, take place by means of political direction, communal deliberation, hereditary duty, custom, or religious obligation, but rather through the mechanisms of commodity exchange<sup>27</sup>.

En principe, en effet, il n'est plus nécessaire d'employer des moyens « extraéconomiques » pour extraire le surtravail puisque le travailleur est juridiquement libre et non dans une relation de servitude avec son patron. C'est une réalité qui est bien spécifique au capitalisme et qui diffère fondamentalement de toute société précapitaliste. Dans le féodalisme, par exemple, la propriété est « politiquement constituée », ce qui signifie que l'accaparement du surtravail des paysans repose sur le statut juridique supérieur du seigneur et sur l'exercice de contraintes coercitives directes. Mais, dans le capitalisme, les patrons dépendent des seuls mécanismes économiques du marché pour s'approprier le surtravail. En fait, tous les agents économiques sont absolument dépendants du marché, y compris les producteurs qui

---

<sup>25</sup> Voir par exemple Dahl 2000, p. 166; et Friedman 2010, p. 57.

<sup>26</sup> Wood 2016, p. 28.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 29.



doivent passer par le marché pour avoir accès aux moyens de production, et ainsi pouvoir assurer leur subsistance.

Néanmoins, il ne faudrait pas croire que les rapports de production capitalistes sont strictement de nature économique : malgré cette différenciation, on voit bien que la sphère économique repose fermement sur le politique. Les mécanismes les plus essentiels de l'économie capitaliste comme la propriété privée, le contrat (qui engage le producteur et celui qui s'en approprie le surtravail) et le processus d'échange de marchandises reposent tous sur les formes légales, l'appareil coercitif et les fonctions policières de l'État<sup>28</sup>. Le caractère très particulier de la sphère politique, dans le capitalisme, vient du fait que le « moment » de coercition est séparé du « moment » d'appropriation, tandis que ces moments étaient unifiés dans le féodalisme, exercés par un même acteur. Extraire du surtravail nécessitait de maintenir en parallèle une coercition directe. Il en va autrement dans le capitalisme : « the coercive power supporting capitalist exploitation is not wielded directly by the appropriator and is not based on the producer's political or juridical subordination to an appropriating master »<sup>29</sup>.

Ainsi, l'autonomisation du pouvoir économique suppose en contrepartie l'existence d'une sphère politique séparée et spécialisée<sup>30</sup>. Dans le capitalisme, l'exploitation ne requiert plus de monopole politique et est laissée aux capitalistes dans la sphère « économique », mais ultimement, la coercition appartient à l'État, lequel exerce un monopole de la violence. Dans ce système, l'État peut donc *potentiellement* (ce sera l'objet de luttes) cesser d'être la propriété de la classe dominante, qui n'en a plus directement besoin pour se reproduire. L'État devient formellement autonome, il appartient à tous. Dès lors, la séparation des sphères « économique » et « politique »

---

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 30.

apparaît bel et bien comme une condition de possibilité fondamentale de la démocratie libérale. Elle permet l'existence d'une égalité formelle qui était absolument impensable dans un cadre dominé par une conception précapitaliste de la propriété, où le pouvoir économique était intimement lié aux pouvoirs juridiques, politiques et militaires<sup>31</sup>.

Toutefois, la transformation de la sphère politique implique en même temps son appauvrissement : on assiste d'une part à une « privatisation » de la politique, puisque des fonctions associées à des buts généraux et communaux sont maintenant confinées à la production et à l'appropriation, et donc à la sphère privée; et d'autre part, à une expulsion de la politique de sphères où elle avait toujours été impliquée directement<sup>32</sup>. Avec le capitalisme, c'est tout un pan de la vie humaine (en commençant par l'organisation de la production et de la distribution) qui est soustrait au politique (et donc à une autorité politique, à la délibération collective, aux coutumes, etc.) pour être placé dans une « sphère » séparée, régie par les mécanismes du marché. Si la démocratie libérale devient une possibilité grâce à la séparation entre les sphères « économique » et « politique », cette séparation réduit du même coup l'étendue du contrôle démocratique.

Colin Crouch soutient que la tendance dominante dans nos sociétés consiste à réduire la *démocratie au libéralisme*<sup>33</sup>. Or, selon Wood, c'est précisément le capitalisme qui a rendu possible une telle redéfinition de la démocratie, en déplaçant celle-ci dans une sphère purement politique, séparée de la « société civile » ou de l'« économie »<sup>34</sup>. Dans la démocratie athénienne, par exemple, il n'existait pas de telle séparation puisque la propriété était « politiquement constituée » dans la Grèce antique. Ainsi, les rapports de classe étaient directement et profondément modifiés par le statut juridique, dans ce

---

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 234.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>33</sup> Crouch 2011, p. 11.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 223.

cas-ci le statut de citoyen<sup>35</sup>. On caractérise souvent la société athénienne comme une société esclavagiste, mais elle était également marquée par l'existence d'une masse de travailleurs libres pouvant utiliser l'État comme moyen de se protéger contre l'exploitation. Ce n'était pas le cas de cités non-démocratiques comme Sparte, où la domination politique d'une oligarchie se reflétait dans la soumission des paysans à une forme de servage. Celle-ci était maintenue, nous dit Wood, par une coercition brutale digne d'une occupation militaire.

La démocratie athénienne avait donc une signification sociale claire et prenait le sens d'un pouvoir populaire. Cette démocratie était plus substantielle que « formelle » puisqu'elle avait des implications économiques et sociales directes, modifiant largement les inégalités socioéconomiques<sup>36</sup>. Il en va autrement dans le capitalisme :

In capitalist democracy, the separation between civic status and class position operates in both directions: socio-economic position does not determine the right to citizenship - and that is what is democratic in capitalist democracy - but, since the power of the capitalist to appropriate the surplus labour of workers is not dependent on a privileged juridical or civic status, civic equality does not directly affect or significantly modify class inequality - and that is what limits democracy in capitalism. Class relations between capital and labour can survive even with juridical equality and universal suffrage. In that sense, political equality in capitalist democracy not only coexists with socio-economic inequality but leaves it fundamentally intact<sup>37</sup>.

En d'autres termes, dans la société capitaliste, ce ne sont pas les privilèges politiques qui posent problème (ou du moins ils posent moins problème, et différemment) puisque la domination s'exerce essentiellement dans la sphère économique, par des moyens économiques.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 202.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 213.

En somme, si la démocratie libérale représente certes une avancée historique énorme, le confinement que nous avons décrit signifie néanmoins une dévaluation de la sphère politique :

Liberal democracy leaves untouched the whole new sphere of domination and coercion created by capitalism, its relocation of substantial powers from the state to civil society, to private property and the compulsions of the market. It leaves untouched vast areas of our daily lives - in the workplace, in the distribution of labour and resources - which are not subject to democratic accountability but are governed by the powers of property and the 'laws' of the market, the imperatives of profit maximization<sup>38</sup>.

Ainsi, la démocratie libérale est d'emblée circonscrite au capitalisme et à ses impératifs. Cela suppose que le rapport entre démocratie et capitalisme n'est pas harmonieux, mais plutôt contradictoire, puisque le contrôle démocratique y est obligatoirement partiel, et constamment comprimé par l'impératif de profitabilité et par les nécessaires tendances à la marchandisation de toute chose. Lorsqu'on en fait l'analyse en ces termes, les récentes manifestations d'une « crise démocratique » apparaissent moins mystérieuses. Pour tout dire, cette démarche théorique ancrée dans l'histoire permet de relativiser l'idée que nous vivons présentement une telle « crise ». Sans donner raison à Beramendi *et al.*, il semble bien que, dans le capitalisme, une démocratie tronquée et sans cesse assaillie constitue la règle, non l'exception.

#### 1.1.4 L'État dans la société capitaliste

Les analyses de Brenner et de Wood nous permettent, sur la question de la démocratie dans le capitalisme, de séparer en quelque sorte le « conjoncturel » du « structurel ». Autrement dit, dans la « crise démocratique » qui nous intéresse, et dont l'échec de SYRIZA serait une manifestation, il y a des éléments bien spécifiques à notre époque, mais aussi d'autres qui sont constitutifs du capitalisme. Or, pour bien saisir les

---

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 234.

contraintes qui sont de cette dernière nature, il nous semble nécessaire de faire appel à des éléments de la théorie marxiste de l'État. Selon l'idée dominante, qui s'inscrit dans le paradigme libéral et la théorie pluraliste, l'État jouerait en quelque sorte le rôle d'un arbitre neutre entre les divers groupes et intérêts de la société, permettant d'éviter que les inégalités de richesse ne se mutent en concentrations de pouvoir politique. Grâce aux mécanismes de la compétition électorale et du gouvernement de parti, des représentants de la population peuvent se saisir de l'État pour réaliser leur programme, dans les limites consacrées par la séparation des pouvoirs et par l'État de droit, qui protègent contre l'arbitraire du souverain et la domination de la majorité sur les minorités. Cette conception de l'État, très rapidement schématisée, n'est pas dominante sans raison : elle traduit à bien des égards la réalité. Il serait faux de penser que l'État est la propriété de la classe dominante, comme cela était le cas sous le féodalisme. Il est tout à fait vrai que plusieurs groupes peuvent faire pression sur l'État et en tirer des gains authentiques, y compris des groupes issus des couches populaires comme les syndicats ou les organismes communautaires. Il est vrai également que la compétition électorale permet de porter au pouvoir des partis qui défendent des intérêts autres que ceux de la classe dominante, et que de tels partis peuvent en effet mener des réformes substantielles, par exemple dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses.

Les prétentions de la théorie pluraliste, toutefois, demeurent largement illusoire. Au moment de leurs formulations, pendant les Trente Glorieuses, on assistait à une remarquable reconfiguration des rapports de force sociaux au profit du mouvement ouvrier qui, jointe à une croissance économique soutenue, a permis de rendre plausible et de concrétiser des réformes majeures. Mais il était clair, malgré cette conjoncture exceptionnelle, que l'État n'avait rien d'un acteur neutre et qu'il existait bel et bien des concentrations de pouvoir au sein de la société. D'abord, les projets menaçant les intérêts les plus vitaux de la classe dominante étaient presque systématiquement renversés (et parfois dans la violence, comme en témoigne le cas du Chili d'Allende). D'autre part, les moyens fulgurants déployés par les grandes entreprises à ces

occasions, de même que la sensibilité marquée des agents de l'État face à ces pressions, indiquaient bien que la « concurrence » que menaient les différents groupes vis-à-vis de l'État était bien imparfaite.

Or, si le contexte particulier des Trente Glorieuses permettait d'entretenir une certaine ambiguïté quant à la nature de l'État, l'avènement du néolibéralisme ainsi que l'abandon par la quasi-totalité des partis sociaux-démocrates de leur programme traditionnel dans les années 1980 a sérieusement remis en cause les postulats pluralistes. Pourtant, les théories soutenant l'autonomie institutionnelle de l'État ont continué de fleurir (et de dominer les espaces public et académique), alors même que le pouvoir structurel du capital et la portée stratégique et idéologique des classes capitalistes devenaient plus visibles que jamais<sup>39</sup>. En fait, comme le soutient Leo Panitch, le capitalisme s'est si largement universalisé que les approches théoriques dominantes le tiennent carrément pour acquis et le naturalisent, l'invisibilisent, de telle sorte qu'elles échouent à comprendre comment et pourquoi l'État et la société sont si résolument capitalistes<sup>40</sup>. Notre intérêt pour la théorie de l'État s'explique donc facilement dans ce contexte. Il faut, d'une part, contester vivement les postulats pluralistes et les mystifications qui en découlent au sujet de la démocratie et des rapports de force dans la société capitaliste. Mais il ne s'agit pas seulement de s'opposer aux défenseurs de l'ordre établi : il faut prendre acte de la nature capitaliste de l'État et en dégager toutes les implications stratégiques pour les forces politiques qui militent pour la transformation de la société, ou même pour celles qui plaident pour les réformes les plus timides en apparence.

Lorsqu'on explore les débats qui ont eu lieu dans les sphères marxistes sur la théorie de l'État, on constate d'abord qu'il n'y a rien de tel que *la* théorie marxiste de l'État.

---

<sup>39</sup> Panitch 2002, p. 92.

<sup>40</sup> Panitch 2008, p. xiv.

Les nombreuses théorisations de l'État inspirées des travaux de Marx sont souvent très différentes et même contradictoires. En effet, si Marx projetait de consacrer un ouvrage entier à cette question, il n'en a finalement jamais eu l'occasion, de sorte que les quelques passages qu'il a écrits sur l'État capitaliste tiennent plus de l'intuition que de la théorisation. On retient notamment cette description de l'État représentatif moderne dans le *Manifeste* : « Les pouvoirs publics modernes ne sont qu'un comité qui administre les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière »<sup>41</sup>. Pour tout dire, selon des critiques de Marx comme Norberto Bobbio, le fait qu'il n'ait jamais écrit d'ouvrage sur l'État n'est pas une coïncidence, mais confirme les biais de la tradition marxiste vis-à-vis des questions les plus politiques<sup>42</sup> : en tant que simple épiphénomène, l'État ne serait pas assez important pour faire l'objet d'une étude et d'une théorisation systématiques. Cette critique, qui s'en prend à Marx, concerne plutôt le marxisme déterministe, qui traite effectivement l'État comme une structure plus ou moins idéale reflétant passivement les rapports de production. La critique d'un tel marxisme est essentielle et a servi de base à de nombreuses théories marxistes de l'État, qui ont mis à nouveau l'accent sur la lutte politique. Aussi faut-il préserver les intuitions de Marx sur l'État capitaliste, qui fournissent en quelque sorte le fil conducteur de toute théorie marxiste de l'État : l'État capitaliste a un caractère de classe, ce qui implique qu'il faut rejeter catégoriquement l'idée qu'il serait un agent de l'« intérêt national » ou de la « société dans son ensemble »<sup>43</sup>.

Ainsi, face à cette absence de théorisation systématique, la question de l'État a fait l'objet de vifs débats au sein des cercles marxistes dans les années 1970. Il serait toutefois contreproductif de les retracer en détail ici. Comme le souligne Bob Jessop, une grande partie du débat marxiste sur l'État se faisait à un niveau d'abstraction si élevé et était formulé de façon si obscure qu'il avait perdu son auditoire potentiel dès

---

<sup>41</sup> Marx 1998 [1848], p. 76.

<sup>42</sup> Codato et Perissinotto 2002, p. 55.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 54.

le début des années 1980<sup>44</sup>. Nous nous concentrerons plutôt sur l'approche de Ralph Miliband, à laquelle nous pourrions greffer d'autres éléments de théorie. Généralement, lorsqu'un auteur traite de la documentation existante sur la théorie de l'État, la contribution de Ralph Miliband n'est abordée que pour être qualifiée d'« instrumentaliste » et être rejetée sur cette base. Or, nous pensons que certains arguments de Miliband méritent d'être réaffirmés et qu'il faut combattre les interprétations qui les déforment ou les simplifient à outrance. Il semble que la théorie de l'« instrumentalisme », telle que décrite par les critiques de Miliband (et à laquelle celui-ci n'a jamais adhéré), n'est qu'un homme de paille créé dans le cadre d'une polémique<sup>45</sup>. C'est Nicos Poulantzas qui, le premier, a identifié le livre de Miliband avec « une longue tradition marxiste qui considère l'État comme un simple outil ou instrument manipulé à sa guise par la classe dirigeante »<sup>46</sup>. Cette définition de l'instrumentalisme a fait école, mais force est d'admettre que la contribution de Miliband à la théorie de l'État est autrement plus sophistiquée.

On peut retracer les origines d'une conception instrumentaliste de l'État chez Marx, notamment dans le passage du *Manifeste* que nous avons mentionné. Cette thèse centrale a été reprise notamment par Lénine et Gramsci, mais il manquait une analyse empirique et historique pour lui donner un contenu concret. La contribution de Miliband est de cette nature. Il ne cherchait pas à produire une théorie abstraite; par-dessus tout, son travail est caractérisé par la tentative d'offrir une étude empirique orientée par la théorie<sup>47</sup>. En débat avec les pluralistes dans *The State in Capitalist Society* (1969), il entendait spécifier la relation entre l'État et la classe capitaliste en identifiant ces liens avec précision tels qu'ils existaient à l'époque dans le monde occidental. Il fallait d'abord définir et identifier la classe capitaliste, ce qui en soi

---

<sup>44</sup> Cité dans Levine 2002, p. 173.

<sup>45</sup> Barrow 2008, p. 84.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 94, traduction libre.

<sup>47</sup> Barrow, Wetherly et Burnham 2008, p. 2.



contestait directement les pluralistes. Alors que l'on considérait que la représentation politique des intérêts commerciaux était fragmentée à cause de la concurrence et contrebalancée par l'influence des autres groupes de la société, il était important de réaffirmer le simple fait empirique que la classe capitaliste existe et que des mécanismes multiples sont à l'œuvre pour faciliter sa cohésion comme classe<sup>48</sup>. Le point de référence de Miliband pour définir cette classe était la corporation, de sorte qu'il pouvait identifier la classe dirigeante avec les familles riches possédant des parts importantes dans ces entreprises, et avec les gestionnaires haut placés de ces mêmes corporations.

Quant à l'État, selon Miliband, il faut d'abord cesser de le considérer comme une seule entité. L'État, en effet, est constitué d'un certain nombre d'institutions : l'appareil gouvernemental, l'appareil administratif, l'appareil coercitif, l'appareil judiciaire et les administrations infranationales. Il s'agit donc plutôt d'un « système étatique », où chaque entité est en interrelation avec les autres. En conséquence, contrairement à l'idée répandue, prendre le contrôle du *gouvernement* ne signifie pas nécessairement prendre le contrôle du *pouvoir d'État* (state power). Il est facile de comprendre les idées fausses à ce sujet puisque, dans l'État moderne, des corps institutionnels et des représentants sont formellement investis du pouvoir d'État afin de les rendre responsables vis-à-vis de la population (ce qui ne signifie pas qu'ils contrôlent effectivement ce pouvoir). Comme le souligne Bob Jessop, cette ambiguïté est souvent propagée par les gestionnaires de l'État eux-mêmes : « Sometimes they proudly claim credit for having initiated and carried through a general strategic line or a specific policy; at other times they happily seek to offload responsibility for state actions or outcomes to other social forces (or to *force majeure*) in the struggle over power »<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> Barrow 2008, p. 88.

<sup>49</sup> Jessop 2016, p. 57.

Dès lors, il est important pour Miliband de savoir qui contrôle effectivement ce pouvoir et, à cette fin, il accorde une grande importance à la composition sociale de l'élite étatique : qui occupe les positions dirigeantes dans ces institutions? Comme le soutient également Ellen Wood, les capitalistes ne sont pas une classe « gouvernante » à proprement parler, contrairement aux classes aristocratiques sous le féodalisme. On peut facilement s'en convaincre en voyant à quel point, aujourd'hui, certains acteurs sociaux se plaignent de la mollesse des gouvernements qui tardent à enclencher les restructurations néolibérales promises, ou qui sont retardés par de fâcheuses formalités législatives... Manifestement, ce ne sont pas les capitalistes qui forment les gouvernements, mais ils sont très bien représentés au sein de l'exécutif et ailleurs dans le système étatique, ce qui leur permet d'exercer une influence décisive sur les politiques publiques, sans avoir besoin d'exercer le pouvoir directement<sup>50</sup>. Ajoutons au passage qu'il en va autrement des organes de régulation indépendants, qui pullulent depuis quelques décennies : « It is those institutions that the capitalist class has colonized most successfully »<sup>51</sup>. Ce phénomène est d'autant plus important que ces organes gagnent en autorité de façon croissante, au détriment des élus.

Ainsi, comme le soutient Miliband, à travers toute la machine de l'État, les postes clés sont généralement occupés par une élite étatique particulièrement sensible aux intérêts de la classe capitaliste, notamment à cause de l'origine sociale des gens qui la composent et de leurs interactions avec le milieu des affaires. Mais cela ne signifie pas qu'ils sont eux-mêmes des capitalistes, ou bien qu'ils ne seraient que des pions chargés de défendre tels ou tels intérêts. Aussi Miliband a-t-il cherché à expliquer la cohérence du système étatique en suggérant que son unité opérationnelle était renforcée par des contraintes idéologiques et économiques<sup>52</sup>. Par exemple, il démontre que la plupart des membres de l'élite étatique acceptent sans le questionner le contexte capitaliste dans

---

<sup>50</sup> Barrow 2008, p. 91.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p.92.

<sup>52</sup> *Ibid.*

lequel ils évoluent. S'ils peuvent certes poursuivre plusieurs fins (autres que la défense de la classe capitaliste...), toutes ces autres fins sont toutefois conditionnées par leur acceptation du système économique existant<sup>53</sup>. Comme le note Miliband :

It is easy to understand why governments should wish to help business in every possible way [...] For if the national interest is in fact inextricably bound up with the fortunes of capitalist enterprise, apparent partiality towards it is not really partiality at all. On the contrary, in serving the interests of business and in helping capitalist enterprise to thrive, governments are really fulfilling their exalted role as guardians of the good of all<sup>54</sup>.

En effet, si les gouvernements, y compris ceux qui entendent mener des réformes importantes, s'assurent toujours de conserver « la confiance du milieu des affaires », ce n'est pas simplement par aliénation ou par dévouement pour la classe dominante. Dans la société capitaliste, ces gouvernements ont besoin de « la collaboration et l'assistance des patrons eux-mêmes »<sup>55</sup> pour faire fonctionner les mécanismes qu'ils tentent de mettre sur pied, car le contrôle privé des principaux leviers de l'économie confère à ceux-ci un poids sans pareil. En l'absence de croissance, un gouvernement ne dispose tout simplement pas des ressources nécessaires à la réalisation de ses projets. Ce point nous ramène à l'argument de Robert Brenner au sujet de l'impératif de la profitabilité.

Le « biais systémique » de l'État vis-à-vis du capital est donc largement conditionné par ce que Simon Clarke appelle leurs « relations matérielles ». En effet, la reproduction de l'État comme force matérielle dépend de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, sur lesquels repose la production des valeurs d'usage que l'État s'approprie pour son fonctionnement :

Both its existence as a material force and the forms of its social intervention are subordinated to the need to secure the expanded reproduction of capitalist social relations of production. Moreover, this is not simply a

---

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>54</sup> Miliband 1969 p. 75.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 149.

passive constraint, for the emergence of barriers to the reproduction of capital impose themselves as barriers to the reproduction of the state and so of its ability to carry out its designated tasks<sup>56</sup>.

Les implications pour une politique de gauche sont manifestes. Comme le souligne Bob Jessop, les classes subordonnées ne peuvent obtenir des concessions matérielles qu'à l'intérieur de ces contraintes : « if profitability is threatened, concessions must be reversed »<sup>57</sup>. Pour tout dire, en période de crise, la dépendance de l'État vis-à-vis d'une accumulation continue peut même renforcer le pouvoir du capital, surtout si la résistance populaire est trop faible<sup>58</sup>.

On peut en somme identifier chez Ralph Miliband trois modes d'explication de la nature de l'État comme « instrument » de la classe dominante<sup>59</sup>. D'abord, (1) le biais de l'État est déterminé par les affinités entre l'élite étatique et la classe capitaliste. Ensuite, (2) l'entreprise capitaliste est le « groupe de pression » le plus puissant dans la société capitaliste, de sorte qu'il est capable d'exiger l'attention de l'État et de l'influencer avec plus de succès que les autres groupes de la société. Enfin, (3) les gouvernements et les administrateurs de l'État sont soumis à des contraintes structurelles, l'économie ayant sa propre « rationalité » à laquelle ils doivent se soumettre. Les deux premiers types d'explications sont instrumentalistes, puisqu'ils mettent l'emphase sur les efforts des membres de la classe capitaliste à l'extérieur de l'État et ceux de l'élite étatique qui leur sont affiliés pour contrôler ou influencer l'État, de manière à réaliser leurs intérêts de classe<sup>60</sup>. Le troisième n'est toutefois pas instrumentaliste, et ne peut pas, selon Miliband, être séparé des autres. Ainsi, on aurait tort de réduire sa conception de l'État à une conception simplement instrumentaliste (d'autant plus qu'on utilise cette étiquette de façon péjorative). Pour Miliband, le

---

<sup>56</sup> Clarke 1991, p. 195.

<sup>57</sup> Jessop 2016, p. 100.

<sup>58</sup> *Ibid.*

<sup>59</sup> Wetherly 2008, p. 112.

<sup>60</sup> *Ibid.*

pouvoir de classe ne se transpose nullement de façon automatique vers le pouvoir d'État, notamment parce que la classe dominante n'est pas monolithique, mais aussi parce que la société est le théâtre d'une lutte de classe. Comme le suggère Luger, la combinaison d'un système économique basé sur l'inégalité des ressources avec un système politique basé sur l'égalité formelle rend la compréhension de la question du pouvoir particulièrement complexe : « It is not axiomatic who will be triumphant in any particular political battle »<sup>61</sup>.

D'autre part, on tend à rejeter des explications instrumentalistes lorsqu'on privilégie des explications dites structuralistes, mais force est d'admettre qu'une certaine forme d'instrumentalisme est indispensable à toute théorie de l'État, ou du moins, à celles qui laissent un certain espace à l'agentivité<sup>62</sup>. Pour articuler les multiples contraintes qui pèsent sur l'action de l'État (idéologiques, politiques, économiques), il peut d'ailleurs être utile de faire appel au concept de « projet étatique » (*state project*). En effet, selon Bob Jessop, qui est sur ce point influencé par l'approche institutionnaliste, la capacité de l'État à agir comme une force politique unifiée dépend de l'acceptation générale au sein des appareils d'État d'un *projet étatique* relativement cohérent et unificateur<sup>63</sup>. Ces projets peuvent prendre des formes variées, reposant par exemple sur des stratégies économiques, sur une volonté de reproduction de l'unité institutionnelle de l'État, ou bien même sur une démarche hégémonique de transformation de la nature et des buts de l'État lui-même. Quant aux chances de succès d'un tel projet, elles dépendent de facteurs multiples : « [They] are most likely to succeed where they address the major structural constraints associated with the dominant institutional orders and with the prevailing balance of forces, as well as with the conjunctural opportunities that could be opened by new alliances, strategies, spatiotemporal horizons of action, and so on »<sup>64</sup>.

---

<sup>61</sup> Cité par Wetherly 2008, p. 118.

<sup>62</sup> Barrow, Wetherly et Burnham 2008, p. 16.

<sup>63</sup> Jessop 2016, p. 57.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 59.

En d'autres termes, les projets étatiques sont largement conditionnés par certaines contraintes structurelles fondamentales, mais sont façonnés par la lutte politique et par les contextes institutionnels et politiques les plus immédiats. Ce concept est donc utile puisqu'il expose et articule ces différentes contraintes (qu'elles soient d'ordre « hégémonique » ou bien directement matérielles), tout en mettant l'accent sur l'action consciente des « gestionnaires » étatiques.

Ces pistes théoriques sur l'État, de même que les autres perspectives marxistes que nous avons présentées sur la démocratie dans le capitalisme, permettent d'emblée de démystifier l'échec de SYRIZA : dans le capitalisme il n'est pas surprenant qu'un parti de gauche peine à réaliser ses engagements si ses politiques économiques et sociales entrent en contradiction avec certains impératifs du capitalisme (en premier lieu celui de la profitabilité) et avec le « projet étatique » mis de l'avant au sein des institutions. Un parti est porté au pouvoir en pensant détenir le pouvoir d'État, mais ne le détient en réalité que formellement. Il doit s'attendre à devoir affronter sa propre administration, et que son combat contre les « forces du marché » mette à mal sa propre capacité d'action dans le cadre institutionnel existant. Nous pensons que c'est à travers ces lunettes que nous devons observer les événements survenus en Grèce. Chez les tenants de l'idéologie libérale, par exemple, l'étendue des contraintes qui pèsent sur une politique de gauche sont soit minimisées (on met généralement la faute sur l'« incompetence » des dirigeants), soit acceptées avec optimisme (comme le reflet normal des limites du possible), soit tout simplement célébrées (comme étant des barrières contre le populisme). Pour notre part, il s'agit clairement d'un enjeu démocratique; et à ce titre la faillite de SYRIZA témoigne largement de la faillite de la démocratie. Mais les considérations théoriques que nous avons développées demeurent insuffisantes pour entrer directement dans l'analyse de ce cas. Nous nous en sommes plus ou moins tenus jusqu'à maintenant à une analyse très large de la démocratie dans le capitalisme, qui permet de prendre acte de la continuité dans le changement. Maintenant, il importe de s'attarder à ce qui change, car la période actuelle est marquée

par une contraction de la démocratie plus grande encore, en particulier dans le contexte européen.

## 1.2 Austérité contre démocratie en Europe

### 1.2.1 La résurgence du pouvoir patronal

Dans une entrevue donnée à un journal zurichois en septembre 2007, l'ancien président de la Réserve fédérale des États-Unis, Alan Greenspan, a répondu de cette façon lorsqu'on lui a demandé son opinion vis-à-vis des candidats à la présidence américaine : « We are fortunate that, thanks to globalization, policy decisions in the US have been largely replaced by global market forces. National security aside, it hardly makes any difference who will be the next president. The world is governed by market forces »<sup>65</sup>. Il y a de quoi être frappé par la candide franchise de Greenspan, qui a au moins le mérite de nous révéler que l'état actuel d'appauvrissement de la démocratie est une victoire aux yeux des élites politiques et économiques. Comment est-il donc possible de célébrer, même si ce n'est pas tout à fait vrai, que la démocratie a été remplacée par les « forces du marché »? Quand vient le temps d'expliquer cette conjoncture particulière, qui donne tant d'emprise à ces « forces » sur l'orientation de la politique, on recourt souvent à des explications fondées sur l'idéologie ou même la psychologie. Ainsi, l'uniformisation des politiques et la domination du néolibéralisme s'expliqueraient grâce au concept de « verrouillage cognitif », qui postule que les élites adoptent des politiques qui leur sont familières quand un système est en crise plutôt que de chercher des alternatives à leurs modèles.<sup>66</sup> Ce concept est lui-même lié à celui de « path dependency », largement employé par les approches institutionnalistes. On

---

<sup>65</sup> Cité dans Streeck 2014, p. 85.

<sup>66</sup> McBride 2014, p. 18.

tente d'expliquer le comportement des élites (et donc leur recours aux politiques néolibérales et à l'austérité, même si cela ne marche pas) sur la base de la puissance du statu quo et des routines établies sur les processus cognitifs, ou en fonction de l'emprise idéologique du néolibéralisme comme théorie. Si de telles explications ont certes une part de vérité, elles sont néanmoins insatisfaisantes puisqu'elles écartent presque entièrement la dimension de classe de l'analyse.

Nous pensons plutôt, avec David Harvey, que le néolibéralisme doit être entendu non seulement comme une doctrine, mais comme un projet de restauration du pouvoir de la classe capitaliste<sup>67</sup>. Par la libéralisation et l'extension des marchés, par le maintien de salaires bas et de la précarité du travail (permis par une offensive concertée des patrons et de l'État pour casser les reins des syndicats), par la restructuration de l'État et par un ensemble d'autres mécanismes politiques et économiques (mais aussi idéologiques et culturels), on s'est assuré que la classe capitaliste conserve son autorité et son pouvoir au sein de la société. Or, nous pensons que c'est précisément cette « lutte de classe par en haut »<sup>68</sup> qui a conduit à l'appauvrissement récent de la démocratie représentative. D'une part, comme les travaux de Wood le suggèrent, la libéralisation des marchés et l'universalisation du capital minent la démocratie en arrachant constamment de nouvelles facettes de la vie à la décision collective, en commençant par les politiques économiques. D'autre part, la volonté de protéger l'autorité du capital sur le travail et sur l'État se traduit par des attaques directes contre la démocratie et la capacité de la population à remettre en cause les mécanismes propres au néolibéralisme.

---

<sup>67</sup> Harvey 2005, p. 19.

<sup>68</sup> Pineault 2014, p. 95.



On présente généralement le néolibéralisme comme une doctrine dont l'objectif est de « réduire la taille de l'État ». La réalité est complexe, mais Jacques Généreux résume assez bien en quoi cette formule peut être trompeuse :

[Depuis le tournant néolibéral], dans les grands pays industriels, l'intervention économique de l'État progresse (en termes de dépenses et d'impôts rapportés au PIB, même dans les pays réputés les plus hostiles au 'big government' : États-Unis et Royaume-Uni). En revanche, la structure des impôts et des aides publiques se déforme à l'avantage des plus hauts revenus, des détenteurs du capital et des grandes sociétés. L'effet des politiques [néolibérales] n'est donc pas l'État minimal annoncé dans les meetings de campagne. En fait, le poids de l'État augmente! En revanche, le poids des électeurs - leur pouvoir de commander une autre politique en votant - s'est littéralement évaporé. L'ennemi des [néolibéraux] n'est donc pas l'État : c'est la démocratie<sup>69</sup>.

Ainsi, pour Wolfgang Streeck, c'est dans cette perspective qu'on doit comprendre le fameux « malaise démocratique ». Le désengagement des citoyens s'apparente d'abord à un sentiment de résignation. Cela explique, par exemple, que les plus bas taux de participation et les plus fortes baisses enregistrées en cette matière concernent les revenus et les couches sociales les plus modestes<sup>70</sup>. Il semble que les perdants du tournant néolibéral ne voient pas comment ils pourraient changer les politiques gouvernementales, lesquelles restent inmanquablement dans le même cadre, suivant la formule de Margaret Thatcher : « There is no alternative ». Ce désengagement, à son tour, renforce la capacité du capitalisme à se retirer du contrôle démocratique, notamment par le transfert de décisions en matière de politique économique à des appareils de régulation et autres instances technocratiques. Selon Streeck, cela réside au cœur du projet néolibéral puisque celui-ci consiste à rétablir et à maintenir la domination de la classe capitaliste dans un contexte de faible croissance, ce qui nécessite une attaque constante contre les conditions de vie du reste de la population, et contre sa capacité à résister à ces attaques. On assiste ainsi à un processus de stérilisation de la démocratie, qui consiste à « mettre un terme à la dimension

---

<sup>69</sup> Généreux 2016, p. 168.

<sup>70</sup> Streeck 2014, p. 55.

démocratique du capitalisme en supprimant la dimension économique de la démocratie »<sup>71</sup>.

Nous avons rapporté, en introduction, la multiplication de travaux portant sur l'avènement, avec le néolibéralisme, de tendances « post-démocratiques » qui vident la démocratie de sa *substance* pour n'en conserver que les mécanismes *formels*. C'est la thèse de Colin Crouch, qui concentre son analyse sur les grandes entreprises et sur leur capacité à exercer une énorme influence politique et, dès lors, à transformer l'État de façon à ce qu'il défende leurs intérêts les plus immédiats<sup>72</sup>. Il en résulte un appauvrissement du pouvoir que peut exercer dans les faits la population, par le biais des institutions démocratiques : « les élections peuvent certes aboutir à des changements de gouvernements, mais le débat public électoral se résume à un spectacle étroitement contrôlé, géré par des équipes de professionnels dont les techniques de persuasion prennent en compte un nombre très limité de thématiques. La plupart des citoyens jouent un rôle passif, silencieux, voire apathique [...] »<sup>73</sup>. Le portrait esquissé par Crouch suggère que les institutions démocratiques sont demeurées intactes (elles n'ont pas été renversées), mais qu'elles ont été vidées de leur *substance*. Cette analyse est valable, mais elle néglige l'intensification de la dimension *coercitive* du néolibéralisme, qui va jusqu'à éroder certaines composantes *formelles* de la démocratie<sup>74</sup>.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 5, traduction libre.

<sup>72</sup> Crouch 2013, pp. 37-51.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>74</sup> Oberndorfer 2015, p. 187.

### 1.2.2 Verrouiller les politiques néolibérales – l'avènement d'un « néo-constitutionnalisme »

Comme le soutient Stephen McBride, le capital jouit évidemment des politiques d'austérité et des mesures néolibérales en général, notamment parce qu'elles se comportent en quelque sorte comme des stabilisateurs. Toutefois, contrairement aux mécanismes propres à l'État providence (comme l'assurance chômage), les mesures d'austérité ne sont pas mises en place automatiquement : les gouvernements doivent les instaurer lorsqu'ils croient que cela est nécessaire, puis en payer le prix politiquement<sup>75</sup>. Ces mesures sont donc précaires puisqu'il faut sans cesse les renouveler, et parce que, généralement impopulaires, elles sont renversées lors d'un changement de gouvernement (ou lorsqu'un gouvernement qui les a lui-même instaurées rencontre trop d'opposition). Or, pour contrer cette tendance, on multiplie aujourd'hui les tentatives de conférer aux mesures d'austérité un statut automatique, et l'on met constamment sur pied de nouveaux mécanismes pour empêcher leur renversement par une action politique future<sup>76</sup>. On confiera donc de plus en plus d'autorité à des entités telles que les instances dites « non majoritaires », qui ne sont pas redevables vis-à-vis des citoyens et qui, au contraire, travaillent à éliminer leur influence. Mais surtout, on mobilisera le droit dans une tentative de « constitutionnaliser » l'austérité.

Ces préoccupations sont au cœur des travaux de Stephen Gill, qui constate un changement dans l'ordre mondial en faveur de ce qu'il appelle le « néo-constitutionnalisme ». Selon Gill, la dimension qu'on pourrait appeler « consensuelle » du néolibéralisme (donc sa domination sur le plan idéologique) n'est désormais plus suffisante pour qu'il puisse continuer à se projeter vers l'avant, et surtout pour résister à une éventuelle contre-offensive menée par les classes populaires. Ainsi, le néo-

---

<sup>75</sup> McBride 2014, p. 14.

<sup>76</sup> Fraser 2015, p. 179.

constitutionnalisme s'annonce comme une dimension coercitive et disciplinaire du néolibéralisme, qui se manifeste par une consolidation de la séparation entre l'« économique » et le « politique ». Cela suppose non seulement de favoriser et maintenir la discipline de marché en place (qui elle-même limite la démocratie), mais également de protéger le capital de la démocratie populaire en *verrouillant* les politiques néolibérales grâce à des garanties légales et des sanctions<sup>77</sup>. En conséquence, la participation démocratique se voit restreinte à des espaces bien délimités où elle ne représente pas de menace, où elle est « stérilisée », pour reprendre les mots de Streeck. Or, selon Gill, cet ordre est réfléchi et construit comme tel : on ne s'en cache pas au sein des élites. En analysant certains documents de grandes organisations internationales comme la Banque mondiale, cela apparaît tout à fait évident. Cette organisation, par exemple, publiait en 1997 un document intitulé « The State in a Changing World », qui proposait une série d'orientations à l'intention des États. En analysant ce rapport, Gill remarque qu'on insiste particulièrement sur l'idée de « verrouiller les bonnes politiques »<sup>78</sup>, c'est-à-dire les politiques néolibérales.

Les intentions qui sont formulées sont limpides. La Banque mondiale soumet cette proposition d'ordre général : « specify the content of policy in precise rules, and then lock in these rules using mechanisms that make it costly to reverse course »<sup>79</sup>. Quels sont ces mécanismes? La Banque centrale suggère d'abord d'adopter des dispositifs « internes », comme une plus grande séparation entre les pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif, qui a pour effet de rendre les lois exceptionnellement stables, comme en témoigne le système américain. La Banque mondiale conseille aussi aux gouvernements de déléguer certains champs d'action à des organes de décision indépendants (une banque centrale indépendante est essentielle) et même de privilégier

---

<sup>77</sup> Gill 1998, p. 25.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>79</sup> *Ibid.*

un directeur conservateur pour la banque centrale<sup>80</sup>. Ensuite, l'organisme propose des mécanismes qui sont « externes », c'est-à-dire des accords internationaux, d'une part, puis des accords multilatéraux avec des organisations comme le FMI ou la Banque mondiale, d'autre part. Dans le premier cas, cela permet de renforcer certains engagements (par exemple dans le cadre de l'Union européenne ou de l'ALÉNA) en rendant un recul très coûteux, notamment par des amendes, mais aussi par des pressions diplomatiques. Dans le deuxième cas, une entente avec une organisation comme le FMI implique généralement un engagement en matière de politiques publiques, et donc, en cas de violation de l'entente, un gouvernement s'expose à une amende ou bien au retrait d'une aide promise. Ainsi, comme le montre l'analyse de Stephen Gill, il s'agit là d'une stratégie tout à fait consciente, qui vise à restreindre le processus démocratique pour laisser le champ libre à une politique néolibérale.

### 1.2.3 De « néo-constitutionnalisme » à « constitutionnalisme autoritaire »

La démarche de Gill permet de montrer comment les politiques économiques en viennent à échapper aux contrôles populaires-démocratiques, mais plusieurs auteurs pensent qu'il faut aujourd'hui radicaliser son concept de « new constitutionalism ». Selon Lukas Oberndorfer, en effet, avec l'intensification du processus décrit par Gill, on aurait assisté dans les dernières années à un authentique « tournant autoritaire »<sup>81</sup>, où même les dimensions *formelles* de la démocratie sont attaquées ou bafouées. Pour Ian Bruff, qui fait état lui aussi de la montée d'un « néolibéralisme autoritaire », il ne faut pas se limiter à une définition de l'autoritarisme comme exercice d'une force coercitive sauvage : « [it] can also be observed in the reconfiguring of state and institutional power in an attempt to insulate certain policies and institutional practices from social and political dissent »<sup>82</sup>. Or, selon Bruff, c'est précisément ce qui se déroule

---

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>81</sup> Oberndorfer 2015, p. 187.

<sup>82</sup> Bruff 2014, p. 115.

en ce moment, alors que la fréquence des modifications constitutionnelles et légales faites au nom de la « nécessité » économique est toujours croissante. Ces modifications cherchent à remodeler la mission de l'État, et l'on pourrait sans doute affirmer qu'il s'agit du « projet étatique » de l'heure, pour reprendre le concept de Bob Jessop. Cette reconfiguration de l'État se déploie sur trois plans<sup>83</sup>. On observe d'abord (1) que l'on fait appel de façon généralisée aux circonstances matérielles (largement héritées de la crise de 2007-8) comme une sorte d'état d'urgence pour justifier, par exemple, qu'on soit incapable de freiner l'augmentation des inégalités sociales. Ensuite, (2) on opère une contraction de ce qui est ou apparaît « possible » pour un gouvernement, diminuant au passage les attentes de la population. Enfin, (3) on reconceptualise l'État de façon toujours moins démocratique, à travers sa subordination à des règles de droit jugées nécessaires pour l'atteinte de la prospérité.

Comme le soulève Bruff, ces développements peuvent être observés partout dans le monde, mais c'est dans l'Union européenne qu'on en retrouve l'exemple le plus frappant, notamment à cause de l'image de l'« Europe sociale » qu'elle a cultivée<sup>84</sup>. En effet, non seulement cette image est trompeuse, mais elle tend à masquer que ce sont précisément ces institutions « sociales » qui ont activement mis en œuvre la néolibéralisation de l'Europe. La crise de 2007-8 et ses développements, par ailleurs, ont donné l'occasion de renforcer l'emploi du droit et du pouvoir d'État afin d'intensifier l'attaque menée contre la démocratie<sup>85</sup>. En effet, sous leur apparence de « mesures de sauvetage », ces politiques ne servent pas à réduire le poids de la dette, mais d'abord et avant tout à empêcher le déploiement d'une politique économique et sociale expansive, susceptible de renverser les rapports de force sociaux en faveur des syndicats et des mouvements sociaux<sup>86</sup>. On peut s'en convaincre en voyant comment,

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, pp. 115-16.

<sup>84</sup> Bruff 2016, p. 111.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 115.

<sup>86</sup> Oberndorfer 2015, p. 195.

depuis 2010, on pousse les pays européens à instaurer des mesures d'austérité malgré le ralentissement économique, ce qui participe à tirer la demande vers le bas, et donc à ralentir l'économie davantage, jusqu'à la spirale de la dette publique qu'on a connue en Grèce et ailleurs en Europe.

Comme nous l'avons soulevé, pour Gill, le néo-constitutionnalisme implique une certaine forme de contrôle, qui s'apparente en quelque sorte à ce que Foucault entend par « surveillance et normalisation »<sup>87</sup>. Et si on se penche sur les bases légales de la politique économique de l'Europe avant la crise, on constate que cette formulation est adéquate. Certes, en empêchant le refinancement public des États (Traité sur l'Union européenne), on soumettait d'emblée les politiques économiques nationales à la discipline des marchés, mais le contrôle opéré sur les gouvernements ne reposait pas sur la force : « neoliberal path dependency is created by rule-based economic policy, competitive evaluation and self-evaluation and a discursive separation of member states into model students and sinners, although this cannot be imposed unconditionally »<sup>88</sup>. Or, pour Lukas Oberndorfer, depuis la crise, et avec les nouveaux mécanismes inscrits dans les traités européens, on entrevoit une rupture qualitative où le contrôle s'apparente davantage à ce que Foucault entend par « surveiller et punir »<sup>89</sup>. En effet, l'objectif de l'UE en matière de gouvernance économique, dans les mots de la Commission européenne, est de « détecter, de prévenir et de corriger les déséquilibres macroéconomiques » (définis principalement en termes de déficits « excessifs » et en coût salariaux unitaires trop élevés), et à cette fin, son pouvoir exécutif a été renforcé, si bien qu'en plus de surveiller les États membres et leur faire des propositions, elle peut leur imposer des sanctions allant jusqu'à 0,2% du PIB<sup>90</sup>.

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>88</sup> Oberndorfer 2015, p. 193.

<sup>89</sup> *Ibid.*

<sup>90</sup> Bruff 2016, p. 112.

Avec le durcissement du Pacte de stabilité et de croissance en 2011, par exemple, des cibles d'augmentation maximale des dépenses et du déficit ont été fixées, et peuvent faire l'objet de sanctions de 0,2% du PIB<sup>91</sup>. Si le PSC s'assure d'une discipline fiscale stricte, le règlement sur la prévention et la correction des déséquilibres macroéconomiques (aussi entrée en vigueur en 2011), quant à lui, a pour objectif des réformes structurelles pour une meilleure compétitivité, principalement en matière de salaires. Il dote la Direction générale des affaires économiques et financières (DG ECFIN) du pouvoir d'imposer des sanctions annuelles de 0,1% du PIB à des États membres n'ayant pas pris les mesures correctives en lien avec ses recommandations<sup>92</sup>. Quant à la volonté du DG ECFIN d'utiliser ces pouvoirs pour poursuivre la restructuration néolibérale de l'Europe, elle est manifeste, comme en témoignent les recommandations soumises jusqu'à maintenant, comme celle, en 2013, de réduire le salaire minimum en France et en Slovaquie<sup>93</sup>. Mentionnons enfin les « pactes pour la compétitivité », qui sont encore dans les plans des élites européennes, et qui sont largement poussés par le leadership allemand. En assistant aux événements survenus en Irlande et en Grèce suite à l'explosion de la dette nationale, on a pu voir avec quelle force les institutions européennes sont parvenues à imposer des restructurations néolibérales profondes grâce à la soumission de ces États dans le cadre de « plans d'aide ». Or, les pactes pour la compétitivité serviraient à reproduire un contrôle de cette nature avec d'autres États, dans des conditions moins exceptionnelles. Ils agiraient comme des contrats établis entre la Commission européenne et l'un de ses États membres en vue de fournir une aide financière pour la réalisation de « réformes structurelles », l'objectif étant, selon un avis de la Commission, de « permettre l'adoption et la mise en œuvre des réformes en temps opportun en supprimant, ou du moins en atténuant, les appréhensions politiques et économiques dissuasives »<sup>94</sup>.

---

<sup>91</sup> Oberndorfer 2015, p. 194.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 198.

<sup>94</sup> Voir COM (2012) 777, cité en anglais dans Oberndorfer 2015, p. 199.



En somme, ces développements marquent un tournant disciplinaire, où les gouvernements sont non seulement influencés pour adopter certaines politiques, comme c'était déjà le cas, mais sont carrément forcés de le faire. Ainsi, à la vue de l'évolution de l'économie politique de l'Europe, il ne fait pas de doute que les institutions de l'UE sont des agents de premier ordre dans la restructuration néolibérale, mais surtout, il apparaît que leur volonté est d'empêcher toute politique s'écartant de ce modèle, quitte à mettre au pas les États membres récalcitrants. Comme nous l'avons soulevé, depuis la crise, la démocratie en Europe semble avoir perdu beaucoup de sa substance. Par ailleurs, si on en croit Oberndorfer, et comme on pourra le voir en étudiant l'expérience grecque, il n'y a pas que la *substance* de la démocratie qui soit attaquée : aujourd'hui, même ses mécanismes *formels* (ses institutions, les lois) sont remis en cause, ou bien outrepassés. Par exemple, d'après la majorité des juristes européens, certaines mesures comme le pacte budgétaire européen (ou les « pactes pour la compétitivité » potentiellement à venir) sont carrément contraires à la loi de l'Union européenne<sup>95</sup>.

Vue sous cet angle, la négation par la troïka de la démocratie grecque en 2015 n'est que le dernier épisode d'une évolution toujours plus antidémocratique de ces institutions. Les différentes pistes théoriques que nous avons relevées à travers le chapitre nous permettent, par ailleurs, de mieux comprendre les dynamiques propres à ces développements. Souvent critiqués, on les traite toutefois généralement comme des erreurs de parcours malheureuses. Il n'est donc pas étonnant que le cercle dirigeant de SYRIZA ait cru qu'il serait possible de *convaincre* les représentants des institutions européennes qu'ils faisaient erreur et que leur plan était voué à l'échec, comme si leur ennemi politique n'était finalement qu'aveuglé par une mauvaise idéologie. En réalité, les tendances antidémocratiques et le déploiement renouvelé du néolibéralisme sont tout à fait en phase avec l'évolution de l'économie politique depuis la crise des années

---

<sup>95</sup> Oberndorfer 2015, p. 200.

1970. Plus encore, ces développements sont systémiques et s'enracinent dans les contradictions profondes du capitalisme. Pour comprendre les intérêts qui s'affrontent dans un conflit comme celui qui s'est déroulé en Grèce, il est nécessaire de mettre la dimension de classe à l'avant-plan. L'« austérité permanente » et son verrouillage constituent un processus de réorganisation institutionnel du rapport entre le politique et l'économique qui correspond, pour reprendre les mots de Bob Jessop, « [to] a long-term strategic offensive designed to reorganize the institutional matrix and balance of forces in favour of capital »<sup>96</sup>.

### 1.3 Synthèse

Pour récapituler, nous avons cherché dans ce chapitre à fournir un cadre, pour réfléchir l'échec de SYRIZA, qui soit assez large pour mettre en lumière des dynamiques généralement ignorées par les travaux existants. Comme fil conducteur, nous avons choisi de discuter de la démocratie dans le capitalisme, un questionnement classique de la science politique qui connaît un certain retour en force. Cela nous a permis d'insister d'emblée sur l'enjeu démocratique soulevé par cet événement, mais aussi d'explorer des pistes théoriques susceptibles d'apporter une compréhension plus globale du phénomène. En effet, nous pensons que le cas grec a des implications politiques qui dépassent largement son contexte le plus immédiat; aussi mérite-t-il que l'on déploie un appareil capable de rendre compte des dynamiques profondes de notre ordre social, à l'œuvre en Grèce comme ailleurs. À cette fin, en premier lieu, nous avons questionné certaines approches et postulats dominants dans la science politique, de façon à réaffirmer l'importance de la dimension de classe pour penser la démocratie, le capitalisme et leur rapport. Nous avons ainsi pu montrer comment les institutions sont façonnées par les rapports de force sociaux et les luttes de classe, mais aussi

---

<sup>96</sup> Jessop 2016, pp. 232-5.

comment l'organisation de ces rapports de classe peut nous renseigner sur la « logique » et les « mécanismes » les plus essentiels du capitalisme. En effet, le capitalisme est marqué par un rapport d'exploitation médiatisé par le marché, ce qui implique une logique compétitive, la maximisation du profit comme obligation et l'accumulation du capital comme fin en soi. Nous avons donc fait valoir que le capitalisme est un mode d'exploitation ayant des « règles de fonctionnement » très spécifiques, qui sont contraignantes pour les agents économiques et pour l'État.

En deuxième lieu, à la lumière de cette conception du capitalisme, nous avons exploré le rapport entre la démocratie et le capitalisme pour en éclairer le caractère conflictuel. Nous avons exposé, avec Ellen Wood, comment le capitalisme procède à la séparation des « sphères » politique et économique, de telle façon que le contrôle démocratique s'y trouve d'emblée énormément circonscrit. En effet, avec le capitalisme, c'est tout un pan de la vie humaine (en commençant par l'organisation de la production et de la distribution) qui est soustrait au politique pour être placé dans une « sphère » économique séparée, régie par les mécanismes du marché, les impératifs de la maximisation du profit. Il nous a semblé dès lors que les fameuses « tendances post-démocratiques », qui se sont notamment manifestées en Grèce, peuvent difficilement être réfléchies comme de simples effets de conjoncture ou comme des accidents de parcours. Au contraire, elles sont systémiques, elles obéissent à des contraintes enracinées dans la structure de notre ordre social.

En troisième lieu, nous avons discuté plus systématiquement des effets de ces contraintes sur l'État dans la société capitaliste, remettant en cause les postulats de la théorie pluraliste à cet égard. Nous avons montré qu'une erreur souvent commise par les partis de gauche consistait à penser qu'atteindre le gouvernement signifiait conquérir le pouvoir d'État. Loin d'être l'instrument passif du gouvernement, l'État est soumis à des pressions diverses émanant du capital, en particulier une pression matérielle qu'il est facile de se figurer : sans accumulation du capital, l'État ne dispose

tout simplement pas des ressources pour se reproduire en tant qu'institution. Néanmoins, l'État n'est pas non plus qu'un « instrument » de la classe capitaliste, à la manière d'un pantin qu'elle pourrait agiter à loisir. Comme le montre Ellen Wood, l'État est formellement autonome sous le capitalisme, il n'est pas la propriété de la classe dominante, comme c'était le cas dans le féodalisme. Ainsi, malgré son biais systémique en faveur du capital, l'État est un lieu de la lutte des classes : l'évolution des rapports de force sociaux compte. Pour finir, nous nous sommes penchés sur l'évolution récente de l'économie politique, particulièrement dans le contexte de l'Union européenne. Nous avons montré que le déploiement de l'austérité se traduit par un appauvrissement de la démocratie, renforcé et consacré par le droit.

Comprendre ces dynamiques est nécessaire pour évaluer les contraintes qui ont pesé effectivement sur le gouvernement de SYRIZA, menant éventuellement à sa capitulation. Mais il serait bien vain de se contenter d'énoncer ces principes : il faut faire l'analyse du combat mené par SYRIZA, car l'issue des luttes politiques n'est jamais tracée d'avance. Certes, devant le portrait que nous avons brossé, il est difficile d'être optimiste quant aux chances pour un gouvernement de parvenir à mener une politique de gauche. Mais comme le soulignent Jessop et Bruff, dans la tradition de Poulantzas, c'est peut-être à tort que l'on interprète ces actuelles « dérives autoritaires » comme des preuves de la position de force dans laquelle se trouveraient les agents du néolibéralisme et la classe capitaliste en général. Ce phénomène renforce clairement le pouvoir d'État aux dépens de la démocratie représentative libérale, mais il réduit aussi sa capacité à assurer l'hégémonie capitaliste<sup>97</sup>. En d'autres termes, ces tendances autoritaires sont à la fois la cause et la conséquence d'une crise de l'hégémonie néolibérale, et elles ouvrent donc la voie à des crises de légitimation susceptibles de bouleverser l'ordre des choses. Et face à cette possibilité, il devient essentiel de réfléchir au parcours exceptionnel de SYRIZA.

---

<sup>97</sup> Jessop 2016, p. 230; Bruff 2013

## CHAPITRE II

### SYRIZA EN CONTEXTE : AUSTÉRITÉ ET RÉSISTANCE DANS LA GRÈCE RONGÉE PAR LA CRISE

Avant de traiter du premier mandat de SYRIZA, il importe de se pencher sur le contexte dans lequel il a été porté au pouvoir. Selon le récit généralement privilégié par les commentateurs, sa victoire électorale en 2015 serait la victoire du populisme : employant une rhétorique anti-élite, voire anti-politique, SYRIZA serait parvenu à canaliser les « votes de protestation » hérités naturellement de la crise économique et sociale dans laquelle la Grèce était plongée<sup>1</sup>. Au lendemain des élections, même lorsqu'on n'agitait pas le spectre du populisme (SYRIZA jouissait souvent d'une couverture honnête dans les médias internationaux), on n'expliquait sa victoire que par la qualité de sa campagne électorale et de son discours<sup>2</sup>. Ces explications ne sont pas dénuées de vérité, mais deux éléments posent problème.

D'abord, il est facile d'expliquer à la fois le succès de SYRIZA puis son « échec préprogrammé » lorsqu'on identifie ce parti à des populistes inexpérimentés qui, carburant au cynisme ambiant pour être élus, placent au cœur de leur action politique la délégitimation des institutions politiques en place en vue de l'accroissement de ce cynisme. Mais, en se penchant sur le contexte qui a permis la montée de SYRIZA, on constate rapidement que le cynisme, de même que le bafouement des institutions, du droit et de la démocratie étaient le fait des partis dominants et des représentants de la

---

<sup>1</sup> Par exemple : « [Syriza] gained power by exploiting anger and despair » (Konstandaras 2015); « Le gouvernement [use de démagogie car il est] terriblement soucieux de ne pas mécontenter ses électeurs. *Syriza est un parti météorite qui a bénéficié d'un vote de mécontentement*. Il lui fallait conforter son assise électorale » (Verdier 2015; c'est moi qui souligne). Ou bien encore, au sujet de l'appui à SYRIZA en 2012 : « C'est un vote de protestation, de colère, basé sur des considérations émotionnelles plus que rationnelles » (Mathieu et Zaaf 2012).

<sup>2</sup> Halikiopoulou et Vasilopoulou (2015), par exemple, soulignent que SYRIZA a mené une campagne basée sur l'espoir, une émotion plus puissante que la peur (au cœur de la campagne adverse).

troïka, qui ont plongé la Grèce dans une situation qui laissait bien peu de place à l'espoir politique. On verra que le récit de l'« accident populiste » n'a pas beaucoup d'emprise sur la réalité. Ensuite, même les commentaires sur les élections de 2015 qui ne présentent pas d'animosité apparente vis-à-vis de SYRIZA dégagent l'image d'une victoire qu'on pourrait dire « désincarnée ». C'est-à-dire qu'on en tire l'impression que sa victoire électorale n'était que le fruit de discours efficaces et de belles promesses qui ont fini par convaincre des gens (qu'on pourrait s'imaginer passivement installés devant leur téléviseur). Or, le processus politique qui a mené la population à voter pour SYRIZA en 2015 a débuté bien avant et ne s'est pas fait simplement par l'intermédiaire d'un écran, mais par des mobilisations sociales de grande envergure qui ont secoué toute la Grèce. Ainsi, la victoire de SYRIZA n'était ni un « malheureux accident », lié à un électorat volatil en proie à des comportements irrationnels, ni un « miracle », puisqu'elle témoignait d'une réelle radicalisation d'une partie croissante de la population et s'inscrivait dans une authentique crise de légitimité des institutions. La capacité ou non de SYRIZA à réaliser son programme demeurait donc une question ouverte.

## 2.1 Grèce 2009-2015 : crises économique, sociale et démocratique

### 2.1.1 La catastrophe grecque

En 2009, la crise économique mondiale frappe de plein fouet la Grèce, de même que les autres pays du sud de l'Europe, sans oublier l'Irlande. Au-delà des effets prévisibles d'un contexte récessionnaire, cette crise ébranle considérablement les économies de la périphérie européenne, notamment parce qu'elle exacerbe des problèmes préexistants. Comme le soulignent Karyotis et Gerodimos, la crise économique prend la forme, dans la zone euro, de trois crises interreliées :

First, there was a banking crisis, with major Euro-area banks experiencing a capital shortfall, as well as liquidity and solvency problems. Second, there was a sovereign debt crisis, with a number of Central and Eastern European countries, but also Greece, Ireland, Italy, Portugal and Spain facing rising bond yields and struggling to independently repay or refinance pre-existing and mounting government debts. Third, there was a competitiveness crisis, with slowing and unequal growth among eurozone members, which exacerbated the burden on the indebted nations<sup>3</sup>.

Ainsi, l'explosion de la bulle du crédit privé en 2009-10 (qui débute aux États-Unis, mais contamine rapidement les banques européennes) et la crise du secteur bancaire conduisent au sauvetage des banques privées, ce qui, combiné à une importante et rapide contraction du PIB et donc des revenus de l'État, provoque une énorme augmentation de la dette publique<sup>4</sup>. En 2009, la dette grecque, qui se tenait déjà à environ 100% du PIB, passe à environ 130% (une proportion qui va continuer de croître), tandis que le déficit budgétaire dépasse les 13%<sup>5</sup>. Le 23 avril 2010, après que la Grèce ait subi de multiples décotes, et alors que les emprunts et les taux d'intérêt sur ces emprunts atteignent des niveaux impossibles à gérer, le Premier ministre Georges Papandréou (ayant succédé à Kostas Karamanlis en 2009) annonce que la Grèce fera appel aux mécanismes de soutien de ses partenaires. C'est le début d'une ère d'austérité marquée par le déclin phénoménal des salaires, des conditions de vie, des protections sociales, des régulations et de la démocratie<sup>6</sup>.

Pour réduire l'exposition des banques européennes, menacées par une éventuelle faillite du système bancaire grec (dont la Grèce n'est pas en mesure d'assurer la recapitalisation) et de l'État grec lui-même (qui a contracté des emprunts très importants auprès des banques françaises et allemandes), et pour éviter que la crise ne se propage dans le sud de l'Europe, les gouvernements des économies du centre (Allemagne, France, Pays-Bas, Belgique, etc.), la Commission européenne et le FMI

---

<sup>3</sup> Karyotis et Gerodimos 2015, p. 1.

<sup>4</sup> Toussaint 2016.

<sup>5</sup> Bourdillon 2010.

<sup>6</sup> Panayiotakis 2015, p. 33.

mettent en œuvre un premier (puis un second) *memorandum of understanding*<sup>7</sup>. Des prêts totalisant des sommes considérables sont ainsi consentis à la Grèce par ce qu'on a appelé la troïka (Commission européenne, BCE, FMI), conditionnellement à des restructurations majeures de la fiscalité, du marché du travail, des programmes sociaux, de la fonction publique, etc. Le discours libéral sur la crise grecque fait le récit d'une Europe solidaire venue à la rescousse d'un État non seulement en difficulté, mais cancre, c'est-à-dire incapable de se moderniser, de se rationaliser et de limiter ses dépenses. Nous croyons plutôt, avec Éric Toussaint (qui s'est exprimé sur ce sujet à l'occasion de la Commission sur la vérité de la dette publique grecque), que la crise de la dette prend son origine dans la socialisation des pertes privées des banques, et que les gouvernements et les institutions européennes « ont profité de cette occasion pour renforcer l'offensive du capital contre le travail ainsi que pour réduire la possibilité d'exercice des droits démocratiques à travers toute l'Europe »<sup>8</sup>.

Si cette analyse ne fait pas consensus, il demeure que la démarche consistant à éviter à tout prix un défaut de paiement pour assurer le sauvetage des banques impliquait nécessairement des coupures massives et l'austérité en Grèce. De fait, les coûts sociaux et économiques de la crise, puis des mesures d'austérité et de leur spirale récessionnaire, ont été immenses. Pour tout dire, aucun autre pays de la zone euro n'a été plus profondément affecté par ces phénomènes. Selon Costas Lapavitsas et Heiner Flassbeck, la situation en Grèce s'apparente à une authentique catastrophe<sup>9</sup>, dont on peut faire deviner l'ampleur par quelques statistiques. Entre 2008 et 2014, on mesure une contraction du PIB de plus de 25% (22% à partir du plan de renflouement en 2010), et le taux de chômage atteint en 2013 le niveau record de 27,5%<sup>10</sup>. Pendant cette période, et encore en 2015, le taux de chômage chez les jeunes s'élève entre 50 et

---

<sup>7</sup> Sur la question de l'exposition des banques européennes en Grèce, voir notamment Toussaint 2016 et Varoufakis 2017, pp. 33-6.

<sup>8</sup> Toussaint 2016.

<sup>9</sup> Flassbeck et Lapavitsas 2015, p. 89.

<sup>10</sup> *Ibid.*



60%<sup>11</sup>, ce qui force nombre d'entre eux à quitter leurs études et à habiter dans la maison familiale, même après l'âge de 30 ans. Parmi les jeunes de 25 à 29 ans en Grèce, seul un sur trois vit à l'extérieur du logis familial, tandis qu'au Royaume-Uni, cette proportion s'élève à quatre sur cinq<sup>12</sup>. On observe en outre une réémergence de la pauvreté de masse, si bien que des journalistes présents sur les lieux ont fait état de phénomènes de l'ordre d'une crise humanitaire dans les centres urbains<sup>13</sup>. Mihalis Panayiotakis relève les indicateurs les plus pertinents à cet égard :

The percentage of people at risk of poverty or social exclusion reached 35 percent in 2013, the largest five-year increase in Europe. Child poverty jumped from 23 percent to 40.5 percent between 2008 and 2012. Wages were crushed, losing on average approximately 26 percent of their pre-tax purchasing power up to 2013, while the minimum wage dropped from approximately €710 (net, pre-tax) to €586 (€511 for young workers). The health care system, significantly defunded, buckled under pressure as did mental health. [H]omelessness became a massive phenomenon in the major cities of Greece for the first time in living memory<sup>14</sup>.

Notons également qu'un tiers de la population perd son accès à la sécurité sociale et à l'assurance maladie gratuite, y compris les vaccins pour les enfants<sup>15</sup>. Les suicides dus à des difficultés financières quadruplent en 4 ans<sup>16</sup>. L'ampleur de la crise est considérable.

Néanmoins, elle n'a pas affecté l'entière de la société grecque de la même façon. Pour tout dire, à bien des égards, la classe entrepreneuriale en est sortie gagnante, ce qui explique son adhésion dès le départ aux politiques d'austérité exigées par la troïka. Comme le soutient Kevin Ovenden, ces mesures consistaient fondamentalement dans le retrait des « rigidités » présentes dans le marché du travail et dans l'État providence, ce qui revenait à démanteler des protections syndicales et légales permettant aux

---

<sup>11</sup> Panayiotakis 2015, p. 33.

<sup>12</sup> Ovenden 2015, p. 47.

<sup>13</sup> Flassbeck et Lapavitsas 2015, p. 90.

<sup>14</sup> Panayiotakis 2015, p. 33.

<sup>15</sup> Katsourides 2016, p. 95.

<sup>16</sup> Spourdalakis 2014, p. 361.

travailleurs et travailleuses de résister au pouvoir d'entreprise<sup>17</sup>. Certes, c'est toute l'économie grecque qui a souffert du régime de l'austérité, mais le milieu patronal a continué à soutenir ces mesures, car c'était également un moyen de maintenir une pression permanente sur les conditions de vie des salarié-e-s (la principale manière pour les grandes entreprises de réagir à la baisse de la profitabilité)<sup>18</sup>. En fait, il a été révélé que des représentants des grandes entreprises grecques avaient eux-mêmes régulièrement transféré aux négociateurs de la troïka des requêtes secrètes à inclure dans leurs demandes faites au gouvernement, comme l'abolition du salaire minimum ou la facilitation des mises à pied<sup>19</sup>. On ne s'étonnera donc pas que les inégalités de revenu aient explosé en Grèce, à de tels niveaux que même le FMI s'en est inquiété en 2014<sup>20</sup>. Cette redistribution de la richesse vers le haut a été permise par l'élimination de plusieurs droits et services sociaux fondamentaux, mais aussi par le transfert de services publics à la sphère privée<sup>21</sup>. Comme le souligne Kevin Ovenden, on traite souvent la crise grecque comme une crise de la souveraineté, mais il faut se demander qui, exactement, a perdu sa souveraineté<sup>22</sup>. Ce n'est certainement pas la classe entrepreneuriale grecque qui aurait perdu de son autonomie ou de son autorité : au contraire, elle a trouvé dans les mémorandums un moyen de forcer la mise en place de mesures qu'elle revendiquait vainement depuis des décennies.

Enfin, comme l'énoncent Flassbeck et Lapavitsas, si l'objectif de la troïka était de rendre la dette grecque soutenable, c'est manifestement un échec. Passant de 355 à 304 milliards d'euros entre 2011 et 2012, elle croît à nouveau et atteint 320 milliards d'euros en 2014. Et si la dette est calculée en proportion du PIB, l'échec de cette politique frappe encore plus : étant donné l'écrasement du PIB provoqué par le plan

---

<sup>17</sup> Ovenden 2015, p. 91.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Panayiotakis 2015, p. 34.

<sup>21</sup> Katsourides 2016, p. 95.

<sup>22</sup> Ovenden 2015, p. 91.

d'austérité, cette proportion passe de 130% du PIB en 2009 à 177% en 2014<sup>23</sup>. Cela révèle à tout le moins que l'objectif visé était d'une autre nature. Nous avons souligné qu'il était impératif pour les économies du « centre » de l'Europe de protéger leurs banques d'un éventuel défaut de paiement de l'État grec. Mais comme le soutient Lukas Oberndorfer, sous le couvert de la rhétorique du « sauvetage », ces pratiques visaient également à empêcher une politique économique et sociale expansive, qui augmenterait le rapport de force des syndicats et des mouvements sociaux<sup>24</sup>.

Ce constat dépasse la spéculation, comme en témoignent les commentaires des technocrates impliqués<sup>25</sup>, mais aussi des économistes et des gens d'affaires dans l'espace public. Par exemple, dans une lettre d'opinion publiée en 2015, le prix Nobel d'économie Edmund Phelps s'opposait à l'allègement de la dette grecque et, non sans une certaine candeur, démontrait bien que la supposée « aide » fournie à la Grèce était plutôt un moyen d'y forcer la mise en œuvre de restructurations néolibérales : « Le remède doit se trouver dans l'adoption de bonnes réformes structurelles. Que les réformes demandées par les membres de la zone euro *augmentent ou non les chances que leurs prêts soient remboursés*, ces créanciers ont un intérêt politique et économique à la survie et au développement de l'union monétaire »<sup>26</sup>. Pour Phelps, il serait vain de permettre une augmentation des dépenses publiques puisque seule une classe d'entrepreneurs évoluant dans un contexte qui lui est favorable peut effectivement redynamiser l'économie grecque. Le portrait que nous avons brossé permet toutefois de remettre en perspective l'optimisme romantique de certains néolibéraux comme Phelps, qui justifient le démantèlement des services publics et de la protection sociale

---

<sup>23</sup> Flassbeck et Lapavistas 2015, p. 90.

<sup>24</sup> Oberndorfer 2015, p. 195.

<sup>25</sup> Pour Yanis Varoufakis (2017, p. 29), il est clair que les institutions et les gouvernements européens impliqués dans la crise grecque savaient que la troïka « échouerait à recouvrir l'argent ayant servi à refinancer la dette publique de la Grèce », et que le plan de « sauvetage » n'était qu'un « aller simple direction la prison pour dettes ». En fait, il l'avait entendu de la bouche de « personnes sûres » : des fonctionnaires du FMI parmi les plus haut placés, le ministre des Finances allemand ainsi que des têtes dirigeantes de la BCE et de la Commission européenne.

<sup>26</sup> Phelps 2015. C'est moi qui souligne.

par le besoin « d'adopter une vision aventureuse de la vie, propice à la créativité et à la découverte »<sup>27</sup>.

### 2.1.2 D'une crise de légitimité à une crise de la démocratie

Selon Giorgos Katsambekis, il n'y a nul endroit plus adapté pour étudier les excès de la post-démocratie que la Grèce rongée par la crise<sup>28</sup>. Comme nous l'avons soulevé dans le dernier chapitre, les tendances dites « post-démocratiques » sont perceptibles dans tout l'Occident, mais c'est sans doute en Grèce qu'elles ont été le plus marquées et le plus apparentes. Cela s'explique largement par la volonté et les efforts qui ont été déployés afin d'y imposer des mesures impopulaires, ou plutôt, antipopulaires. À mesure que les gouvernements grecs trahissaient la volonté de la population (et même leurs propres engagements électoraux), mettant en place les politiques d'austérité dont nous avons discuté les effets dévastateurs, ils compensaient leur perte de légitimité par le déploiement d'une rhétorique et de pratiques antidémocratiques. Comme le souligne Michalis Spourdalakis, le mécontentement et la résistance populaires ont continuellement poussé le gouvernement vers une posture plus conservatrice et autoritaire, compensant par la voie de la coercition l'absence de consentement au sein de la population<sup>29</sup>. Ainsi, les enjeux d'extrême importance soulevés par la crise, qui allait toucher durement et directement l'ensemble de la population, n'ont pas donné au peuple grec l'occasion de participer davantage au processus politique. Au contraire, comme le soutient Katsambekis, la crise a permis aux élites grecques et européennes, de même que plusieurs organisations supranationales comme le FMI ou la Banque centrale européenne, de consolider leur pouvoir sur le parlement et d'imposer un

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Katsambekis 2014, p. 557.

<sup>29</sup> Spourdalakis 2014, p. 357.

consensus d'urgence où la voix des masses serait complètement délégitimée au profit d'experts technocratiques et d'impératifs économiques<sup>30</sup>.

En 2010, alors que le déficit grec explose et que le pays est menacé de faillite, l'accord de renflouement offert à la Grèce est présenté publiquement comme étant la seule solution viable. Élu en 2009 en promettant « de meilleurs lendemains », « une société juste » et une meilleure redistribution de la richesse, Georges Papandréou (PASOK, parti social-démocrate) rétorquait pourtant à ses opposants pendant sa campagne que la Grèce disposait de l'argent nécessaire pour ces projets. Quelques mois plus tard, le gouvernement se ravisait : « nous n'avions pas l'argent »; et c'était à son tour de qualifier toute alternative au plan de sauvetage de populiste et d'antipatriotique<sup>31</sup>. Dans cet « état d'exception », il n'y a plus de place pour le débat, et encore moins pour que s'exprime la volonté populaire. Selon Olli Rehn, commissaire européen aux affaires économiques, les disputes et les désaccords exprimés vis-à-vis des politiques incluses dans l'accord sont indésirables, voire dangereuses pour le futur du pays : « Time is running out [...]. The magnitude of the challenge [...] requires a contribution by all parties and all citizens »<sup>32</sup>.

Dans les médias, on invite les politiciens à laisser leur place aux « technocrates », c'est-à-dire aux experts, à ceux qui détiennent un savoir technique (supposément neutre) pour faire fonctionner les institutions. Alexis Papahelas, éditeur en chef d'un grand journal grec, les interpelle directement : « step aside for a while, and give place to those who know practical solutions to do the job [...] Besides, today's politicians can become the best advisors on how a serious technocrat can manage the great obstacles before the recovery of the country: the partisan mechanisms, the trade unionists, the media

---

<sup>30</sup> Katsambekis 2014, p. 558.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 566.

<sup>32</sup> Cité dans Katsambekis 2014, p. 569.

and the interests »<sup>33</sup>. Aussi bien dire que cet obstacle se nomme « démocratie ». En 2011, alors que le Premier ministre exprime finalement son intention de déclencher un référendum sur l'accord de renflouement (la pression des mouvements de résistance étant trop forte), les « marchés » plongent et Papandréou se fait humilier publiquement au G20 par d'importants dirigeants tels que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel. Le ministre des Affaires étrangères suédois Carl Bildt se questionne sur ses motivations : « I truly fail to understand what Greece intends to have a referendum about. Are there any real options? »<sup>34</sup>. Papandréou renonce au référendum et démissionne le 9 novembre.

À l'instar de l'Italie, un Premier ministre technocrate non élu, Lucas Papadémos, est nommé avec le mandat de prendre des décisions conformes aux exigences du marché<sup>35</sup>. Le gouvernement de coalition formé sous la direction de cet ex-directeur de banque centrale est constitué par le PASOK (social-démocratie « modernisatrice »), le ND (droite « modernisatrice ») et par le LAOS, petit parti d'extrême droite qui, avant de soutenir le plan d'austérité, était vilipendé par ces autres partis à cause de son caractère populiste et xénophobe. Comme le soutient Katsambekis, le « pragmatisme politique » découlant de la nécessité économique brouille la ligne entre centre gauche et centre droit et autorise même de s'associer à l'extrême droite raciste, ce qui apparaît comme une menace pour la démocratie<sup>36</sup>. Avec les élections subséquentes en 2012, qui vont porter Antonis Samaras (ND) au pouvoir, et avec la montée des tensions sociales, les pratiques antidémocratiques du gouvernement se multiplient.

Pendant cette période, les législations sont introduites en majorité par voie de décret, sans même passer sous la surveillance du parlement. Pour des membres du

---

<sup>33</sup> Cité dans Katsambekis 2014, p. 570.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> Streeck 2014, p. 109.

<sup>36</sup> Katsambekis 2014, p. 571.

gouvernement comme Evripidis Stylianidis, la Constitution du pays est elle-même considérée comme un « obstacle » qu'il faut chercher à « contourner »<sup>37</sup>. Ainsi, en 2012, malgré que la Cour suprême ait jugé inconstitutionnelles des mesures d'austérité nouvellement introduites, elles sont néanmoins passées au vote et adoptées au Parlement<sup>38</sup>. Selon certains observateurs, même la liberté de presse est mise à mal : « Journalists who tried to break stories of scandals and corruption were fired and even arrested »<sup>39</sup>. En fait, la tradition démocratique du pays est si malmenée que le parti DIMAR se voit forcé de se retirer du gouvernement de Samaras quand celui-ci, transgressant de nouvelles limites, décide de fermer violemment la télévision et la radio d'État en 2013<sup>40</sup>. Comparée alors à un « coup d'État » dans la population, cette décision est appliquée par voie de décret ministériel sans aucune consultation du Parlement ou même du cabinet<sup>41</sup>. 2000 emplois du secteur public devaient être supprimés selon une directive de la troïka, mais Samaras va plus loin encore en en supprimant 2650 par cette fermeture.

On assiste en parallèle à un virage à droite du discours du gouvernement et même au déploiement d'une posture nationaliste anti-immigrants, pavant la voie à la montée du parti néonazi Aube Dorée, qui fait son entrée au parlement cette année-là. La violence policière atteint des sommets, comme en témoigne la répression musclée des manifestations, dont les images impressionnantes sont diffusées régulièrement à travers le monde<sup>42</sup>. À cette violence s'additionne celle de la droite fasciste, qui est tolérée et même protégée<sup>43</sup>. C'est dans ce contexte de crise économique, de crise sociale et de crise de la démocratie que SYRIZA, nouvelle force politique de gauche, va s'imposer comme parti politique incontournable et va parvenir à prendre le pouvoir.

---

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 556.

<sup>38</sup> Sheehan 2016, p. 53.

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>40</sup> Spourdalakis 2014, p. 357.

<sup>41</sup> Sheehan 2016, p. 74.

<sup>42</sup> Katsourides 2016, p. 13.

<sup>43</sup> Panayiotakis 2015, p. 34.

## 2.2 Résistances : de l'occupation des places à la montée de SYRIZA

Comme le soulève Stathis Kouvelakis, pour la très grande partie de la société grecque, au-delà de la crise économique et sociale que nous avons décrite, c'est tout un monde qui s'est effondré, tout un univers de représentations; c'est « une manière de se projeter dans l'avenir » qui est « partie en fumée »<sup>44</sup>. Et cette « rupture dans les consciences » s'est traduite par des formes d'action collective. En effet, il est important, pour comprendre SYRIZA, d'abandonner l'idée selon laquelle des crises sociales ou économiques, aussi sévères soient-elles, conduisent nécessairement à une mobilisation politique radicale ou sont même capables d'initier des processus de transformation sociale<sup>45</sup>. Ce genre de réductionnisme économique tend à gommer le travail considérable d'action et de stratégie politique qui a été réalisé, et qui a été essentiel à la montée de SYRIZA.

Comme le soutient Kevin Ovenden, la victoire de SYRIZA signifiait bien plus qu'un simple transfert de votes. De larges secteurs de la population grecque ont pris part pendant les cinq années précédentes à des luttes et des mouvements de toutes sortes et ont rencontré à ces occasions, souvent pour la première fois, des activistes de la gauche radicale. Ils ont été confrontés à leurs arguments et, à travers ces luttes, ils ont découvert collectivement leur puissance, ont identifié leurs ennemis communs, et ont commencé à entrevoir des façons différentes d'organiser la société : « At the base of those struggles, and among the activists of the left, new conversations about what was possible and new experiences of common action had been created, irrespective of which party people were in »<sup>46</sup>.

---

<sup>44</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 44.

<sup>45</sup> Spourdalakis 2014, p. 357.

<sup>46</sup> Ovenden 2015, pp. 63-4.



### 2.2.1 Mobilisations anti-austérité

La période qui s'étend de 2010 jusqu'à la victoire de SYRIZA en 2015 est marquée en Grèce par des mobilisations sociales de grande envergure, souvent médiatisées à l'international, réunissant parfois des foules atteignant près d'un demi-million de personnes. Mais la résistance à l'austérité y prend des formes multiples : des initiatives locales émergent un peu partout, certaines sont organisées, d'autres sont spontanées, certaines expriment des revendications claires, d'autres cherchent à répondre aux besoins primaires des gens au quotidien. Cela complique quelque peu la tâche, c'est-à-dire de dresser un portrait assez juste, et idéalement concis, de l'étendue des mobilisations sociales pendant cette période.

Parmi les moyens d'action les plus notables, mentionnons d'abord l'usage répété de la grève générale par les organisations du mouvement ouvrier. La première grève générale contre l'austérité et la troïka se déroule le 5 mai 2010. Le mouvement de grève est massif puisqu'il est déclenché par la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs), qui regroupe 450 000 membres dans le secteur privé. Cette fédération étant connue pour être sous le contrôle du PASOK depuis des années, beaucoup sont surpris par cette grève, qui est alors dirigée contre le gouvernement et donc contre ce parti. Pour tout dire, la direction semble dépassée par la base : « The union leaders saw no alternative to a Pasok government, but felt the pressure from their own members to call the strike »<sup>47</sup>. Cette journée de grève est marquée par une gigantesque manifestation dans les rues d'Athènes, rassemblant entre 100 000<sup>48</sup> et 500 000<sup>49</sup> travailleurs et travailleuses, selon les estimations. Au cours de l'année 2011, des grèves générales

---

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>48</sup> Smith 2010.

<sup>49</sup> Ovenden 2015, p. 53.

d'un jour seront déclenchées chaque mois et demi. Au total, 42 grèves générales auront lieu dans les premières cinq années de la crise, en réponse à l'austérité<sup>50</sup>.

Il est difficile d'évaluer la participation réelle des travailleurs et travailleuses à ces grèves (dans certains secteurs, la participation ne dépassait pas les 20%), et elles semblaient correspondre plus à un rituel qu'à l'organisation d'une lutte cohérente (notamment à cause du clientélisme et de la bureaucratisation des organisations syndicales impliquées)<sup>51</sup>. Néanmoins, elles ont fourni l'occasion à la population de manifester son mécontentement, comme en témoigne la forte participation à la manifestation du 5 mai 2010. En outre, au-delà de ces journées de grève presque symboliques, plusieurs petits mouvements de grève à la durée indéfinie ont éclaté, donnant lieu parfois à des occupations de lieux de travail, y compris des ministères<sup>52</sup>. Des militants présents témoignent, à l'occasion de ces luttes, de discussions où émergent des notions de pouvoir populaire, de contrôle ouvrier et de décision collective, en opposition à la façon traditionnelle de gouverner<sup>53</sup>. Ces idées seront largement répandues dans le mouvement d'occupation des places, qui constituera, à partir de mai 2011, la seconde vague significative de manifestations, formant sans doute le point culminant de la résistance populaire contre l'austérité<sup>54</sup>.

Suivant le mouvement des « indignados » en Espagne, des appels sont lancés en Grèce pour se rassembler de façon similaire dans les grandes places publiques pour protester contre l'austérité. Des manifestations spontanées commencent ainsi à avoir lieu tous les jours à la place Syntagma à Athènes, de même que dans plusieurs autres villes à travers le pays, rassemblant dès le début un nombre impressionnant de manifestants. À la place Syntagma, le premier jour (25 mai 2011), on compte 35 000 manifestants. Le

---

<sup>50</sup> Panayiotakis 2015, p. 34.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>52</sup> Ovenden 2015, p. 54.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> Panayiotakis 2015, p. 35.

nombre d'« *aganaktismeni* » (« en colère ») atteindra ensuite les 80 000 à la fin du mois et, en juin 2011, lorsque des manifestations syndicales se joindront à eux, on en dénombrera des centaines de milliers<sup>55</sup>. Il est difficile d'évaluer précisément quelle part de la population a pris part à ce mouvement, à travers tout le pays, mais il est clair que la participation populaire a été tout à fait massive, rassemblant à son apogée des millions de manifestants selon certains observateurs<sup>56</sup>. Par exemple, dans un sondage réalisé en juin 2011, 52% des répondants déclaraient qu'ils allaient « surement participer » ou « probablement participer » au mouvement d'occupation des places, ce qui représenterait 2 700 000 personnes selon les sondeurs<sup>57</sup>.

Ces manifestations étaient dirigées contre les mesures d'austérité, mais elles ne rassemblaient pas que la gauche. Dans la partie « haute » de la place Syntagma, les gens rassemblés usaient d'une rhétorique très patriotique et nationaliste, parfois même xénophobe, alimentée par la situation de « survie nationale » de la Grèce<sup>58</sup>. En revanche, la gauche était présente et elle a progressivement mené une offensive contre ces discours, mettant l'accent sur l'opposition entre deux « nations » en Grèce : celle des travailleurs et travailleuses, et celle des oligarques et des puissants<sup>59</sup>. Le mouvement commun avec les syndicats en juin a également contribué à donner cet autre sens à la nation. Les gens ayant plus d'affinités avec la gauche radicale, sur la place Syntagma, étaient quant à eux rassemblés dans la partie « basse » de la place et fonctionnaient en assemblées organisées, expérimentant avec les procédures participatives, et laissant parfois la parole à des conférenciers invités<sup>60</sup>. Malgré une rhétorique antiparti et antipolitique très forte parmi les manifestants, des partis de

---

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> Ovenden 2015, p. 52.

<sup>57</sup> Relevé dans Panayiotakis 2015, p. 35.

<sup>58</sup> Ovenden 2015, p. 57.

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Panayiotakis 2015, p. 36.

gauche comme SYRIZA ont appuyé le mouvement et ont cherché à y participer, de même que les syndicats.

Le mouvement d'occupation des places s'est essoufflé à la fin du mois d'août, mais il a continué à jouer un rôle dans l'organisation de manifestations énormes comme celles d'octobre 2011 (visant notamment à déranger les parades de la fête nationale) et celle du 12 février 2012. À cette occasion, près de 500 000 personnes, selon plusieurs estimations, sont rassemblées devant le Parlement tandis que de nouvelles mesures d'austérité y sont débattues<sup>61</sup>. Accueilli d'emblée par une forte répression policière, le rassemblement dégénère en combats de rue, et plus de 40 bâtiments sont incendiés<sup>62</sup>. Pendant la période de la coalition d'Antonis Samaras (juin 2012-janvier 2015), toutefois, la résistance est en déclin, bien que les politiques du gouvernement suscitent toujours plus d'insatisfaction et de désillusion d'après les sondages<sup>63</sup>. Au-delà des déceptions et de la fatigue psychologique héritées des mobilisations et des grèves répétées, deux raisons peuvent expliquer cette relative accalmie. D'abord, après les élections de 2012, les attentes sociales ont été largement transférées dans le domaine électoral avec la perspective d'une victoire de SYRIZA, qui semble alors tout à fait envisageable<sup>64</sup>. En fait, le parti lui-même, étant donné le travail de préparation politique nécessaire en vue d'une arrivée au gouvernement, connaît un virage de la « rue » aux « bureaux ». Mais aussi, avec le gouvernement de coalition de Samaras et l'intensification de l'austérité et du climat de crise humanitaire, une grande partie de l'énergie politique est employée pour construire des réseaux de solidarité sociale (avec l'appui actif de SYRIZA)<sup>65</sup>.

---

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> Smith 2012.

<sup>63</sup> Spourdalakis 2014, p. 361.

<sup>64</sup> Panayiotakis 2015, p. 38.

<sup>65</sup> Spourdalakis 2014, p. 361.

Pour plusieurs observateurs, l'émergence d'une économie solidaire et populaire, de même que les initiatives d'entraide spontanées, constituent les éléments de résistance à l'austérité les plus uniques et les plus impressionnants :

This included takeover of factories and self-organized initiatives of food and goods distribution that eschewed middlemen to both farmers'/producers' and consumers' benefit, local currency schemes in many towns, social groceries and pharmacies which delivered food and pharmaceuticals to the poor at low prices or for free, as well as social soup-kitchens and even hospitals, which provided urgent or chronic care for many of the hundreds of thousands of Greeks and immigrants who had lost access to public hospitals.<sup>66</sup>

Ces organisations de solidarité étaient présentes en Grèce dans presque tous les quartiers de toutes les villes<sup>67</sup>. Comme le soulève Helena Sheehan, ces réseaux étaient loin de pouvoir régler tous les problèmes auxquels ils s'attaquaient, mais au moins, ils en montraient la nature *sociale*<sup>68</sup>.

Le calme relatif de cette période est néanmoins troublé par la fermeture brutale de la télévision et la radio d'État Ellinikí Radiofonía Tileórasi (ERT) le 11 juin 2013, qui suscite une remarquable levée de boucliers. Les quelque 2500 employés de la station décident d'occuper le bâtiment principal à Athènes de même que les bureaux régionaux et continuent à diffuser du contenu. La réaction populaire est instantanée : au cours des 24 heures qui suivent, des milliers de personnes se réunissent à l'extérieur des bureaux à Athènes, en solidarité avec les travailleurs et travailleuses<sup>69</sup>. Les partis de gauche (SYRIZA, KKE, ANTARSYA), dans un rare moment d'unité, font front commun contre le gouvernement, et leurs porte-paroles se succèdent sur la tribune aménagée sur place. À l'intérieur s'activent les employés d'ERT, joints par des militants et des

---

<sup>66</sup> Panayiotakis 2015, p. 38. L'exemple le plus notable de reprise d'usine est la coopérative Vio.Me à Thessalonique qui, malgré des attaques répétées, fonctionne encore aujourd'hui. Pour plus de détails sur cette initiative, voir le blogue des travailleurs et travailleuses de l'usine : <http://www.viome.org/2017/08/greetings-from-self-organized-workers.html>

<sup>67</sup> Spourdalakis 2014, p. 361.

<sup>68</sup> Sheehan 2016, p. 32.

<sup>69</sup> Ovenden 2015, p. 59.

députés de SYRIZA, qui s'assurent qu'au moins 20 personnes soient présentes en permanence<sup>70</sup>. Au troisième jour de l'occupation, une grève générale est déclenchée pour protester contre la fermeture de l'ERT, et une grande manifestation a lieu en soutien aux employés<sup>71</sup>.

Dans ce contexte, les valeurs diffusées par la station connaissent un changement de cap. On se montre très critique du gouvernement et des ravages causés par l'austérité. Des intellectuels de gauche sont interviewés régulièrement, mais on reçoit aussi des délégations d'autres secteurs en grève, de même que des militants antiracistes et autres militants de gauche auxquels on offre dès lors une tribune réservée habituellement aux politiciens de l'establishment<sup>72</sup>. L'expertise des techniciens et des journalistes est en outre employée afin d'offrir une couverture en profondeur des différentes luttes qui ont cours un peu partout en Grèce<sup>73</sup>. Enfin, au-delà du contenu diffusé par la nouvelle « ERT libre », c'est la façon d'y travailler qui s'est sans doute transformée le plus radicalement, passant d'un modèle de gestion très hiérarchique à un modèle de collaboration et d'autogestion<sup>74</sup>. Humiliation politique pour le gouvernement, la diffusion continue par les employés de l'ERT après la fermeture de la station était une authentique expression de la démocratie, qui leur a permis, comme le soutient Kevin Ovenden, de prendre conscience de leur pouvoir collectif : « For a few weeks over that summer there was a visible illustration of how people could not only resist, but also had the potential power to take control of the running of vital areas of the social services network, administration and economy »<sup>75</sup>. C'est une des leçons les plus importantes de cet épisode.

---

<sup>70</sup> Sheehan 2016, p. 75.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>72</sup> Ovenden 2015, p. 60.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>74</sup> Sheehan 2016, p. 118.

<sup>75</sup> Ovenden 2015, p. 60.

Le 7 novembre, on finit par utiliser la force pour sortir les occupants, mais on est incapable de le faire à travers tout le pays. En outre, l'« ERT libre » poursuit la diffusion sur internet, et 19 stations de radio régionales demeurent ouvertes. Des 2650 employés mis à pied, encore 700 continuent toujours à travailler sans salaire<sup>76</sup>. Au final, cet épisode a porté un dur coup à l'administration Samaras du point de vue symbolique. Comme nous l'avons soulevé plus haut, dans la foulée de la fermeture de la station, le parti DIMAR avait même décidé de quitter le gouvernement de coalition, affaiblissant non seulement sa majorité parlementaire, mais également sa prétention à une représentation large de la société. Mais surtout, cette lutte, ainsi que celles qui l'ont précédée, ont nourri SYRIZA, dont la montée semblait désormais irrésistible. En effet, toutes ces grèves, manifestations, occupations, réseaux de solidarité et autres mouvements (où SYRIZA était très présent) ont conduit à un vaste processus de politisation, de même qu'à une accumulation de forces dans la sphère sociale qui vont pouvoir être déployées dans la sphère politique.

### 2.2.2 Élections 2012 à 2015 : séismes politiques

En une très courte période, SYRIZA est parvenu à passer de 4,6% des voix en 2009 (ce qui dépassait à peine les 3% nécessaires pour obtenir une représentation au parlement) à 26,89% des voix en juin 2012, formant l'opposition officielle et exécutant un bond tout à fait unique en Grèce contemporaine, si ce n'est dans l'histoire politique européenne<sup>77</sup>. Un mois plus tôt, aux élections de mai 2012, il était déjà clair que le bipartisme traditionnel (où le PASOK et le ND se partageaient au moins 75% des votes) s'était effondré au profit de nouveaux joueurs. Aucun parti n'avait réussi à gagner une majorité de sièges, et toutes les négociations pour parvenir à un gouvernement de coalition avaient échoué. De nouvelles élections sont donc tenues en juin, mais elles ne

---

<sup>76</sup> Sheehan 2016, p. 92.

<sup>77</sup> Stavrakakis et Katsambekis 2014, p. 126.

font que confirmer cet état de fait. C'est une catastrophe électorale pour le PASOK dont les appuis chutent à 12%, ce qui représente alors une perte de 127 sièges. Comme le soulignent Tsatsanis *et al.*, le PASOK se résout à faire coalition avec Nouvelle Démocratie : « The earthquake was complete: at their lowest moment, the two historical adversaries came together to ensure the continued implementation of the bailout agreements and the memoranda »<sup>78</sup>. SYRIZA, qui avait obtenu 16,78% des voix aux élections de mai, fait quant à lui monter ses appuis à 26,89% en juin (71 sièges sur 300), aux dépens des autres formations de gauche (l'appui au Parti communiste fond de moitié par rapport à mai)<sup>79</sup>. Son électorat est concentré dans les milieux urbains, chez les salariés-es et chez les jeunes<sup>80</sup>. Enfin, ces élections marquent l'entrée au Parlement des néonazis d'Aube dorée, qui récoltent 18 sièges et 6,92% des voix.

Les élections de 2012 ont donc témoigné d'un désalignement presque complet du système partisan grec (qui sera consacré par la victoire de SYRIZA en 2015), mais ce phénomène était apparent depuis au moins 2009. Déjà à ce moment, on observait une baisse de la confiance de la population vis-à-vis des institutions, une diminution de la participation électorale, une légère baisse de la portion des votes obtenus par les principaux partis, de même qu'une différenciation accrue et marquée du comportement électoral des jeunes<sup>81</sup>. Ces brèches dans le système partisan, comme on peut le constater, ont fini par s'exacerber complètement.

Dans la foulée de la crise, il était devenu clair que le PASOK s'était aliéné sa base sociale, un processus qui n'a cessé de s'amplifier :

PASOK was seen to be responsible for the economic crisis due to its corrupt practices and its mismanagement of the pressures from the "markets". The formation of a technocratic government with the support and participation of PASOK, [ND] and [LAOS] not only signaled the

<sup>78</sup> Tsatsanis, Freire et Tsirbas 2014, p. 524.

<sup>79</sup> Panayiotakis 2015, p. 28.

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> Tsatsanis, Freire et Tsirbas 2014, p. 524.



movement of the extreme right into the mainstream but also accelerated an extensive de-alignment and the subsequent re-alignment of the party system. This government, at least in retrospect, was in fact a telling precursor of the outcome of the elections and the developments that followed it<sup>82</sup>.

C'est dire que la participation du PASOK à la mise en œuvre de l'austérité, puis son implication dans la coalition Papadémos (et plus tard dans la coalition Samaras), l'ont peu à peu complètement vidé de sa légitimité politique. Le parti de centre gauche réformiste DIMAR (né d'un schisme dans l'organisation à l'origine de la création de SYRIZA) connaîtra un sort semblable : après avoir participé au gouvernement de coalition de Samaras, il perdra 300 000 électeurs en deux ans et ne parviendra pas à faire son entrée au parlement en 2015, n'obtenant que 0,5% des suffrages exprimés. À l'inverse de ces partis, SYRIZA n'a pas cherché à intégrer des gouvernements décidés à imposer l'austérité, et s'est joint aux mouvements de résistance dès le début. Cela lui a permis mieux qu'aucun autre parti de canaliser la colère qui s'exprimait dans toute la société grecque.

Le 25 janvier 2015, après deux ans et demi dans l'opposition, et malgré sa diabolisation par le gouvernement et les médias grecs depuis 2012, SYRIZA remporte les élections avec 36,34% des voix (149 sièges sur 300). Il conserve ses appuis auprès des couches sociales qui l'avaient soutenu en 2012, mais sa base sociale s'étend à d'autres segments de la population touchés par la crise, notamment dans le milieu agricole, dans la classe moyenne et chez les pensionnaires<sup>83</sup>. Nouvelle Démocratie recueille quant à lui 27,81% des voix, et le PASOK poursuit sa chute avec seulement 4,68% du vote populaire. En fait, comme le souligne Stathis Kouvelakis, l'effondrement qualitatif du PASOK est bien plus sérieux que ne le suggèrent les chiffres sur le plan national : « Dans les principaux centres urbains, le Pasok arrive maintenant en sixième et septième position. Dans la plupart des zones ouvrières qui étaient autrefois ses bastions, il est battu par les

---

<sup>82</sup> Spourdalakis 2014, p. 357.

<sup>83</sup> Panayiotakis 2015, p. 39.

néonazis d'Aube dorée. Son résultat chez les 18-24 ans atteint à peine 2,6% »<sup>84</sup>. La rupture est consommée. À 22h, Alexis Tsipras, qui deviendra le Premier ministre, s'adresse à la foule massée à Athènes : « Aujourd'hui, nous avons mis fin à l'austérité. Nous disons que la troïka appartient au passé »<sup>85</sup>.

### 2.3 Synaspismós Rizospastikís Aristerás : « Coalition de la gauche radicale »

De quoi SYRIZA est-il le nom? Après avoir discuté de ce qui s'est passé en Grèce dans la *rue*, puis dans les *urnes*, il nous faut encore jeter un peu de lumière sur le parti qui a su faire le pont entre les deux.

#### 2.3.1 Origine

Coalition de plusieurs petites organisations politiques de gauche, SYRIZA naît en 2004 d'une initiative de l'aile parlementaire du mouvement Synaspismós, lui-même ayant émergé d'une scission dans le Parti communiste de Grèce (KKE) en 1991, après l'éclatement de l'URSS. Plusieurs courants évoluaient à l'intérieur de Synaspismós, qui se voulait moins dogmatique que le KKE (on y reviendra). Pour tout dire, à un certain moment, la moitié de Synaspismós était séduite par le blairisme et l'idéologie de la « troisième voie », mais des expériences politiques importantes en Grèce au début des années 2000, liées à de nouveaux mouvements internationaux contre le capitalisme et contre la guerre, ont donné au mouvement une orientation plus radicale<sup>86</sup>. Ainsi, dès sa formation, SYRIZA s'implique dans plusieurs mouvements de contestation (notamment contre les Jeux olympiques d'Athènes), ce qui participera à faire de lui le

---

<sup>84</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 38.

<sup>85</sup> Libération 2015.

<sup>86</sup> Ovenden 2015, p. 23.

représentant naturel de multiples initiatives émanant de la base militante du milieu syndical, du milieu communautaire, des groupes écologistes, etc.<sup>87</sup>

Outre le bouillonnement de cette période en ce qui a trait aux nouveaux mouvements sociaux qui émergent (altermondialistes, écologistes...), des expériences de partis de gauche radicale ailleurs en Europe provoquent des débats au sein de SYRIZA qui contribueront eux aussi à forger son identité partisane. Par exemple, après l'entrée de SYRIZA au parlement en 2004 (3,3% des voix), l'expérience de la Rifondazione en Italie, qui a payé le prix politique de son alliance avec le centre-gauche, décourage complètement les militants d'adopter une stratégie de cette sorte<sup>88</sup>. En somme, SYRIZA, coalition électorale restreinte formée par des éléments centristes de Synaspismós, va rapidement s'éloigner de ses orientations et de ses leaders d'origine sous l'effet d'un contexte politique d'effervescence dans la gauche. Impuissant sur le plan électoral au cours de ces premières années, SYRIZA va néanmoins parvenir à développer une culture partisane et une stratégie cohérentes et distinctes, que nous allons maintenant exposer. Pour schématiser, et pour faire le pont avec les éléments que nous avons soulevés, nous pouvons affirmer que SYRIZA se définit par (1) son appartenance à la gauche radicale, (2) son rapport aux mouvements sociaux et (3) son rapport au pouvoir gouvernemental. Nous allons maintenant nous pencher sur chacune de ces caractéristiques.

### 2.3.2 La gauche radicale

Comme nous l'avons souligné en introduction, on peut situer SYRIZA dans la nouvelle famille des partis de gauche radicale (PGR), issue de mutations et de reformations de la famille communiste depuis son effondrement à la suite du démantèlement de l'Union

---

<sup>87</sup> Panayiotakis 2015, p. 26.

<sup>88</sup> Ovenden 2015, p. 24.

soviétique<sup>89</sup>. Cette famille prend forme autour d'un nouveau clivage marqué par les transformations les plus importantes du capitalisme contemporain (hégémonie néolibérale, mondialisation, crise écologique, tertiarisation de l'économie, etc.)<sup>90</sup>, mais son identité semble vraiment s'être cristallisée dans les dernières années autour de l'enjeu de l'austérité, en particulier dans le sud de l'Europe. Pour Yiannos Katsourides, on peut définir un PGR de cette manière :

A party to the left of social democracy that rejects the underlying socio-economic structure of contemporary capitalism and its values and practices while advocating for alternative economic and power structures that involve a major redistribution of resources from the existing social and political elites<sup>91</sup>.

S'ils sont « radicaux », c'est au sens où ils militent pour des changements significatifs à la « racine », et donc dans les structures qui soutiennent l'ordre politique et économique en place<sup>92</sup>. Toutefois, là où les partis d'extrême gauche font des références explicites au socialisme comme projet politique, les PGR laissent cette question ouverte. Ainsi, en général, malgré leur critique vigoureuse du capitalisme, ils ne visent pas son renversement, privilégiant plutôt dans la pratique une politique économique keynésienne. Leur projet politique s'articule autour de la préservation et du renforcement de l'État providence, de la protection des droits des travailleurs et travailleuses, et de la redistribution de la richesse<sup>93</sup>. Quant à leur rapport à l'Union européenne, il est marqué par un certain scepticisme, mais les PGR ne sont généralement pas en faveur d'une sortie de l'UE.

Selon Stathis Kouvelakis, membre du comité central de SYRIZA jusqu'à sa démission à l'été 2015, SYRIZA et Synaspismós se considèrent « comme des partis de lutte de classe, comme des formations qui représentent des intérêts de classes spécifiques » et

---

<sup>89</sup> March 2011.

<sup>90</sup> Escalona et Vieira 2013.

<sup>91</sup> Katsourides 2016, p. 4.

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>93</sup> *Ibid.*

qui souhaitent mettre de l'avant « un antagonisme fondamental avec le système actuel ». Dès lors, « cette affirmation de radicalité est extrêmement importante pour l'identité du parti »<sup>94</sup>. Pourtant, si on se fie aux caractéristiques soulevées par Katsourides, les PGR, et même SYRIZA en particulier, ne semblent pas s'éloigner énormément de la posture traditionnelle de la social-démocratie, avant son tournant néolibéral. Il faut certes nuancer ce constat, puisque les PGR ne sont pas des entités monolithiques : ils sont généralement le produit de plusieurs années de dialogue et d'alliances entre différents courants de la gauche, dans le but de former une coalition plus ou moins cohérente. Après tout, ces partis grouillent de socialistes. SYRIZA, qui demeure jusqu'en 2012 une coalition électorale plutôt qu'un parti unifié, rassemble plus de deux douzaines de groupuscules de gauche, allant des maoïstes aux trotskistes dans l'aile radicale, et des eurocommunistes aux verts dans l'aile plus conservatrice, sans compter les socio-démocrates déçus du PASOK<sup>95</sup>.

L'analyse de Katsourides nous permet néanmoins de voir que la posture pragmatique privilégiée par ces partis les conduit souvent vers un processus de déradicalisation qui contribue à gommer les tendances les plus à gauche en leur sein au profit d'une posture social-démocrate. Nous reviendrons sur ce processus, mais un bref regard sur la plateforme mise de l'avant par SYRIZA permet effectivement de relativiser son caractère « radical ». Connue sous le nom de « programme de Thessalonique », cette plate-forme fermement ancrée à gauche n'était somme toute qu'un appel assez modéré à un programme d'urgence pour venir en aide aux couches les plus touchées par la crise et pour relancer l'économie<sup>96</sup>. Le programme se déclinait en 4 points : (A) Mesures pour remédier à la crise humanitaire; (B) Mesures pour relancer l'économie; (C) Plan de reprise de l'emploi; (D) Interventions pour la reconstruction institutionnelle et

---

<sup>94</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 25.

<sup>95</sup> Intelligence Unit 2015.

<sup>96</sup> Panayiotakis 2015, p. 39.

démocratique de l'État<sup>97</sup>. Il était question, notamment, de mettre fin à l'austérité et de renégocier les conditions de renflouement avec la troïka; d'annuler une partie de la dette et de repayer le reste en fonction de l'accroissement du PIB; de freiner les privatisations et d'abolir la taxe sur la propriété; d'augmenter le salaire minimum; d'augmenter les allocations pour les gens vivant sous le seuil de la pauvreté; et d'offrir l'assurance maladie aux sans-emploi<sup>98</sup>.

Il suffit de parcourir ces engagements pour se convaincre qu'on ne se trouve pas devant un manifeste anticapitaliste<sup>99</sup>. Pour tout dire, dans l'aile gauche du parti, on s'inquiète déjà d'un certain « recentrement » lorsque ce programme est adopté, en 2014. C'est le cas notamment de Yiannis Milios, qui dirigeait le comité responsable des politiques économiques du parti. Milios entrevoyait avec appréhension un déplacement des objectifs du parti passant de la redistribution de la richesse, de la taxation des possédants et du développement d'une économie sociale vers des buts plus « neutres » comme le rétablissement de la croissance et le combat contre la crise humanitaire. Cette redéfinition des objectifs du parti, selon lui, reposait sur une conception de la société et de l'économie dominée par la notion de l'intérêt commun plutôt que par celle du conflit de classe<sup>100</sup>.

Néanmoins, comme le rappelle Katsourides, la victoire de SYRIZA en 2015, lorsqu'elle n'était pas tout bonnement présentée comme une calamité, était perçue comme annonçant la venue d'un changement politique bien radical : « its victory was presented as the biggest challenge to the era of "There Is No Alternative" (TINA) and signalled the reemergence of the Left as a political force »<sup>101</sup>. Cet engouement (ou

---

<sup>97</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, pp. 179-200.

<sup>98</sup> Katsourides 2016, p. 121.

<sup>99</sup> Certaines propositions sont néanmoins résolument radicales, et celles-là seront progressivement abandonnées, comme on le verra. Voir Annexe A pour un meilleur aperçu du programme de Thessalonique, abrégé et annoté par Éric Toussaint.

<sup>100</sup> Kayserilioğlu 2016.

<sup>101</sup> Katsourides 2016, p. 121.

catastrophisme, dans le cas des détracteurs de SYRIZA) n'était sans doute pas pleinement justifié, mais il n'était pas non plus qu'une simple vue de l'esprit. En quelque sorte, le peu que demandait SYRIZA (modérer l'austérité, remédier à la crise humanitaire, etc.) était déjà beaucoup dans un contexte marqué par la domination politique du néolibéralisme et des forces sociales qui le secrètent. En d'autres termes, cela nous en dit moins sur le « niveau de radicalisme » de SYRIZA que sur ce qui est commun, toléré, possible, dans le cadre actuel du capitalisme contemporain, et plus spécifiquement dans le cadre des institutions européennes. Pour résumer, comme l'exprimait le politologue Gerassimos Moschonas au lendemain des élections de janvier 2015 : « Syriza représente une sorte de social-démocratie de gauche aux accents populistes et « mouvementistes ». Cependant, sa politique « sociale-démocrate » est radicale, parce qu'elle va bien au-delà de ce qui est admis à l'intérieur de l'Union. C'est en ce sens que ce qui se produira en Grèce revêt une importance historique, car cela pourrait influencer la gauche en général, social-démocratie comprise »<sup>102</sup>.

### 2.3.3 Un parti mouvementiste

Comme le souligne Michalis Spourdalakis, c'est largement grâce à un processus d'apprentissage venant du lien qu'il a entretenu avec les différents mouvements sociaux que SYRIZA a développé une stratégie et une culture partisane distincte<sup>103</sup>. En effet, la trajectoire empruntée par SYRIZA à cet égard s'inscrivait dans une rupture avec les réflexes traditionnels de la gauche, qui voulait éviter le sectarisme et le dogmatisme des uns, et l'électorisme des autres. Quand les partis de gauche en Grèce, après la chute de l'URSS et la consolidation de l'idéologie « modernisatrice » et néolibérale, ont senti leur survie menacée, différentes stratégies ont été privilégiées. Le Parti communiste de Grèce (KKE), d'abord, s'est réfugié dans une posture d'« élite

---

<sup>102</sup> Moschonas 2015, p. 14.

<sup>103</sup> Spourdalakis 2014, p. 358.

éclairée » : institutions fermées aux non-membres, rejet de toute alliance sur le plan social, références idéologiques à la tradition marxiste-léniniste la plus orthodoxe, etc.<sup>104</sup> Il en résulte un appareil extrêmement conservateur qui, malgré une rhétorique « révolutionnaire », est avec constance très hostile aux mobilisations à la base. Par exemple, comme le rappelle Stathis Kouvélakis, au printemps 2011, « il a condamné de manière totalement folle le mouvement d'occupation des places, qu'il a présenté comme un complot anticommuniste »<sup>105</sup>. Néanmoins, jusqu'en 2012, le KKE est resté le premier parti de la gauche, notamment à cause d'un certain prestige hérité de son rôle dans la résistance et pendant la guerre civile. Ensuite, une deuxième stratégie a consisté, dans l'aile « modérée » de Synaspismós, à jouer le rôle de la « gauche responsable ». Par exemple, c'est dans ce but qu'a éventuellement été fondé le parti DIMAR (2010), qui va chercher à participer au gouvernement à tout prix (et qui va en payer chèrement le prix, comme nous avons déjà pu le voir).

Enfin, la stratégie privilégiée par SYRIZA et d'autres groupes dans son entourage sera de maintenir une présence très active sur le plan social, et cela sera déterminant pour la cristallisation de son organisation et pour ses succès électoraux futurs. Quand la crise éclate en Grèce et que les rues commencent à se remplir, SYRIZA est partout. Pour tout dire, comme le soutiennent Yannis Stavrakakis et Giorgos Katsambekis, SYRIZA est probablement le seul parti à avoir rencontré les manifestants dans les rues dès le début et à avoir engagé le dialogue concernant leurs demandes<sup>106</sup>. Helena Sheehan souligne l'étendue de l'implication de SYRIZA et de ses militants :

There were open Syriza assemblies everywhere, especially in workplaces, universities, and neighborhoods (often outdoors), where people were putting forward their ideas or the future. Not only that, but there were solidarity networks struggling to meet people's needs in the present by providing food and medical care. There were alternative economies for the

---

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 356.

<sup>105</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 37.

<sup>106</sup> Yannis Stavrakakis et Giorgos Katsambekis, *Loc. cit.*, p. 126.



exchange of goods and services at the grass-roots level. Syriza participated in these<sup>107</sup>.

Par ailleurs, contrairement à la posture d'avant-garde qu'on retrouve souvent chez les partis de gauche, SYRIZA ne cherche pas à prendre le contrôle des mouvements sociaux et à s'approprier leurs initiatives. On remarque en effet que ses militants, dans la tradition gramscienne, conçoivent que le rôle d'un parti politique de gauche n'est pas de diriger les mouvements, mais d'essayer de les influencer, tout en apprenant d'eux<sup>108</sup>.

Cet apprentissage aura au moins trois implications importantes pour le développement de SYRIZA comme parti politique. D'abord, sa structure organisationnelle sera marquée par une certaine souplesse rendant possible une composition plurielle et diverse. Cela permettra de dépasser le sectarisme et d'entretenir une démocratie interne vivante<sup>109</sup>. Ensuite, le programme politique de SYRIZA sera constitué à partir d'une combinaison de l'expérience des luttes sociales et de l'expertise acquise au sein des institutions de représentation. Cette dialectique sera déterminante pour que le programme trouve une résonance dans la population :

The program has functioned as a concrete alternative to governmental policies and has offered as well a realistic perspective to those active in the movements and to the population at large[; it is] the linchpin between the active and militant presence of SYRIZA within and outside the public institutions and its claim to governmental power<sup>110</sup>.

Enfin, le rapport particulier de SYRIZA avec les mouvements sociaux le conduira à entretenir un rapport différent avec le pouvoir gouvernemental. Michalis Spourdalakis note par exemple qu'Alexis Tsipras appellera en 2012 à prendre le pouvoir sur la base de l'unité de la gauche; un appel au rassemblement qui est rare dans la gauche grecque, habituée à des comportements plutôt sectaires<sup>111</sup>. Mais surtout, cette relation

---

<sup>107</sup> Sheehan 2016, p. 32.

<sup>108</sup> Tsakatika et Eleftheriou 2013, p. 11.

<sup>109</sup> Spourdalakis 2014, p. 359.

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.*

mouvement-parti permettra de transcender l'aversion souvent entretenue dans les mouvements sociaux pour les partis politiques, tout en éloignant SYRIZA de certaines tentations électoralistes : « Syriza wanted neither to settle for whatever might be on offer by capital nor to reject whatever reform might lift people's lives now in a paralysis that puts everything off until the ultimate revolution. Syriza was determined neither to settle for governmentalism nor to succumb to governmentophobia »<sup>112</sup>.

#### 2.3.4 Prendre le pouvoir : de coalition électorale à parti

En 2012, l'objectif de SYRIZA se devine par son slogan, « Pour un gouvernement de gauche » : on veut détenir le pouvoir exécutif pour rompre avec l'austérité qui fait des ravages. Comme nous le soulignons, c'est une caractéristique importante de SYRIZA, qui refuse de participer à l'implantation de l'austérité par le biais d'un gouvernement de coalition, mais qui refuse aussi les postures anti-pragmatiques qui le tiendraient loin du gouvernement et le garderaient politiquement impuissant. Les ambitions de SYRIZA vont toutefois rapidement le transformer, menant, selon certains, à un processus de « déradicalisation ». Au moment des élections de 2012, SYRIZA n'est encore qu'une coalition électorale, ce qui signifie, du point de vue organisationnel, qu'il ne s'agit que d'une structure rassemblant différentes petites organisations formellement autonomes. Or, immédiatement après ces élections, un processus d'unification débute<sup>113</sup>. Une conférence nationale élit pour la première fois une direction, puis en juillet 2013, la coalition SYRIZA est transformée en parti à l'occasion d'un congrès de fondation. Les organisations qui formaient la coalition précédente sont largement dissoutes dans une structure plus centralisée<sup>114</sup>. Selon Stathis Kouvelakis, la démarche témoignait d'un empressement à créer un appareil qui aurait le potentiel de mener une campagne électorale victorieuse et une transition au

---

<sup>112</sup> Sheehan 2016, p. 33.

<sup>113</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 29.

<sup>114</sup> Ovenden 2015, p. 36.

gouvernement dès que possible : « la priorité était d'enclencher un processus rapide qui ne laissait pas de temps pour une véritable discussion politique de fond. C'était [...] un processus d'ouverture, qui ne s'adressait pas à [...] des catégories spécifiques de personnes impliquées dans les mouvements sociaux. Il s'agissait, plus ou moins, d'un processus amenant à un parti d'adhérents plus qu'à un parti de militants »<sup>115</sup>.

En outre, la nouvelle structure renforce l'autonomie de son leader. Les structures internes, nombreuses et dysfonctionnelles, tendent à ne plus remplir leur fonction de réels centres de décision politique : « Le processus de prises de décision est de plus en plus centralisé, plus opaque, c'est le leader qui y joue un rôle crucial, avec l'aide de plusieurs cercles de direction informels, plutôt qu'une direction collective, ou même un groupe de direction plus restreint »<sup>116</sup>. La dissolution des organisations qui préexistaient semble renforcer cet état de fait. Au congrès, Manolis Glezos, figure héroïque de la gauche grecque pour son rôle dans la résistance à l'occupation allemande, s'y oppose bruyamment, appelant à préserver la diversité et à refuser de devenir un « parti d'applaudisseurs »<sup>117</sup>. Selon Kouvelakis, cette démarche de la direction vise à marginaliser l'aile gauche du parti<sup>118</sup>, qui néanmoins s'organise dans le nouveau parti sous le nom de la « plateforme de gauche », recueillant environ le tiers des délégués<sup>119</sup>. Additionnée à l'aile gauche du bloc majoritaire, cela représente la majorité au sein du parti pour la gauche. Toutefois, Kouvelakis fait remarquer que, si cela a permis quelques victoires contre la direction, notamment lorsqu'elle insistait pour former une alliance avec DIMAR, la majorité de la direction est parvenue au fil des ans à se rendre toujours plus autonome non seulement vis-à-vis de la base du parti, mais même à l'égard de ses structures : « Le comité central ne s'est réuni que très rarement, et les décisions cruciales sont prises de plus en plus souvent d'une manière

---

<sup>115</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, pp. 29-30.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>117</sup> Sheehan 2016, p. 83.

<sup>118</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 30.

<sup>119</sup> Ovenden 2015, p. 36.

opaque, à l'issue de négociations constantes entre divers groupes et lobbies qui tentent d'imposer leurs vues »<sup>120</sup>.

Ainsi, après le congrès fondateur de SYRIZA en 2013, le parti se consolide autour de deux pôles : gauche et centre. La position centriste représente la majorité du leadership dirigé par Tsipras et, sous son influence, le parti connaîtra un processus de « déradicalisation », selon Yiannos Katsourides. En effet, dans un premier temps (2010-12), SYRIZA privilégiait une stratégie radicale qui faisait appel aux perdants du memorandum : salariés des secteurs public et privé, sans emplois... Des réformes radicales étaient proposées, notamment le contrôle social des banques, des hausses de taxes pour les riches, le gel des privatisations, l'abolition de toutes les lois anti-travail et la réinstauration de plusieurs programmes sociaux<sup>121</sup>. SYRIZA avait alors comme mot d'ordre : « Pas de sacrifice pour l'euro », et promettait la mise sur pied d'une commission internationale d'audit de la dette combinée à la suspension du paiement de la dette jusqu'à la fin des travaux de cette commission<sup>122</sup>.

Dans une deuxième phase (2012-15), toutefois, les aspirations (effectivement réalistes) à gouverner conduisent à un adoucissement de ces revendications et à un changement dans le discours : « To capitalize on the social protests, the party's discourse became less class-oriented and took on populist attributes aiming to appeal to larger audiences »<sup>123</sup>. Tsipras, qui soutient qu'une posture « dure » contre l'Union européenne nuirait aux possibilités pour le parti d'être porté au pouvoir, cherche à faire du problème de la Grèce un problème européen<sup>124</sup>, ce qui conduira éventuellement à la cristallisation chez SYRIZA de la rhétorique de la négociation. Des observateurs témoignent que dès octobre 2012 (donc quelques mois à peine après les élections de

---

<sup>120</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, pp. 32-3.

<sup>121</sup> Katsourides 2016, p. 99.

<sup>122</sup> Toussaint 2017c.

<sup>123</sup> Katsourides 2016, p. 100.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 102.

juin 2012), Tsipras commence à démontrer de la timidité vis-à-vis de la question de l’audit de la dette et semble considérer que le FMI pourrait être un allié de SYRIZA en cas de victoire électorale<sup>125</sup>. Mais c’est seulement depuis la publication des mémoires de Yanis Varoufakis (2017), qui sera ministre des Finances de la Grèce pendant les négociations avec la troïka, que l’on sait avec assurance que Tsipras et son entourage avaient tourné le dos au programme de SYRIZA bien avant les élections qui les ont portés au pouvoir.

Depuis 2011, Varoufakis s’entretenait ponctuellement avec Alexis Tsipras et son alter ego, Nikos Pappas, agissant comme conseiller économique. Ardent défenseur d’une stratégie fondée sur la négociation, il réussit notamment, dès 2013, à convaincre Tsipras et sa garde rapprochée d’économistes d’abandonner complètement l’option du Grexit (sortie de la Grèce de la zone euro)<sup>126</sup>. Ainsi, lorsqu’en 2014, on commence à le courtiser en vue d’un futur gouvernement formé par SYRIZA, Varoufakis hésite car le programme de SYRIZA (le programme de Thessalonique) ne lui semble pas réaliste ni adapté en vue d’une « stratégie de négociation raisonnable pour maintenir la Grèce dans la zone euro »<sup>127</sup>. Tsipras et son entourage vont toutefois lui démontrer qu’ils ont bien peu à faire des orientations décidées par le parti. Nikos Pappas lui dira : « Le programme de Thessalonique était un cri de ralliement pour nos troupes. Pas plus. On compte sur toi pour mettre en forme le vrai programme économique de Syriza. [...] Il faut distinguer politique de parti et politique de gouvernement [...]. La première, tu nous la laisses; la seconde, tu en es l’auteur »<sup>128</sup>. Pendant ces discussions, Varoufakis se demande également s’il devra être membre de SYRIZA, mais Alexis Tsipras lui-même l’en dissuade : « Je ne veux pas que tu sois membre de Syriza. Je ne veux pas que tu pâtisses des prises de décision collectives longues et alambiquées du parti »<sup>129</sup>.

---

<sup>125</sup> Toussaint 2017c.

<sup>126</sup> Varoufakis 2017, p. 89.

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 98.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 100.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 109.

Cet épisode confirme qu'avant même les élections, Tsipras avait décidé de fonctionner en petit comité, au mépris de la démocratie interne et contre les orientations décidées collectivement. Comme le souligne Éric Toussaint, alors qu'un gouvernement de gauche doit faire appel à la mobilisation populaire pour mettre en pratique un programme radical, les dirigeants de SYRIZA ont privilégié une « logique de gouvernance technocratique », évidente dans la décision de nommer Varoufakis ministre des Finances, qui ne serait redevable que « devant Alexis Tsipras et son petit cercle »<sup>130</sup>. Pendant l'année 2014, au sein de SYRIZA, on sent en outre se développer un sentiment d'urgence, une impatience à accéder au gouvernement. Selon Helena Sheehan, il semble que l'on met de plus en plus d'emphase dans le parti sur le moyen de prendre le pouvoir, plutôt que sur ce qu'on fera avec<sup>131</sup>. En décembre, une occasion se présente : SYRIZA déclenche un vote au Parlement pour élire un nouveau président de la République, et ainsi faire tomber le gouvernement. Après trois échecs du ND à faire élire son candidat, le gouvernement tombe. Des élections sont déclenchées pour le 25 janvier 2015.

En somme, SYRIZA est un parti de gauche radicale « qui affronte la question du pouvoir en mettant l'accent sur la dialectique entre les alliances électorales et les succès dans les urnes et les mobilisations populaires »<sup>132</sup>. Incapable jusqu'en 2010 de tirer profit du déclin du PASOK et de l'impossibilité pour le KKE de se massifier<sup>133</sup>, il connaît ensuite une croissance phénoménale sous l'impulsion de vastes mobilisations sociales anti-austérité au sein desquelles il s'implique activement. La crise économique, sociale et démocratique conjuguée au bouillonnement des mouvements de masse et de l'effort des militants et militantes de la gauche radicale vont provoquer une rupture des plus saisissantes dans le système partisan grec. Lorsque SYRIZA est

---

<sup>130</sup> Toussaint 2017c.

<sup>131</sup> Sheehan 2016, p. 104.

<sup>132</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 25.

<sup>133</sup> Katsourides 2016, p. 66.

porté au pouvoir en janvier 2015, toutefois, il a déjà été substantiellement transformé par la perspective de son entrée prochaine au gouvernement. En adoptant une posture « pragmatique », le leadership souhaite incarner un interlocuteur sérieux, renonçant à rompre avec les institutions en place. Comme on le verra, il sera rapidement confronté aux limites imposées par ces institutions.

### CHAPITRE III

#### LA GAUCHE RADICALE AU POUVOIR : PREMIER MANDAT DE SYRIZA (JANVIER-AOÛT 2015)

Selon la croyance répandue, largement alimentée par les médias à l'époque, ce sont le radicalisme et l'amateurisme de SYRIZA qui auraient causé sa perte. Après avoir séduit la Grèce avec un discours populiste plein de promesses irréalisables, SYRIZA aurait été confronté à la dure réalité de l'exercice du pouvoir, mettant à nu son incompétence<sup>1</sup>. Les contours de cette trame narrative ont également été repris dans la sphère académique, non sans l'ajout de quelques nuances, par exemple dans le livre du politologue Cas Mudde, *SYRIZA: The Failure of the Populist Promise*<sup>2</sup>. Dans ses versions plus conservatrices, ce récit implique que c'est le simple fait de défier et de remettre en cause l'ordre établi qui aurait, avec raison, conduit SYRIZA à l'échec. Un observateur plus modéré comme Mudde suppose qu'il aurait été possible de militer pour un changement en Grèce, mais l'amateurisme de SYRIZA, lié à sa nature « populiste », a réduit ses chances à zéro :

Politicians who want to create a different Europe have to accept, however reluctantly, that politics is a profession with specific rules and skills. To achieve anything in politics, including changing the rules, you have to master 'the art of the possible', as conservative German statesman Otto von Bismarck famously said, rather than merely trumpet 'the truth'<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Par exemple : « Riding a wave of populist opposition to austerity, Syriza promised things it could never deliver. [...] Syriza's rhetoric failed to survive its first encounter with the reality of government » (Leahy 2015); ou bien : « avec la capitulation de Monsieur Tsipras disparaissent les mirages de la pensée magique. Confronté à la réalité, le Premier ministre aura été le fossoyeur des illusions de ses admirateurs depuis son élection au début de l'année » (Jeambar 2015). Et certains commentateurs sont impitoyables : « Syriza immunised itself against the consequences of its own lies and miscalculations by invoking foreign stooges, who are to blame for everything that happens. Desperate suffering awaits a people who have chosen easy lies over uncomfortable truths [...] The Greeks have been taken as willing hostages by a government which has disguised its own incompetence and extremist ideology as heroism » (Howden 2015).

<sup>2</sup> « SYRIZA failed, first and foremost, because the party and its leaders – not even speaking of its coalition partner ANEL – were ill-prepared to govern » (Mudde 2017, p. 23).

<sup>3</sup> Mudde 2017, p. 25.



Ce type d'interprétation des événements, en somme, a comme fil conducteur de considérer que l'échec de SYRIZA était programmé d'emblée par sa volonté de s'inscrire en contradiction avec la politique « mainstream » et les institutions qui y sont associées.

Évidemment, il y a une part de vérité dans ce récit : SYRIZA n'a manifestement pas employé une stratégie adéquate puisqu'il est demeuré impuissant à réaliser ses ambitions (qui étaient authentiques<sup>4</sup>). De ce point de vue, on peut sans doute l'accuser d'« incompetence », à la manière de Paul Krugman qui regrettait l'absence d'un « plan B » dans la stratégie du gouvernement<sup>5</sup>. Mais les interprétations que nous avons mentionnées offrent un regard tronqué de la réalité, en cela qu'elles ne discutent aucunement du rôle des institutions en place dans ce dénouement. Ce qu'elles occultent complètement, c'est que de puissantes forces sociales ont milité activement pour écraser SYRIZA, un gouvernement élu qui s'adressait aux institutions européennes avec un mandat démocratique. On reproche ainsi à SYRIZA d'avoir cherché à délégitimer les institutions en place et à se détourner d'elles alors que son erreur, comme on le verra, est précisément d'avoir toujours refusé toute rupture avec elles. Dès les premiers jours du gouvernement de SYRIZA, les institutions de la troïka ont clairement démontré que le choix démocratique des Grecs était insignifiant à leurs yeux, et malgré tous les efforts du gouvernement pour incarner un « partenaire raisonnable », elles vont progressivement l'étrangler pour n'avoir à faire aucune concession. Le message était limpide : n'essayez pas de changer l'ordre des choses.

En somme, quand Mudde accuse SYRIZA de ne pas maîtriser « l'art du possible », il oublie que c'est une équation à deux variables : au-delà de l'« art » et de

---

<sup>4</sup> Il serait simpliste d'expliquer l'échec de SYRIZA par une « trahison » de ses dirigeants. Il ne fait pas de doute qu'ils souhaitaient réellement la fin de l'austérité et l'application d'un programme résolument à gauche. Toutefois, comme on le verra, la stratégie qu'ils ont employée témoignait à tout le moins d'un certain aveuglement.

<sup>5</sup> Sheffield 2015.

la « compétence », il y a l'étendue réelle des possibles en politique, dont on perçoit avec raison le rétrécissement. En fait, s'il y a bien un intérêt à se pencher sur l'épisode du premier mandat de SYRIZA, c'est pour constater l'ampleur des limites qui peuvent aujourd'hui encadrer ce « possible », qu'on en maîtrise l'« art » ou non. Faire reposer l'échec de SYRIZA entièrement sur ses épaules, c'est faire apparaître comme normales des contraintes qui en réalité érodent et minent la démocratie, dans le sens le plus commun du terme. Ce que cache ici une rhétorique basée sur l'« incompetence », c'est que ceux qui l'emploient sont le plus souvent satisfaits de l'ordre établi, et satisfaits que les politiciens, compétents ou non, échouent à le changer.

Comme nous l'avons déjà souligné, il ne faudrait pas, à l'inverse, traiter SYRIZA comme un acteur passif jeté en pâture à des forces supérieures. Les failles de sa stratégie sont claires, réelles et multiples. Nous aurons l'occasion d'en discuter. Par contre, cet examen a déjà été réalisé largement dans la gauche, non seulement dans les milieux militants, mais aussi dans la sphère académique. Il est naturel que la question de la stratégie soit l'angle d'analyse privilégié dans la gauche pour aborder l'expérience de SYRIZA puisque celle-ci est perçue comme une défaite à ne pas répéter. Ces considérations ne sont toutefois pas au cœur de notre propos. Les choix du gouvernement l'ont certes conduit à l'échec, mais il importe d'identifier les forces sociales et matérielles qui l'ont empêché, comme c'était son intention, de mener une politique de gauche à l'intérieur du cadre (politique, légal, institutionnel, économique) établi. Ainsi, l'analyse de la conjoncture, esquissée au chapitre 1, nourrit notre compréhension des événements qui ont marqué le premier mandat de SYRIZA en Grèce, qui eux-mêmes nous permettent de poser un certain nombre de constats sur l'état de la démocratie dans le capitalisme contemporain, en particulier dans le contexte de la périphérie européenne après la crise. Cette démarche précède, en quelque sorte, la question stratégique, qu'on pourra néanmoins aborder dans la conclusion. Pour le moment, il convient de se replonger dans les événements de l'année 2015.

### 3.1 Janvier-février : victoire électorale et début des négociations

#### 3.1.1 Mise en place

Le 25 janvier 2015, SYRIZA manque de peu la majorité absolue mais, devenant la première force politique de la Grèce, s'assure de prendre la tête du gouvernement<sup>6</sup>. Stathis Kouvelakis raconte que l'ambiance au centre-ville d'Athènes était très euphorique et combative, et qu'on était frappé par la présence bien visible de militants étrangers venus d'un peu partout dans le monde : « C'était un vrai rassemblement international et internationaliste »<sup>7</sup>. Kouvelakis note néanmoins que le discours de Tsipras était bien en deçà des attentes, cherchant avant tout à rassurer les franges larges de l'électorat ainsi que les centres de décision européens. L'ambiance au siège de SYRIZA était d'ailleurs beaucoup plus froide que dans les rues : « Nous éprouvions un grand sentiment de gravité. Et déjà de nombreuses questions taraudaient les cadres dirigeants »<sup>8</sup>. En effet, la bataille était commencée. Au sein du cercle dirigeant de SYRIZA, on savait déjà que la première offensive menée contre le nouveau gouvernement était imminente.

En juin 2014, la BCE avait publié un communiqué annonçant qu'elle cesserait d'accepter les reconnaissances de dettes émises par les banques et soutenues par les gouvernements de pays renfloués comme caution pour de nouveaux prêts<sup>9</sup>. On

---

<sup>6</sup> Résultats définitifs et, entre parenthèses, la comparaison avec les élections de juin 2012 (compilés dans Kouvelakis et Cukier 2015, p.15) :

SYRIZA : 36,34%, 149 députés (+7%)  
 Nouvelle Démocratie : 27,81%, 76 députés (-2%)  
 Aube dorée : 6,3%, 17 députés (stable)  
 To Potami (« La Rivière ») : 6%, 17 députés (nouveau parti)  
 KKE (parti communiste) : 5,5%, 15 députés (-1%)  
 Grecs indépendants (ANEL) : 4,75%, 13 députés (-3%)  
 PASOK : 4,68%, 13 députés (-8%)

<sup>7</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 17.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>9</sup> Varoufakis 2017, p. 94. Voir pp. 83-4 pour une description de ce mécanisme. Depuis 2012, la BCE accordait le droit aux banques grecques d'émettre des reconnaissances de dette, estampillées et

supprimait, en d'autres mots, un mécanisme essentiel qui permettait aux banques et au gouvernement grecs un approvisionnement en liquidités au quotidien. Selon le communiqué, ce changement serait en vigueur à partir de mars 2015, soit le même mois que la fin du mandat du président de la Grèce, susceptible de conduire à des élections et à la victoire de SYRIZA. Pour la direction de SYRIZA, la démarche était claire : « la BCE était en train de mettre en place les conditions permettant de fermer les banques, sans préavis et sans raison, au moment où Syriza s'apprêtait à prendre le relais »<sup>10</sup>. Cette annonce survenait d'ailleurs un mois après les élections européennes, où Nouvelle Démocratie (le parti à la tête de la coalition gouvernementale) avait recueilli moins de votes que SYRIZA, préfigurant sa défaite prochaine. Le même mois (juin 2014) Yannis Stournaras, ministre des Finances sous le gouvernement d'Antonis Samaras, était nommé gouverneur de la Banque centrale de Grèce, une décision qui, selon Yanis Varoufakis, relevait du fin calcul politique : « Si les partis classiques perdaient les élections, au moins auraient-ils un des leurs à la tête de la Banque centrale, prêt à couper l'herbe sous le pied d'un éventuel gouvernement Syriza »<sup>11</sup>. Et c'est ce que fera Stournaras.

L'hypothèse de Varoufakis semble déjà se confirmer en décembre 2014. Alors que les élections présidentielles sont déclenchées et qu'ils savent qu'ils n'ont pas les députés requis pour gagner (ce qui conduira à des élections législatives), Stournaras et Samaras procèdent à un authentique sabotage. À ce moment, le second mémorandum (le plan d'aide de la troïka) allait prendre fin imminemment, soit le 31 décembre. La troïka avait proposé un prolongement de 6 mois, puisque le gouvernement grec ne pouvait toujours

---

garanties par le ministre des Finances au nom de l'État. Ces reconnaissances étaient transmises à la Banque centrale de Grèce qui, par l'entremise de la BCE (ayant reçu le feu vert de l'Eurogroupe), les acceptait comme caution et remettait aux banques une somme liquide en échange. Le gouvernement pouvait ensuite émettre de nouveaux bons du Trésor qui seraient achetés par les banques avec cette somme liquide. En 2012, par exemple, le gouvernement avait ainsi réussi à amasser 3,5 milliards d'euros, utilisés ensuite pour payer... la BCE.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 94.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 82.

pas soutenir un « retour à la normale ». Toutefois, lorsque le ministre des Finances grec demande à l'Eurogroupe une extension du plan, le 9 décembre, il ne demande qu'une extension de deux mois seulement<sup>12</sup>. Misant sur une stratégie qui visait à présenter SYRIZA comme incapable de négocier avec l'Europe un accord acceptable<sup>13</sup>, le premier ministre sortant Antonis Samaras et ses ministres ont commencé à expliquer que « s'ils perdaient, la fermeture des banques interviendrait dès le lendemain »<sup>14</sup>.

De son côté, le gouverneur de la banque centrale Yannis Stournaras, malgré sa fonction supposée « apolitique », et malgré que sa tâche première consiste à préserver la stabilité financière, s'est mis à diffuser des propos délibérément alarmants pour les déposants grecs. Ses déclarations sur l'aggravation de la crise et sur la diminution rapide des liquidités ne pouvaient qu'accélérer les retraits massifs, minant ainsi la capacité d'action d'un futur gouvernement SYRIZA<sup>15</sup>. C'est exactement ce qui s'est passé : le climat de panique bancaire, provoqué par Samaras et alimenté par Stournaras à partir du 15 décembre a fait monter le taux de retrait jusqu'à 1 milliard d'euros par jour<sup>16</sup>. Entre ce moment et le jour des élections, le 25 janvier, ce sont 11 milliards d'euros qui avaient été retirés, si bien que les banques ont dû augmenter leur dépendance à la BCE de plus de 60 milliards pour pouvoir verser cet argent<sup>17</sup>. En d'autres termes, agiter la menace de la fermeture des banques était une prophétie autoréalisatrice, qui donnera des munitions à Mario Draghi, président de la BCE, pour justifier sa décision de couper une source majeure de liquidités pour la Grèce.

En effet, c'est avant même leur entrée en fonction que les membres du cercle dirigeant de SYRIZA vont apprendre ce que la BCE leur réserve, c'est-à-dire, selon Éric

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 116.

<sup>13</sup> Godin 2014.

<sup>14</sup> Varoufakis 2017, p. 116.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 146.

<sup>17</sup> *Ibid.*

Toussaint, une « stratégie très agressive et rapide de déstabilisation du gouvernement grec »<sup>18</sup>, qui commençait déjà à être mise en application. Au cours des derniers jours de la campagne électorale, Alexis Tsipras reçoit un courriel de la part de Jörg Asmussen, conseiller de la direction du SPD en Allemagne. Il recommandait à Tsipras et à son équipe de chercher à collaborer avec Thomas Wieser, un fonctionnaire important qui, en tant que président du Groupe de travail Eurogroupe, était en théorie le délégué du président de l'Eurogroupe (le néerlandais Jeroen Dijsselbloem, à l'époque)<sup>19</sup>. Varoufakis raconte que, dans le document de travail joint au courriel, qui avait été rédigé par Wieser, on exposait comment était programmée l'asphyxie du gouvernement : « annonce abrupte : il ne fallait pas s'attendre à ce que la BCE nous reverse les sommes dues (environ 1,9 milliard d'euros de bénéfices sur les obligations SMP grecques qu'elle devait nous rendre, en vertu de notre accord), ni qu'elle nous accorde aucun des prêts signés par le gouvernement précédent, dont la Grèce avait besoin pour (faire semblant de) rembourser ses dettes »<sup>20</sup>.

Ainsi, sur la base d'un argument légaliste s'appuyant sur l'arrivée à échéance du second mémorandum (qui consiste, rappelons-le, en une entente de prêts en échange d'un engagement à mener des réformes), la BCE refusait d'émettre les sommes déjà promises<sup>21</sup>. Selon Wieser, cette situation entraînerait rapidement des « problèmes de liquidité » et une « tension des marchés »<sup>22</sup>, euphémismes évoquant une situation où les investisseurs fuiraient la Grèce, les déposants retireraient leur argent, les banques fermeraient et le gouvernement s'écroulerait en même temps que l'économie. Cet avertissement très clair, qui confirmait les intentions déjà manifestées par la BCE, était

---

<sup>18</sup> Toussaint 2018b.

<sup>19</sup> « En théorie », car son poste lui confère en réalité une autonomie plus large.

<sup>20</sup> Varoufakis 2017, p. 144. La BCE avait promis en 2012 de reverser à la Grèce les profits réalisés sur les titres grecs qu'elle détenait (Toussaint 2018b), un montant équivalent au coût total estimé des mesures humanitaires contenues dans le programme de Thessalonique (voir Annexe A).

<sup>21</sup> Comme le souligne Toussaint (2018b), il s'agissait d'une décision purement politique : « en 2014, la BCE avait reversé une partie des bénéfices au gouvernement Samaras malgré le fait que celui-ci était en retard dans l'application du 2<sup>e</sup> mémorandum ».

<sup>22</sup> Varoufakis 2017, p. 144.

suivi par une invitation à déployer une « approche coopérative » avec la troïka afin qu'elle accorde à la Grèce une extension pour ce deuxième « plan d'aide », permettant de mettre en œuvre des négociations en vue d'un nouvel accord<sup>23</sup>. Ainsi, le décor était planté : pour survivre au-delà du 28 février 2015, quand le mémorandum prendrait fin, la négociation d'un prolongement du mémorandum apparaissait comme un impératif. Voilà une couleuvre difficile à avaler pour un nouveau gouvernement promettant une rupture définitive avec le mémorandum et l'austérité.

### 3.1.2 La ligne de Tsipras-Varoufakis

Nous avons évoqué, à la fin du chapitre 2, un processus de déradicalisation de la stratégie du cercle dirigeant de SYRIZA entre les élections législatives de 2012 et celles de janvier 2015. Ainsi, au lendemain de la victoire de SYRIZA, en quoi consistent donc la stratégie et les objectifs du cercle d'Alexis Tsipras? Pour résumer leurs intentions, il s'agissait de rechercher auprès des créanciers, par une négociation menée en toute bonne foi, un nouvel accord post-mémorandum qui soit mutuellement avantageux et qui permette de faire redémarrer la croissance et de rendre la dette soutenable (notamment grâce à une restructuration de la dette)<sup>24</sup>. Pour reprendre l'expression du ministre des Finances Yanis Varoufakis, qui a largement contribué à fixer le cadre de la stratégie du gouvernement, l'objectif était d'arriver à s'entendre sur un « New Deal européen »<sup>25</sup>, c'est-à-dire un accord qui mettrait un terme à l'austérité en Grèce, mais qui aurait aussi le potentiel d'inverser les tendances à l'œuvre en Europe en matière de politiques économiques.

Il convient donc de réaffirmer ce point : malgré leur rhétorique bien ferme qui leur a donné cette image, Tsipras et son cercle ne défendaient pas un programme radical. Ils

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 70.

défendaient, comme le soutient Varoufakis lui-même, « des solutions libérales classiques »<sup>26</sup>. Pour obtenir ne serait-ce qu'une restructuration de la dette, le gouvernement « était prêt à transiger »<sup>27</sup>, et pour montrer sa bonne foi, il va chercher dès les premiers jours à se montrer rassurant auprès des autorités européennes. Par exemple, Yannis Dragasakis et Georges Stathakis, les deux principaux économistes du parti (et figures de l'aile droite de SYRIZA), vont répéter que le gouvernement ne prendrait jamais de décision unilatérale sur la dette (alors que les décisions du congrès du parti indiquaient qu'aucune arme n'était exclue en cas de chantage de la part des créanciers)<sup>28</sup>. Même chose au sujet du statut de la Grèce dans la zone euro : Alexis Tsipras va affirmer, lors d'un passage à Austin, au Texas, que SYRIZA n'abandonnerait jamais l'euro, alors que la position du parti était de refuser de rester inconditionnellement, sans garanties, dans la zone euro<sup>29</sup>. Ce discours de Tsipras s'inscrivait dans une série de voyages qu'il a faits en début de mandat pour accroître sa crédibilité en tant que chef d'État et rassurer les gens importants des milieux de la finance et des affaires. Dans ces occasions, son « pragmatisme » plein de concessions tranchait avec la rhétorique radicale qu'il était plus prompt à employer en Grèce.

Ce double niveau de discours n'a pas aidé à rendre ses intentions claires auprès de la population, et il a suscité des tensions intrapartisanes importantes. Mais surtout, il nous indique que le gouvernement SYRIZA n'était d'aucune façon un gouvernement de rupture : il souhaitait mener une politique de gauche, mais à l'intérieur du cadre existant. Dans une entrevue avec le journaliste Paul Mason (3 février 2015), Yanis Varoufakis résume très bien ses intentions, en parlant de la recherche d'un accord avec les créanciers : « It will be a deal, that within a very short space of time, is going to make it perfectly clear to everyone that Greece can *play along with the rules, within*

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 205.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 104.

<sup>28</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 39.

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 40.



*the rules*, and in a way that puts the Greek crisis away once and for all »<sup>30</sup>. On peut donc difficilement accuser le cercle d'Alexis Tsipras de ne pas avoir donné dans la *realpolitik*. Au contraire, il a préféré remettre en cause les orientations radicales du parti pour pouvoir s'afficher comme un « partenaire responsable », reconnaissant les engagements précédents du gouvernement et respectant scrupuleusement le cadre politique, institutionnel et légal en place (qui était celui du mémorandum). Tsipras et son entourage avaient ainsi espoir qu'en maintenant une certaine fermeté dans les négociations, tout en montrant leur bonne volonté, ils pourraient actualiser le choix démocratique des Grecs dans un nouvel accord honnête qui soit au moins compatible avec les réformes prévues dans le programme de Thessalonique. C'est pourquoi, dès son entrée en poste, Yanis Varoufakis souhaitait négocier une extension du plan d'aide qui arrivait à échéance le 28 février 2015. C'était une façon, en quelque sorte, d'« acheter du temps » pour donner toutes les chances à sa stratégie. Il fallait se donner les moyens, dans un premier temps, de survivre au-delà du 28 février pour ensuite être en mesure de s'asseoir avec les dirigeants européens pour négocier définitivement un accord viable.

### 3.1.3 Négociations pour l'extension du plan : vers l'accord du 20 février

Comme nous l'avons souligné, le cercle restreint de Tsipras, contre les orientations adoptées par le parti, avait décidé de privilégier une approche pragmatique centrée sur la négociation, ce qui impliquerait nécessairement, tôt ou tard, un certain nombre de concessions de la part de la partie grecque en vue d'un nouvel accord viable. Du côté des créanciers, toutefois, rien ne laissait présager la moindre souplesse. À cet égard, la première visite en Grèce du président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, le 30 janvier, a clairement donné le ton. Comme c'est la coutume, il venait rencontrer son nouvel homologue grec, le ministre des Finances Yanis Varoufakis. À l'occasion de

---

<sup>30</sup> Mason et Skarlatos 2015, 5:15-5:31. C'est moi qui souligne.

cette rencontre, en privé, Varoufakis lui signale que le gouvernement reconnaissait avoir hérité d'un certain nombre d'engagements, mais qu'il s'attendait de ses partenaires qu'ils admettent que SYRIZA avait été élu pour renégocier des points essentiels du plan d'aide. Dijsselbloem lui répond toutefois par la menace au premier contact. Il n'était pas question de renégocier quoi que ce soit : le plan serait appliqué tel quel (et donc l'austérité serait prolongée), ou bien le plan allait « crasher » (ce qui mènerait virtuellement à un « Grexit », une sortie de la Grèce de la zone euro)<sup>31</sup>. Cet ultimatum ne laissait évidemment aucune place à la « troisième voie » recherchée par Varoufakis. On garde d'ailleurs de cette rencontre le souvenir d'une prise de bec entre Dijsselbloem et Varoufakis pendant la conférence de presse. Varoufakis va froisser son homologue néerlandais en affirmant que la Grèce refusait de coopérer avec la troïka, une institution désormais jugée illégitime par le gouvernement. Cet épisode va contribuer à lui donner son image de politicien radical dans les médias, mais en réalité, Varoufakis ne va pas remettre en question sa stratégie de négociation, malgré l'hostilité manifeste de la partie européenne.

Quatre jours plus tard, le 4 février, donc une semaine après l'élection de SYRIZA, la Banque centrale européenne va déjà sortir l'artillerie lourde. Elle retire sa dérogation aux banques grecques, coupant ainsi une source majeure de liquidités pour les banques et pour l'État<sup>32</sup>. Il ne reste plus à la Grèce que le mécanisme de financement d'urgence (ELA), ce qui place le gouvernement le dos au mur<sup>33</sup>. Les banques doivent payer plus cher l'accès au crédit de la banque centrale (de sorte que leur santé financière se détériore) et le financement à court terme de l'État grec (via l'achat par les banques de titres du Trésor à court terme) devient plus difficile<sup>34</sup>. En outre, le système bancaire est

---

<sup>31</sup> Varoufakis 2015, p. 177.

<sup>32</sup> Il s'agit du mécanisme décrit à la note 8.

<sup>33</sup> Le programme ELA est un fonds de liquidités d'urgence qui permet à la banque centrale nationale d'alimenter les banques (à coût plus élevé) en cas de crise de liquidité. Il permet donc de sécuriser temporairement le système bancaire grec, sous conditions de respect du programme d'aide européen, mais pas de financer les besoins d'emprunt à court terme de l'État grec (La Tribune 2015).

<sup>34</sup> Toussaint 2018b.

d'autant plus fragilisé que l'épargne continue de fuir de pays très rapidement (à raison d'environ 2 milliards d'euros par semaine<sup>35</sup>), une tendance accélérée par la décision de la BCE. Ce coup de force, qui fera redémarrer la mobilisation populaire à Athènes le lendemain, nous montre que le terme « négociations » n'est pas exactement approprié dans le contexte<sup>36</sup>. Comme le souligne Stathis Kouvelakis, il s'agit plutôt « d'une forme de menace très concrète, alliant chantage politique et rétorsion économique, dans un rapport de forces tout à fait disproportionné »<sup>37</sup>. Outre les implications catastrophiques d'un éventuel effondrement du système bancaire pour l'économie et la société grecques, cela aurait marqué *de facto* la fin de l'expérience de SYRIZA, et ce scénario n'avait rien de fantaisiste.

Une semaine plus tard, le 11 février, Yanis Varoufakis participe à Bruxelles à son premier Eurogroupe, cette instance informelle de l'Union européenne où se rencontrent mensuellement les ministres des Finances des États de la zone euro pour coordonner leur politique économique<sup>38</sup>. Évidemment, la question grecque est à l'ordre du jour, et Varoufakis souhaite que soit établi un mécanisme pour assurer de manière provisoire les liquidités de la Grèce. Cela lui paraît une étape indispensable afin que des négociations puissent avoir lieu en vue d'un nouveau contrat. Il s'adresse ainsi à ses collègues :

Permettez-moi d'être très clair là-dessus : le gouvernement le demande [...] à condition que ce soit le point de départ de vraies négociations, menées de bonne foi, pour créer un nouveau contrat, fondé sur un objectif d'excédent primaire réaliste et des politiques structurelles efficaces et socialement équitables – y compris les nouveaux éléments du programme

<sup>35</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 77.

<sup>36</sup> Selon Toussaint (2018b), il est très clair que cette décision était également politique : « En juin 2014, le bulletin de santé des banques grecques avait été volontairement surévalué par la BCE afin de venir en aide au gouvernement Samaras. [...] Ce qui est certain, c'est que la santé des banques était très mauvaise, que ce soit en 2009, en 2014 ou en 2015 ».

<sup>37</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 77.

<sup>38</sup> Comme le souligne Toussaint (2018b), l'Eurogroupe est en quelque sorte l'institutionnalisation de la troïka, car il réunit la BCE, le FMI, les ministres des Finances de la zone euro et les représentants de la Commission européenne. Selon Varoufakis (2017, p. 238), « l'Eurogroupe n'est là que pour permettre aux ministres de valider et légitimer les décisions prises en amont par les trois institutions ».

précédent que nous acceptons. Nous avons besoin de garanties sur ce point précis. Une telle ouverture ne saurait être interprétée comme l'acceptation de la logique de l'agenda précédent, que les Grecs ont rejeté<sup>39</sup>.

Mais pour les gens autour de la table, toute proposition s'écartant du mémorandum *tel quel* était tout simplement inadmissible, et le choix démocratique des Grecs n'y changeait rien. La réponse du ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble à Varoufakis est sans équivoque : « Des élections ne sauraient changer une politique économique »<sup>40</sup>.

En somme, pour prolonger le plan d'aide, on demandait à Varoufakis de se conformer à toutes les dispositions de l'accord existant (par exemple, le dégagement d'un excédent primaire<sup>41</sup> allant jusqu'à 4,5%), et on le pressait de le faire le soir même. Sous quelque faux prétexte, Jeroen Dijsselbloem va chercher à lui faire croire qu'un refus de ces conditions entraînerait l'avortement de toutes les démarches : « Si nous n'avons pas de communiqué d'ici à ce soir, le parlement finlandais n'aura pas le temps d'approuver l'extension et la BCE sera obligée de tout débrancher le 28 février. Nous n'avons aucune marge. Acceptez le communiqué tout de suite ou le train quitte la gare »<sup>42</sup>. En définitive, sous la directive d'Alexis Tsipras, en communication depuis Athènes (où les rues étaient remplies de manifestants en appui au gouvernement), Varoufakis refusera de signer le communiqué dans ces circonstances. Néanmoins, il raconte avoir bien failli signer, tant la pression était forte. À cet égard, son récit montre bien l'importance de l'élément humain dans ces tractations :

La pièce était aveugle, les lumières fluorescentes. [...] Ce jour-là, j'ai compris pourquoi les ministres des Finances avaient cédé à la pression pour parapher le Renflouistan. [...] Dragasakis ne marchait pas tout à fait droit, [i]l était livide, le visage couvert de sueur, les yeux dans le vague, il respirait avec difficulté. [...] Les ministres des Finances de dix-neuf pays

<sup>39</sup> Varoufakis 2017, p. 240. Varoufakis avait annoncé précédemment qu'il acceptait 70% des mesures contenues dans le mémorandum.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 241.

<sup>41</sup> L'excédent primaire est le surplus budgétaire excluant le service de la dette. Les cibles exigées par les créanciers sont rapportées sur le PIB.

<sup>42</sup> Varoufakis 2017, p. 245.

européens, les dirigeants de la BCE, du FMI et de la Commission européenne, sans compter les conseillers, les interprètes et le personnel d'appoint venaient de perdre dix heures à faire chanter un ministre<sup>43</sup>.

Malgré les menaces lancées lors de cette réunion, dès le lendemain, Dijsselbloem se montre moins intransigeant et prêt à s'entendre sur un plan « modifié ». Le train était retourné à la gare.

Ces nouveaux pourparlers mènent à la réunion de l'Eurogroupe du 20 février, qui débouchera sur un accord pour l'extension du plan d'aide. Yanis Varoufakis va cette fois accepter le communiqué proposé, qui contient quelques concessions mineures dans le vocabulaire (comme des termes volontairement plus ambigus), permettant selon lui une certaine marge de manœuvre dans l'application de l'accord. Ainsi, cet accord va fixer le cadre des négociations pour un nouveau contrat en prolongeant les prêts jusqu'au 30 juin 2015, qui devient la nouvelle date butoir. En contrepartie, selon Stathis Kouvelakis, le gouvernement devra faire au moins trois concessions majeures sur des points stratégiques<sup>44</sup>. D'abord, (1) le gouvernement reconnaît explicitement l'intégralité de la dette, ce qui contredit son objectif d'annuler la plus grande partie de la dette et les efforts entrepris pour qu'elle soit qualifiée de « dette illégitime » (notamment dans le cadre de la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque, qui sera créée en avril 2015). Ensuite, (2) puisque l'accord implique un prolongement du mémorandum, le gouvernement s'engage à ne pas prendre de décisions unilatérales qui pourraient remettre en cause ce cadre, notamment en matière d'objectifs budgétaires et de stabilité financière. Autrement dit, comme le souligne Kouvelakis, cela concerne à peu près toutes les mesures du programme de Thessalonique. Enfin, (3) le gouvernement accepte le prolongement de la surveillance de ses activités par une instance tripartite comprenant la Banque centrale européenne, la Commission européenne et le Fonds monétaire international : c'est le retour de la

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, pp. 247-9.

<sup>44</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 90-1.

troïka, qui revient sous un autre nom, puisque SYRIZA avait promis une rupture définitive. Pour masquer la continuité, on les appellera désormais « les institutions », et le gouvernement devra, comme avant, obtenir leur feu vert pour le déblocage des liquidités<sup>45</sup>.

Ces reculs vont en outre s'accompagner d'un engagement à réaliser une série de réformes préliminaires, marquant de nouveaux reculs par rapport au programme de SYRIZA. On retrouve dans le document en question (qu'on appellera la « liste Varoufakis ») une série de privatisations (notamment des infrastructures), une réforme du secteur public à dépenses constantes (la « liste Varoufakis »), et un engagement à ne modifier la législation du travail qu'en fonction des « best practices », ce qui contredit la promesse du gouvernement de rétablir les conventions collectives et les acquis qui précédaient les mémorandums<sup>46</sup>. Cette liste, exigée à Varoufakis au plus tard le 23 février, est connue du public car elle avait fuité dans les médias. Cela avait mis le ministre des Finances dans l'eau chaude, notamment parce qu'un examen du document avait montré que son auteur était en fait Declan Costello, principal représentant de la Commission européenne au sein de la troïka. Il semblait donc que ces engagements faits aux créanciers provenaient directement... des créanciers eux-mêmes.

Dans ses mémoires, Varoufakis soutient que c'est le résultat d'un authentique sabotage de la part d'un haut fonctionnaire grec, le président du Conseil des économistes George Chouliarakis, qui lui aurait fait croire qu'il en était l'auteur alors qu'il savait que c'était

---

<sup>45</sup> Comme le raconte Helena Sheehan (2016, p. 113), cet accord sera loin de faire l'unanimité au sein de SYRIZA : « A twelve-hour meeting of Syriza MPs divided two-thirds versus one-third for the deal. At the Syriza central committee [28 février et 1<sup>er</sup> mars], a Left Platform resolution against the deal received 41 percent support. Syriza MEPs and MPs, such as Manolis Glezos, Sofia Sakorafa, and Costas Lapavitsas, publicly disavowed the agreement. Glezos apologized to the Greek people for contributing to the illusion that there could be compromise between the oppressors and the oppressed ». Varoufakis (2017, p. 282) sera ébranlé par le désaveu de Manolis Glezos et de Mikis Theodorakis, deux figures phares de la gauche grecque qui étaient ses héros d'enfance.

<sup>46</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 92.

plutôt Costello<sup>47</sup>. Ce ne sera pas la dernière fois que Chouliarakis, à l'intérieur même du ministère des Finances, mettra des bâtons dans les roues à la stratégie gouvernementale, ce qui rend cette anecdote digne d'intérêt. Non seulement Varoufakis et le reste du gouvernement seront-ils décrédibilisés par les médias, mais des tensions naîtront au sein du cabinet même, puisque plusieurs ministres prendront conscience de la liste en même temps que tout le monde. Les actions de Chouliarakis vont éventuellement pousser Varoufakis à le remplacer (c'est un proche de SYRIZA, Nicholas Theocarakis, qui prendra sa place). Au moment de le confronter à ce propos, il apprendra, de sa propre bouche, qu'il avait des liens avec Yannis Stournaras et qu'un poste l'attendait déjà à la Banque de Grèce. Cet épisode a fait réaliser à Varoufakis à quel point son propre ministère était colonisé par la troïka. Il avait déjà compris, dès les premiers jours de son entrée en poste, « qu'un grand nombre de fonctionnaires savaient que leur carrière dépendait plus de leur loyauté vis-à-vis de Bruxelles que du Parlement ou de leur ministre »<sup>48</sup>. Il avait également compris qu'après toutes ces années de crise, « les fonctionnaires s'étaient habitués à la soumission de l'État grec à la troïka »<sup>49</sup>, et avaient donc développé de mauvais réflexes (manque d'autonomie et de vision, application mécanique des directives extérieures). Mais le cas de Chouliarakis lui cause un choc, notamment à cause de l'importance de sa fonction au sein du ministère : « il préférerait travailler directement pour la troïka »<sup>50</sup>. Et rapidement, Thomas Wieser, Jeroen Dijsselbloem et d'autres représentants de la troïka vont protester et faire campagne pour le retour de Chouliarakis.

---

<sup>47</sup> Varoufakis 2017, p. 287.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 269.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 301.

### 3.1.4 Bilan des premières semaines

En somme, que peut-on retenir du premier mois du gouvernement de SYRIZA? Déjà, même si, dans le discours, le gouvernement dit qu'il ne reculera pas, en réalité, il recule. Il est vrai qu'il tend à employer (surtout en Grèce) une rhétorique assez radicale (ou combative à tout le moins) et à réaliser des actions à la symbolique très forte. Par exemple, le lendemain de son élection, Alexis Tsipras s'était rendu à Kaisariani, lieu du massacre de 200 résistants communistes grecs par l'occupant nazi le 1<sup>er</sup> mai 1944, une façon d'inscrire son gouvernement dans « l'histoire profonde du mouvement populaire et de la gauche communiste en Grèce »<sup>51</sup>, mais aussi une façon d'interpeller l'Allemagne quant à ses torts historiques vis-à-vis de la Grèce. Mais l'essentiel de la stratégie du gouvernement reposait sur la négociation : il s'agissait de montrer aux dirigeants européens que SYRIZA était prêt à faire des concessions pour obtenir un accord soutenable, et qu'il n'utiliserait à cette fin que les voies les plus acceptées. Il n'allait pas s'écarter des institutions en place, il allait respecter les accords passés par les gouvernements précédents et il s'abstiendrait de montrer les dents (moratoire des paiements, contrôle des capitaux, menace de Grexit, décotes unilatérales). Il est clair, de la bouche des dirigeants de SYRIZA eux-mêmes, qu'ils souhaitent jouer selon les règles, mais ce sont bien les règles qui ont joué contre eux.

Comme ils le soupçonnaient avant même leur entrée au gouvernement, et comme cela était devenu clair pour tout le monde après le coup de force de la BCE du 4 février, en l'absence d'un accord avec les créanciers le 20 février, les banques n'auraient pas pu ouvrir la semaine suivante. L'emploi de cette arme monétaire montrait à elle seule que le cadre institutionnel et les rapports de force à l'intérieur de la zone euro condamnaient

---

<sup>51</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 18. Autres actions symboliques notables dans les premiers jours : suppression des barbelés autour du Parlement grec, refus des membres de SYRIZA de prêter serment sur la Bible, vente des BMW du gouvernement, réembauche des femmes de ménages des ministères, licenciées en masse par le dernier gouvernement.



à l'impuissance une stratégie fondée sur la négociation, s'accommodant de cet état de fait. Pour tout dire, le gouvernement pouvait déjà mesurer l'importance de la contre-offensive qu'on lui opposait à l'intérieur même de la société et de l'État grecs (Banque de Grèce, hauts-fonctionnaires comme Chouliarakis, médias). Mais, comme s'il souhaitait tester plus en profondeur les postulats libéraux sur la démocratie, le gouvernement SYRIZA va maintenir le cap, va continuer de « jouer selon les règles ». Ni cet engagement, ni le mandat démocratique obtenu des Grecs par SYRIZA, ne vont émouvoir les forces sociales déterminées à éroder sa capacité d'action, qui auront à cette fin tout le champ libre.

### 3.2 Mars-juin : les négociations en vue d'un nouvel accord

#### 3.2.1 Contexte

Le cercle dirigeant de SYRIZA était conscient de l'ampleur des concessions faites pour obtenir l'accord du 20 février, mais il le justifiait ainsi : certes, il faudrait remettre à plus tard la réalisation du programme, mais c'était là un passage obligé pour résoudre le problème des liquidités<sup>52</sup>. Or, rien n'était moins vrai puisque l'économie grecque était condamnée à subir un assèchement des liquidités. Non seulement la dérogation de la BCE n'avait-elle pas été rétablie malgré l'accord (ne laissant que le mécanisme d'urgence ELA aux taux d'intérêt de 1,5%), mais l'économie connaissait une phase récessive limitant donc les entrées d'argent. En outre, les créanciers ne faisaient aucun versement à la Grèce car ils étaient conditionnels aux réformes structurelles exigées et au processus de leur évaluation, ce qui faisait justement l'objet des nouveaux pourparlers. Mais surtout, le gouvernement s'était quant à lui engagé à poursuivre le remboursement intégral de la dette, ce qui vidait rapidement les coffres de l'État. Cela

---

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 103.

représentait des paiements s'élevant à 7 milliards d'euros entre l'accord de février et le 30 juin 2015, à mettre en perspectives avec les 2 milliards d'euros requis pour mettre en œuvre les mesures humanitaires du programme de Thessalonique pour l'ensemble de l'année 2015<sup>53</sup>. Au FMI seulement, l'État grec devait rembourser 5 milliards d'euros durant cette période, plus 3 milliards si on compte les autres versements à réaliser en 2015<sup>54</sup>. Quant à la BCE, elle exigeait le remboursement de plus de 6,5 milliards d'euros pour juillet-août 2015.

Ainsi, il est difficile de croire que l'accord du 20 février pouvait vraiment permettre au gouvernement d'« acheter du temps ». En réalité, semaine après semaine, sa capacité d'action se réduisait à mesure qu'il payait les créanciers et que se vidaient les coffres de l'État. Cela préfigurait une issue où un troisième mémorandum, et donc de nouveaux prêts, seraient nécessaires pour payer les anciens. Entre-temps, le gouvernement s'acharnait pour trouver les liquidités nécessaires pour éviter un défaut de paiement. Pour tenir plus longtemps, on lui suggérait de s'attaquer « aux réserves des établissements publics mais non gouvernementaux, tels que les fonds de pension, les universités, les entreprises de service public ou les collectivités territoriales »<sup>55</sup>, et même les hôpitaux. Le gouvernement aura effectivement largement recours à ces transferts de liquidités (seules les caisses d'assurance et les caisses de Sécurité sociale seront épargnées)<sup>56</sup>.

Donc, encore une fois, le terme « négociation » convient difficilement puisqu'il donne l'illusion d'une certaine symétrie dans les rapports de force. L'offensive des agents de

<sup>53</sup> Toussaint 2018b. Selon les estimations de l'auteur, Tsipras n'a pas dépensé plus de 200 millions d'euros pour répondre à la crise humanitaire entre février et juin 2015.

<sup>54</sup> Versements dus au FMI, compilés dans Toussaint 2018b :

12 février 2015	747 695 915 €		20 mars 2015	336 470 163 €
6 mars 2015	299 084 589 €		9 avril 2015	448 626 883 €
13 mars 2015	336 470 163 €		12 mai 2015	747 695 915 €
16 mars 2015	560 783 604 €		30 juin 2015	1 532 808 519 €

<sup>55</sup> Varoufakis 2017, p. 323.

<sup>56</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 104.

la troïka suit son cours et va contraindre toujours plus la capacité d'action du gouvernement grec. En position de faiblesse, il va progressivement multiplier les concessions jusqu'à la fin. On peut résumer la stratégie de la partie européenne par cette déclaration non dénuée de cynisme formulée par Jeroen Dijsselbloem le 10 mars 2015 : « s'il y a une pression sur la liquidité de l'État grec, ceci pourrait aider à accélérer la mise en œuvre des réformes »<sup>57</sup>. Si le gouvernement grec avait choisi de s'en tenir au dialogue, la troïka, quant à elle, privilégiait clairement la voie de la coercition. Cette déclaration faisait elle-même écho à celle de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, en entrevue au Figaro le 28 janvier 2015 : « Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens »<sup>58</sup>. Cette phrase, qui a le mérite d'être claire, laissait présager la suite des événements.

### 3.2.2 Déroulement des négociations

Varoufakis avait espoir que l'accord du 20 février lui accorde une certaine souplesse dans l'application des réformes exigées, et qu'il jette les bases pour une nouvelle ronde de négociations où pourrait naître un nouveau contrat post-mémorandum. Or, il est refroidi dès le 24 février, à l'occasion d'un Eurogroupe par téléphone, où on lui fait comprendre très clairement que les pourparlers seraient strictement circonscrits au mémorandum. La liste de réformes préliminaires (qu'on avait exigée à Varoufakis) constituait déjà pour le gouvernement un compromis difficile, mais elle ne représentait pas, comme il l'espérait, un nouveau départ. De la bouche de Letton Dombrovski, vice-président de la Commission européenne : « cette liste ne saurait remplacer le MoU [memorandum of understanding], qui constitue la base légale du plan »<sup>59</sup>. Malgré sa déception, Varoufakis continue à espérer que les négociations pourront déboucher sur un accord viable. L'objectif des pourparlers, qui seront entamés à l'Eurogroupe du 9

---

<sup>57</sup> Godin 2015a.

<sup>58</sup> Mével 2015.

<sup>59</sup> Varoufakis 2017, p. 288.

mars, consiste à s'entendre sur un agenda de réformes pour la mi-avril (réformes conditionnelles au versement des prêts déjà promis, qui s'élèvent à 7,2 milliards d'euros).

Le 1<sup>er</sup> mars, on annonce à Varoufakis que la troïka s'apprêtait à s'installer à Athènes pour le déroulement des négociations. C'était une pratique courante depuis le début de la crise, qui montrait chaque fois avec netteté le contrôle exercé par les techniciens et les représentants de la troïka sur les affaires grecques. À ces occasions, ceux-ci jouissaient même d'un libre accès aux ministères pour y récolter des données et superviser l'application des réformes, ce qui était jugé humiliant par les Grecs. Le gouvernement SYRIZA a donc refusé que les négociations aient lieu dans ces conditions, pour des raisons symboliques mais surtout stratégiques. Selon Varoufakis, cela aurait contribué à réduire encore plus leur rapport de force, car les gestionnaires de la troïka auraient exigé des concessions des ministères en appliquant scrupuleusement leur programme, et auraient été fermés à toute discussion politique sur l'austérité ou la restructuration de la dette. À cause de ce refus, le gouvernement sera accusé de ralentir le processus<sup>60</sup>.

À l'occasion de l'Eurogroupe du 9 mars, les créanciers consentent à ce que les négociations (sur la restructuration de la dette, la politique budgétaire, l'agenda de réformes) se déroulent à Bruxelles plutôt qu'à Athènes, à condition que leurs équipes techniques soient à Athènes pour rassembler les données nécessaires<sup>61</sup>. Selon cet accord, les techniciens ne s'adresseraient qu'aux techniciens grecs et s'abstiendraient de débattre de décisions politiques<sup>62</sup>. Et comme le gouvernement SYRIZA veut éviter

---

<sup>60</sup> Selon Varoufakis, cette accusation était d'autant plus discutable que les créanciers refusaient eux-mêmes d'avaliser la liste de réformes qu'il avait soumise, en vue de leur mise en œuvre rapide et du versement des prêts déjà consentis.

<sup>61</sup> Ce groupe de travail (menant des discussions parallèles à celles de l'Eurogroupe) sera appelé le « Groupe de Bruxelles ». C'est *grosso modo* le nouveau nom de la troïka. Varoufakis y sera représenté par son suppléant Nicholas Theocarakis, qui avait succédé à ce poste à George Chouliarakis.

<sup>62</sup> Varoufakis 2017, p. 334.

qu'on revienne aux usages qui prévalaient avant son entrée au pouvoir, on décide de leur refuser le libre accès aux ministères et de les confiner au Hilton en ébruitant le moins possible leur présence<sup>63</sup>. Cette ronde de négociation va néanmoins prendre fin abruptement le 17 mars : sous l'instruction d'Alexis Tsipras et de Yanis Varoufakis, Nicholas Theocarakis va suspendre les pourparlers pendant la téléconférence du Groupe de travail Eurogroupe et quitter la conversation. Si on en croit la partie européenne, dont la version des faits a largement été reprise dans les médias en Grèce et à l'international, c'est le gouvernement grec, et en particulier la figure de Varoufakis, qui sont à blâmer pour cet échec. Il est vrai que les ministères grecs peinaient parfois à fournir les données demandées par la troïka<sup>64</sup>, notamment parce que certains ministres refusaient volontairement de coopérer avec cette institution jugée illégitime. Cela rendait la tâche des négociateurs grecs plus ardue.

Néanmoins, si on en croit le témoignage de Varoufakis et d'observateurs gravitant autour de SYRIZA, c'est la troïka qui est responsable de l'impasse finale :

Le Groupe de Bruxelles tournait en rond, car la troïka refusait systématiquement nos propositions sans en avancer une seule de son côté. [...] Pendant ce temps-là, les médias *mainstream*, dont les grecs, affirmaient que nous étions incapables d'avancer un plan chiffré pour répondre aux propositions « minutieusement préparées » par les institutions. Le gouffre entre ces reproches et la réalité a fini par me convaincre que nous allions droit dans le mur<sup>65</sup>.

Ainsi, les pourparlers étaient complètement infructueux et tournaient en rond. Quant aux demandes des techniciens dépêchés à Athènes, parfois jugées tout simplement

---

<sup>63</sup> Depuis, les gestionnaires de la troïka chargés de surveiller la mise en œuvre des réformes sont appelés par les Athéniens le « gouvernement Hilton » (Kouvélakis 2018, p. 27).

<sup>64</sup> Varoufakis 2017, p. 336. Il faut noter que cette soif de données avait quelque chose d'étrange. L'emprise institutionnelle de la troïka sur l'État grec faisait en sorte qu'elle avait déjà une connaissance intime de ses affaires. Comme le soulève Kouvélakis (2018, p. 27), dès leurs premiers jours au gouvernement, les ministres de SYRIZA avaient été frappés de constater que la troïka avait bien plus de connaissances qu'aucun gouvernement grec sur la moindre petite dépense du moindre petit bureau de l'administration publique du pays. Selon Varoufakis (2017, p. 335), la troïka « avait en général connaissance de ces chiffres avant nous ».

<sup>65</sup> Varoufakis 2017, p. 348.

absurdes<sup>66</sup>, elles mobilisaient énormément de temps et de ressources humaines. Si bien que plusieurs y ont vu une tentative de faire stagner la discussion politique en y substituant des considérations techniques, en vue de l'application stricte du mémorandum. Mais, à l'inverse, c'est finalement le caractère politique des demandes des techniciens qui convaincront le gouvernement grec de l'échec des démarches en cours<sup>67</sup>.

Ainsi, même Varoufakis, qui gardait un certain optimisme vis-à-vis de ces démarches, commençait à perdre ses illusions quant à la possibilité de faire appel à la « bonne foi » des créanciers. Il fallait constater que la partie européenne n'avait aucunement l'intention d'autoriser un cadre où la Grèce pourrait rompre avec l'austérité, ce qui constituait une condition essentielle à l'application du reste du programme de SYRIZA, visant non seulement la relance économique mais également le déploiement d'une aide d'urgence (qui tardait encore) aux populations les plus touchées par la crise. D'ailleurs, le jour même du renvoi des techniciens de la troïka, Declan Costello<sup>68</sup> lui faisait parvenir un courriel dans le but de le dissuader de soumettre au Parlement le projet de loi sur la crise humanitaire (qui ne représentait qu'une fraction des mesures contenues dans le programme de Thessalonique) : « vous agirez unilatéralement et sans véritable cohérence, à l'encontre de vos engagements »<sup>69</sup>. Pour Varoufakis, c'était au contraire le moment idéal pour présenter son projet au Parlement, et pour montrer à tous, courriel à l'appui, « que la troïka était opposée à l'idée d'étendre l'aide d'urgence aux familles grecques les plus démunies »<sup>70</sup>.

---

<sup>66</sup> La troïka exigeait parfois l'accès à des services ministériels déjà entièrement sous son contrôle (voir note 64).

<sup>67</sup> Varoufakis (2017, p. 337) raconte : « le 15 mars, une liste de questions grotesques liées aux retraites nous est parvenue et Alexis s'est exclamé : « Trop, c'est trop! » [...] Il s'agissait de questions exclusivement politiques ».

<sup>68</sup> Principal représentant de la Commission européenne au sein de la troïka.

<sup>69</sup> Varoufakis 2017, p. 339.

<sup>70</sup> *Ibid.* Les mesures retenues ne représentaient que 200 millions d'euros et ne visaient en effet que les plus pauvres puisque le seuil d'accès était fixé à 400 euros par mois pour une famille de quatre

Le gouvernement grec donnait ainsi l'impression de tenir tête, mais il n'en demeure pas moins qu'il se trouvait désormais dans une impasse. Non seulement les négociations avaient-elles tourné en rond pendant tout le mois de mars, mais à la fin du mois, selon Varoufakis, les dernières liquidités de l'État grec avaient été dépensées pour rembourser le FMI<sup>71</sup>. Ce constat le poussait à réévaluer sa stratégie fondée sur la négociation : il était maintenant prêt à faire appel à un « plan de dissuasion » pour se préparer à une confrontation plus violente avec la partie européenne. Il souhaitait aller en défaut de paiement, appliquer une décote unilatérale des obligations SMP détenue par la BCE<sup>72</sup> et activer un système de paiement parallèle susceptible de garder l'économie à flot en cas de fermeture des banques. Ces mesures dissuasives ne seront néanmoins jamais adoptées. En effet, le 5 avril, le ministre des Finances grec s'entretient avec Christine Lagarde, directrice générale du FMI, et juge cette conversation très fructueuse. Puisqu'elle démontre une certaine volonté de s'entendre sur des réformes qui émaneraient de la partie grecque, en lieu et place du mémorandum, cela le convainc d'essayer de mettre en forme un plan anti-mémorandum cohérent à proposer aux créanciers pour le remplacer. Ce n'était pas la première fois qu'un membre du gouvernement entretenait l'illusion que le FMI pourrait agir comme un allié dans les négociations, étant donné sa position plus critique vis-à-vis du bilan de l'austérité en Europe.

Les démarches de Varoufakis (comme celles de Tsipras auprès de la chancelière allemande Angela Merkel) seront vaines et, à l'Eurogroupe du 24 avril à Riga, on fera le constat de l'échec des négociations. Suite à cette réunion, qui sera l'occasion d'une

---

personnes (Kouvélakis et Cukier 2015, p. 96). Notamment : rétablissement du courant chez les plus démunis, aide alimentaire, relèvement des petites retraites.

<sup>71</sup> Varoufakis 2017, p. 348.

<sup>72</sup> La BCE détenait encore des dizaines de milliards d'euros d'obligations de l'État grec dans le cadre du Securities Market Program (SMP). La menace d'une décote unilatérale, selon Varoufakis (2017, p. 89), pourrait dissuader la BCE d'imposer à la Grèce un scénario de fermeture des banques.

attaque concertée des médias et de la partie européenne contre le gouvernement grec (et en particulier contre la personne de Varoufakis<sup>73</sup>), qu'on accusera d'être responsable de cet échec, on verra un véritablement délitement de la stratégie de la partie grecque. À partir de ce moment, de plus en plus de concessions seront faites dans les négociations, autant dans la forme que sur le fond. Sur la forme, le 27 avril, le « cabinet de guerre » (cercle étroit d'Alexis Tsipras) décide de sacrifier Nicholas Theocarakis (le suppléant du ministre des Finances, et l'interlocuteur du « Groupe de Bruxelles » dans les négociations) pour remettre en selle George Chouliarakis, haut fonctionnaire pro-troïka dont la partie européenne (Dijsselbloem en particulier) souhaitait le retour. Au cours de la même réunion, on remplace Yanis Varoufakis par Euclide Tsakalotos au poste de chef de l'équipe de négociateurs. Selon Varoufakis, les négociations étaient néanmoins clairement sous la responsabilité de Chouliarakis<sup>74</sup>.

Sur le fond, la partie grecque devient prête à céder assez facilement sur un certain nombre de points cruciaux. Par exemple, dès le 27 avril, Alexis Tsipras (convaincu que c'est la condition pour obtenir un accord et une restructuration de la dette) envisage d'accepter de viser un excédent budgétaire primaire de 3,5% du revenu national jusqu'en 2028. Selon Varoufakis, qui le confronte à ce sujet après avoir découvert le document de travail, c'était une idée absurde : « À part Singapour et la Norvège, aucun pays au monde n'a jamais affiché un excédent budgétaire primaire de 3,5% pendant dix années de suite »<sup>75</sup>. En outre, les créanciers n'auraient aucun intérêt à proposer une restructuration de la dette si la Grèce leur promettait de tels excédents budgétaires, qui

---

<sup>73</sup> Comme le souligne Rosa Moussaoui (2015), « le traitement médiatique réservé à Yanis Varoufakis en dit long sur la diabolisation des opposants aux choix d'austérité. Certains éditorialistes ont épuisé, à son propos, le champ lexical de « l'arrogance » et de « l'agressivité ». D'autres ont scruté jusqu'à ses codes vestimentaires pour y traquer les preuves de sa forfaiture. « Guidé par l'idée simple (...) que l'on cède toujours plus vite devant un homme musclé, dangereux et si désespéré qu'il ne respecte plus la moindre règle, il soigne de près sa toilette », lit-on dans M, le magazine du Monde, qui fustige « l'homme au crâne rasé et à la mâchoire carrée » apparu lors d'une visite officielle « vêtu d'une parka en cuir noir évoquant les pires heures du proxénétisme » ».

<sup>74</sup> Varoufakis 2017, p. 387.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 384.



sont exigés précisément afin que soit payée la dette (ou plutôt les intérêts sur la dette). Dans les négociations, le gouvernement grec ne concèdera pas de tels objectifs d'excédents primaires avant plusieurs semaines, mais ce document de travail nous montre dans quel état d'esprit se trouvait l'entourage de Tsipras immédiatement après l'Eurogroupe de Riga. Autres concessions envisagées le 27 avril (cette fois publiquement, dans le but que les négociations reprennent) : utiliser la moitié des recettes des futures privatisations pour rembourser la dette (privatisations auxquelles s'opposait SYRIZA dans son programme), différer la hausse du salaire minimum à juin 2016 et baisser les retraites complémentaires les plus élevées<sup>76</sup>. Ainsi, à mesure que se concrétisaient les scénarios-catastrophes, la partie grecque devait se résoudre à franchir les « lignes rouges » qu'elle s'était fixées. En avril seulement, les entreprises et les ménages avaient retiré 4,9 milliards d'euros de leurs comptes, aggravant une chute de 5 mois pendant laquelle les dépôts avaient reculé de plus de 12%<sup>77</sup>.

Les négociations reprennent le 30 avril (avec le « Groupe de Bruxelles », la troïka), mais elles en sont toujours au point de départ puisque le discours des créanciers reste le même depuis mars : ils veulent qu'Athènes reprenne la liste des mesures qui avait été établie il y a deux ans, au moment de l'adoption du deuxième mémorandum<sup>78</sup>. Un jour plus tôt, devant l'« incertitude » de l'issue des négociations, l'agence Moody's avait dégradé la note souveraine de la Grèce à Caa2 (en dessous des obligations à risque, mais au-dessus d'une situation de défaut)<sup>79</sup>. La pression exercée sur Athènes donne ses fruits : à l'occasion de l'Eurogroupe du 11 mai, on se « félicite » des « progrès réalisés », signe qu'un accord est désormais possible entre Athènes et ses créanciers<sup>80</sup>, et donc que le gouvernement grec avait multiplié les concessions pendant les derniers jours. Néanmoins, à la fin du mois de mai, les négociations achoppent

---

<sup>76</sup> Ducourtieux et Guillot 2015.

<sup>77</sup> Hope 2015.

<sup>78</sup> Ducourtieux 2015.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> Ducourtieux 2015b.

toujours sur la question des surplus primaires et des retraites (par exemple, le FMI exigeait de faire passer la retraite de 65 à 67 ans, une « ligne rouge » encore maintenue par la partie grecque).

Au début du mois de juin, un défaut de paiement au FMI se profile, ce qui pousse les créanciers de la Grèce à soumettre une proposition commune d'accord. Cette proposition, remise en main propre au premier ministre Alexis Tsipras le 3 juin par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, portait sur une série de réformes (retraites, droit du travail, privatisations, TVA) à mettre en place en Grèce en échange des prêts restant encore à verser dans le cadre du deuxième mémorandum (7,2 milliards d'euros)<sup>81</sup>. Cette proposition s'organisait autour de l'exigence d'un excédent primaire de 1% en 2015, de 2% en 2016, et de 3% puis 3,5% à partir de 2017 : des objectifs extrêmement lourds pour rembourser la dette, fidèles à la logique des mémorandums<sup>82</sup>. Selon des économistes du *Financial Times*, les mesures fiscales demandées étaient l'équivalent de 12,5% du PIB sur les quatre années suivantes : « C'est une nouvelle purge qui est demandée à l'économie grecque »<sup>83</sup>.

Cette proposition sera rejetée par la partie grecque, mais la contre-proposition soumise par Alexis Tsipras (un document de 47 pages qui va fuiter), révèle que le gouvernement concédait désormais l'essentiel de ce qui avait été exigé par les créanciers au cours des derniers mois. Selon Stathis Kouvelakis, qui faisait partie du caucus de SYRIZA, c'est à ce moment qu'on a eu la confirmation que les négociateurs grecs avaient accepté le cadre des politiques d'austérité et qu'ils avaient reculé sur les engagements les plus fondamentaux de SYRIZA<sup>84</sup>. En matière de surplus budgétaires, on s'engageait à viser un excédent primaire de 0,6% du PIB en 2015, puis 1,5% en 2016, 2,5% en 2017 et

---

<sup>81</sup> Ducourtieux et Guillot 2015b.

<sup>82</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 124.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>84</sup> *Ibid.*

enfin 3,5% jusqu'en 2022<sup>85</sup>. Le document contenait également un programme de privatisations accru (11 milliards) ainsi qu'une réforme du programme de pré-retraite (qui serait inaccessible avant 62 ans).

Ces concessions ne suffisent pas néanmoins à obtenir un accord. Le FMI conserve la ligne dure du « zéro déficit » pour le régime de retraite, ce qui implique une nouvelle baisse des pensions, inacceptable pour Alexis Tsipras<sup>86</sup>. Les créanciers exigent également des taxes plus élevées que celles proposées par Athènes (notamment pour les médicaments, l'hôtellerie, l'énergie et l'eau), des privatisations supplémentaires (en particulier des entreprises de production et de transport d'électricité) et des cibles d'excédent primaire plus élevées. Cette nouvelle impasse survient dans un contexte où le gouvernement grec a définitivement épuisé ses recours pour parvenir à honorer ses paiements au FMI. Pour éviter un défaut de paiement au FMI dans l'immédiat (dès le 5 juin), ce qui pourrait avoir des conséquences imprévisibles, Athènes demande le 4 juin de reporter tous les paiements du mois en cours à la date du 30 juin (la fin du mémorandum), où un paiement global de 1,6 milliard devra être effectué<sup>87</sup>.

À la mi-juin, alors qu'un accord tarde toujours à se concrétiser, la pression sur la Grèce monte encore d'un cran. Le 11 juin, le journal *Le Monde* titre : « Athènes au bord du précipice »<sup>88</sup>. Alors qu'approche la date butoir du 30 juin, les références au Grexit (et les menaces ouvertes) sont multipliées du côté de la partie européenne, une ligne dure défendue avec insistance par le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble<sup>89</sup>. Le 17 juin, la pression vient cette fois-ci de l'intérieur, avec de nouvelles interventions politiques du directeur de la banque centrale grecque, Yannis Stournaras. Il sonne

---

<sup>85</sup> Meir et Simantke 2015.

<sup>86</sup> Ducourtieux et Guillot 2015c.

<sup>87</sup> Ducourtieux 2015c.

<sup>88</sup> Ducourtieux, Guillot et Lemaître 2015.

<sup>89</sup> Dans un entretien avec Yanis Varoufakis (2017, p. 402), Schäuble pousse sa logique au maximum, montrant que la coercition est au cœur de son projet pour une Europe néolibérale : « La zone euro sera beaucoup plus forte si le Grexit sert à discipliner les autres ».

l'alerte au sujet des risques d'un « défaut de paiement de la Grèce puis, au bout du compte » d'une « sortie du pays de la zone euro et, très probablement, de l'Union européenne », si le gouvernement n'accepte pas les termes de Bruxelles<sup>90</sup>. Dans l'entourage de SYRIZA, on considère que Stournaras viole son devoir de réserve et contribue délibérément à déstabiliser les marchés et accélérer la fuite des capitaux. Dans le *Telegraph*, Ambrose Evans-Pritchard insiste sur l'importance de cet événement : « Never before has such a "monetary policy" report been published by the central bank of a developed country, or indeed any country. It is a political assault on its own elected government »<sup>91</sup>. La situation était déjà critique : dans les jours précédents, les banques grecques avaient subi des sorties de capitaux plus fortes que d'habitude, s'élevant à 850 millions d'euros le 15 et le 16 juin<sup>92</sup>. Le 17 juin, c'est 800 millions d'euros qui étaient « sortis », puis 1 milliard le 18 juin, ce qui dépassait les montants injectés en parallèle par la BCE avec le relèvement du plafond de l'aide d'urgence (ELA)<sup>93</sup>.

Le 21 juin, devant la menace de la mise en place d'un contrôle des capitaux en Grèce, Alexis Tsipras fait parvenir à Bruxelles une liste de réformes avec de nouvelles concessions (sur les surplus et les retraites), accueillie comme « une bonne base pour un accord » par Jean-Claude Juncker et Jeroen Dijsselbloem<sup>94</sup>. Mais ces concessions sont encore jugées insuffisantes, ce qui pousse l'équipe de négociation grecque, sous une pression grandissante, à coucher sur papier des concessions supplémentaires, notamment la suppression du petit revenu de « solidarité » pour les retraités touchant moins de 200 euros par mois<sup>95</sup>. Deux jours plus tard, Bruxelles accueille positivement

---

<sup>90</sup> Guillot 2015.

<sup>91</sup> Evans-Pritchard 2015.

<sup>92</sup> Ducourtieux 2015d.

<sup>93</sup> *Ibid.* Depuis novembre 2014, c'est 30 milliards d'euros qui avaient fui.

<sup>94</sup> Ducourtieux et Guillot 2015d.

<sup>95</sup> Varoufakis (2017, p. 428) doutait que cette mesure en particulier puisse recevoir l'appui des députés SYRIZA, mais Chouliarakis et ses adjoints étaient confiants : « Des députés d'autres partis la voteront ».

ces changements, comme le racontent Cécile Ducourtieux et ses collègues dans *Le Monde* :

Le ton a certes complètement changé à Bruxelles : il n'est plus question de menacer la Grèce de sortie de la zone euro, de "Grexit". L'accord semble en vue. [...] "*La pression a payé*", ont constaté, satisfaites, plusieurs sources lundi, faisant référence à l'alerte sur les sorties de capitaux des banques grecques de la semaine précédente (jusqu'à 5 milliards d'euros ont été retirés sur la semaine, selon une source européenne)<sup>96</sup>.

La pression « avait payé », mais pas encore assez puisqu'à l'Eurogroupe du 25 juin, Jeroen Dijsselbloem annonce qu'il n'y a toujours pas d'accord, avant de distribuer la proposition finale de la troïka.

Il s'agissait d'une proposition de financement jusqu'en novembre 2015 (15,5 milliards d'euros), conditionnelle à des mesures d'austérité draconiennes, des privatisations massives et une remise en cause de la souveraineté de la Grèce dans différents domaines<sup>97</sup>. Cela dépassait tout ce qui avait déjà été sur la table en termes de reculs pour le gouvernement, sans aucune perspective d'allègement ou de restructuration de la dette (si ce n'est l'engagement timide à faire une analyse de la soutenabilité de la dette). À quelques jours de la date butoir du 30 juin, cette proposition avait tout l'air d'un ultimatum, une impression renforcée par le discours de certains représentants de la partie européenne comme Gunther Oettinger, commissaire européen à l'économie : « Un Grexit sera inévitable s'il n'y a pas de solution dans les cinq prochains jours »<sup>98</sup>. Le 26 juin, convaincu que les perspectives d'un accord sont inexistantes, après des jours et des nuits d'intenses négociations à Bruxelles, Alexis Tsipras décide de s'en remettre au peuple.

---

<sup>96</sup> Ducourtieux, Chastand et Guillot.

<sup>97</sup> Varoufakis 2017, p. 431.

<sup>98</sup> Ducourtieux, Revault d'Allonnes et Chastand.

### 3.2.3 Bilan (mars-juin)

Dans ses mémoires, Yanis Varoufakis nous fait part d'une étrange réflexion qu'il aurait eue suite à l'accord du 20 février sur l'extension du plan d'aide :

Scénario le plus probable : la prolongation était un leurre visant à retarder la solution ; ils attendaient que notre popularité s'essouffle, ainsi que nos réserves de liquidités, jusqu'à la date d'expiration, en juin, où notre gouvernement serait à bout de forces et capitulerait<sup>99</sup>.

Cette réflexion est très juste : c'est précisément ce qui s'est passé. Mais alors, pourquoi se lancer dans une stratégie de négociation perdue d'avance? Varoufakis, Tsipras et leur entourage voulaient-ils « donner une chance » à la partie européenne, espérant « changer l'Europe de l'intérieur »? Pensaient-ils que leur fermeté rhétorique, jumelée à quelques mesures de « dissuasion » (selon le projet avorté de Varoufakis) suffiraient à faire pencher les négociations en leur faveur? Nous aurons l'occasion de revenir sur ces questions, mais d'emblée, la réflexion de Varoufakis nous indique que les décisions prises par le gouvernement dans ses premiers jours ont été tout à fait cruciales. Ces décisions, qui ont mené à l'accord du 20 février, ont été prises dans un contexte extrêmement difficile, où la troïka (et les forces sociales en Grèce adhérant à son projet) a usé de toutes ses armes pour contraindre le gouvernement. Ainsi, cet accord, conclu sous la menace imminente de la fermeture des banques, a consacré la position de faiblesse de la partie grecque dans les négociations.

De fait, cinq mois de négociations n'ont conduit à aucune avancée du côté du gouvernement grec, au contraire. Comme le souligne Stathis Kouvelakis, « cela montre bien qu'il ne s'agit en aucun cas d'une négociation mais d'une procédure qui vise à obtenir un nombre croissant de concessions et de reculs du gouvernement grec »<sup>100</sup>. C'est pourquoi les négociations prenaient cette forme étrange, allers-retours

---

<sup>99</sup> Varoufakis 2017, p. 272.

<sup>100</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 124.

incessants et improductifs, s'étirant constamment sans perspective d'accord. On a accusé le gouvernement grec à répétition de « bloquer les négociations », mais en réalité c'est la partie européenne qui, en substance, n'a jamais abandonné sa position initiale. Pour tout dire, rien ne la contraignait à se montrer moins inflexible. Le temps jouait en sa faveur, et donc l'étirement des négociations ne pouvait profiter qu'à elle. Elle n'avait pas non plus intérêt à se montrer accommodante puisque, comme le suggérait Wolfgang Schäuble, il était primordial de discipliner les autres pays de la zone euro<sup>101</sup>. Yanis Varoufakis, qui plaçait pourtant de l'espoir dans la « bonne foi » des créanciers, comprenait cela : « Les créanciers se fichaient de récupérer leurs sous. Ce qui comptait, c'était leur autorité, or elle se voyait défiée par un gouvernement de gauche dont la réussite, s'il arrivait à négocier un *new deal* pour son pays, était leur pire cauchemar »<sup>102</sup>.

Évidemment, les dynamiques enclenchées par l'accord du 20 février n'ont laissé que bien peu de place à l'application du programme de Thessalonique. La prolongation du mémorandum a elle-même rendu caduques plusieurs des engagements de SYRIZA (voir 3.1.3), mais l'enfermement du gouvernement dans les négociations et la pression exercée sur les liquidités de l'État grec l'ont privé des ressources (humaines et matérielles) nécessaires pour appliquer les mesures phares de ce programme. En théorie, le second mémorandum prévoyait encore des versements s'élevant à plusieurs milliards d'euros, mais ces sommes étaient retenues précisément parce qu'elles étaient conditionnelles à des objectifs d'austérité et de restructurations néolibérales complètement incompatibles avec des mesures keynésiennes comme celles que

---

<sup>101</sup> Voir note 89.

<sup>102</sup> Varoufakis 2017, p. 125. Nous avons souligné au chapitre 2 qu'il était primordial pour les économies du « centre » de l'Europe de protéger leurs banques d'un éventuel défaut de paiement de l'État grec. Néanmoins, selon Varoufakis (2017, p. 29), les institutions et les gouvernements européens impliqués dans la crise grecque savaient que la *troïka* « échouerait à recouvrir l'argent ayant servi à refinancer la dette publique de la Grèce ». Comme le soutient Lukas Oberndorfer (2015, p. 195), ils cherchaient également à empêcher une politique économique et sociale expansive, qui augmenterait le rapport de force des syndicats et des mouvements sociaux.

contenait le programme de Thessalonique. Résultat : selon les estimations d'Éric Toussaint, Tsipras n'a pas dépensé plus de 200 millions d'euros pour répondre à la crise humanitaire entre février et juin 2015, ce qui est largement insuffisant<sup>103</sup>. Et malgré l'urgence évidente que représentait cette crise, les représentants de la troïka se sont permis de montrer leur opposition aux quelques mesures qui ont effectivement été mises en place.

Pendant cette période, outre la loi contre la pauvreté, le gouvernement a tout de même réussi à réaliser quelques mesures de démocratisation qui étaient contenues dans le programme de Thessalonique. Notamment : la loi sur la réforme des prisons et du régime de détention, et la remise sur pied de l'ERT (la télévision et radio d'État), qui avait été dissoute par le gouvernement précédent. Mais comme le soulève Stathis Kouvelakis, elles n'allaient pas en contradiction avec l'accord du 20 février : « elles n'ont pu être prises que parce qu'elles n'entraînent pas de coût fiscal, et qu'elles ne changent pas la situation économique du pays »<sup>104</sup>. Une autre mesure notable est la mise sur pied le 1<sup>er</sup> avril de la Commission parlementaire pour la vérité sur la dette publique grecque, qui devait remettre en cause la légitimité même de la dette (voire sa légalité, dans certains cas). Cette initiative radicale contrastait avec la stratégie du gouvernement car elle émanait plutôt de la présidente de la Vouli, Zoé Konstantopoulou, qui s'imposait progressivement comme la représentante de la faction « rupturiste » dans SYRIZA. Toutefois, bien qu'elle figurait effectivement dans le programme de Thessalonique, cette démarche était condamnée à l'impuissance depuis l'accord du 20 février, qui reconnaissait formellement la dette. Certes, comme le souligne Kouvelakis, cette commission constituait potentiellement une arme politique puissante pour le gouvernement grec dans sa confrontation avec les créanciers, ce qui explique la vive opposition qui s'est déclenchée contre elle et contre la personne de

---

<sup>103</sup> Toussaint 2018b.

<sup>104</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 97.



Zoé Konstantopoulou<sup>105</sup>. Mais la stratégie gouvernementale était complètement déphasée<sup>106</sup>.

En somme, le déroulement des négociations entre mars et juin montre que le gouvernement grec avait les mains liées par l'accord du 20 février, qui n'avait pas réglé, comme il l'espérait, son problème de liquidité. Au contraire, puisque le gouvernement avait mis les doigts dans l'engrenage des remboursements. Rapidement, il n'était plus question pour le gouvernement d'appliquer le programme de Thessalonique. En fait, les négociations ne laissaient nullement entrevoir la possibilité de conclure un accord qui soit compatible avec la plate-forme électorale de SYRIZA. Ainsi, à partir du mois d'avril, après avoir cherché à maintenir ses « lignes rouges » en place, le gouvernement se met à céder beaucoup plus rapidement. Les concessions faites aux créanciers sont multipliées, sans toutefois qu'un accord ne semble à portée de main. En juin, comme le raconte Kouvélakis, même un « compromis honorable » paraissait devenir un objectif inatteignable : « Il s'agit désormais de sauver les apparences »<sup>107</sup>. Les négociations semblaient s'étirer. La partie grecque espérait un accord qu'elle puisse au moins présenter comme une concession arrachée aux créanciers. Quant aux dirigeants européens, ils voulaient obtenir l'humiliation politique et symbolique de SYRIZA, ce qui impliquait de pousser les reculs du gouvernement le plus loin possible. C'était une condition pour « démin[er] le terrain de toute force anti-austérité et *a fortiori* anti-système en Europe »<sup>108</sup>. Mais le peuple grec leur réservait encore des surprises.

---

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 99.

<sup>106</sup> Fait intéressant : dans les 500 pages des mémoires de Yanis Varoufakis, il n'en fait jamais la moindre mention. Il avait refusé d'y participer. Selon Éric Toussaint (2018d), « il était déjà clair que le Gouvernement lui-même n'entreprendrait aucune initiative concernant un audit ou une annulation de la dette et que le groupe parlementaire restait impuissant face aux développements ».

<sup>107</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 126.

<sup>108</sup> *Ibid.*

### 3.3 Juillet-août : combativité et défaite

#### 3.3.1 Le référendum

En juin, le gouvernement grec était pris dans une spirale où il était forcé de pousser toujours plus loin les concessions, sans perspective d'obtenir le moindre compromis avantageux. À l'intérieur de SYRIZA, comme dans le reste de la société grecque, le climat était à la morosité. Ainsi, on s'imagine bien la surprise générale, y compris chez les cadres de SYRIZA, quand Alexis Tsipras annonce, dans la nuit du 27 juin, que la proposition finale des créanciers serait soumise à un référendum une semaine plus tard, le 5 juillet, et qu'il appelait la population à voter contre. Il n'est pas évident de déchiffrer les motivations de Tsipras à ce moment. Selon certains observateurs, le premier ministre, acculé au mur, cherchait à renforcer son pouvoir de négociation avec un mandat populaire, espérant obtenir ne serait-ce que l'apparence d'un compromis auprès des créanciers<sup>109</sup>. C'est la version officielle : on veut obtenir une position de négociation plus forte. Mais selon d'autres témoignages, en particulier celui de Yanis Varoufakis, Tsipras souhaitait au contraire une défaite pour légitimer son acceptation des conditions de la troïka<sup>110</sup>. Dans tous les cas, il est certain qu'il n'avait pas entrevu à quel point la réponse de la partie européenne serait agressive, et à quel point les Grecs seraient combatifs, ce qui va changer considérablement la portée des résultats du référendum.

Par exemple, dans la journée du 26 juin se déroule une réunion cruciale du cabinet, où est discutée la question du référendum. Panayótis Lafazánis, le leader de l'aile gauche de SYRIZA, soutient à cette occasion que le référendum est la bonne décision (quoique tardive), mais prévient ses collègues que ce sera une déclaration de guerre : « la Banque

---

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>110</sup> Varoufakis 2017, p. 26. À tout le moins, il était clair que c'était le cas de Yannis Dragasakis, vice-premier ministre.

centrale européenne couper[a] les liquidités et [nous devons] nous attendre à ce que les banques soient fermées après quelques jours »<sup>111</sup>. Selon Stathis Kouvélakis, « la plupart des personnes présentes lors de la réunion se sont contentées de rire à l'évocation de cette hypothèse. [...] Ils ne pouvaient tout simplement pas croire que l'Union européenne réagirait de cette façon »<sup>112</sup>. Pourtant, c'est exactement ce qui va se produire. À l'Eurogroupe du 27 juin, tout le monde présent autour de la table traite l'idée du référendum comme une idée absurde. Le ministre des Finances italien Pier Carlo Padoan demande à Varoufakis : « Comment pouvez-vous penser que des gens ordinaires vont comprendre des questions aussi complexes? »<sup>113</sup> Et quand la Grèce, pendant cette réunion, demande un « bref répit pour que le peuple puisse se prononcer librement »<sup>114</sup>, cela lui est refusé. Jeroen Dijsselbloem annonce que les négociations avec Athènes sont rompues : « C'est une triste journée pour l'Europe »<sup>115</sup>. Puisque la prolongation de l'accord de prêt expirait le 30 juin, « la BCE serait en droit de refuser d'approvisionner en espèces les banques grecques – elles n'ouvriraient pas le lundi suivant »<sup>116</sup>.

Ainsi, c'est dans un contexte très tumultueux que va se dérouler le référendum. Avec la fermeture des banques, l'imposition du contrôle des capitaux (limite de retrait de 60 euros par jour), le défaut de paiement au FMI et l'incertitude économique générale, la peur est au rendez-vous, en particulier parmi les couches plus vulnérables comme les retraités. Cette peur est elle-même exacerbée par les scénarios catastrophes diffusés par les médias, contents d'avoir pu capter dès le premier jour, avec leurs caméras toutes prêtes, les files s'étirant le long des guichets automatiques. Mais les problèmes de

---

<sup>111</sup> Kouvélakis et Cukier 2015, p. 146.

<sup>112</sup> *Ibid.*, pp. 146-7.

<sup>113</sup> Varoufakis 2017, p. 440.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> Ducourtieux 2015f.

<sup>116</sup> Varoufakis 2017, p. 440.

pénurie sont réels : les histoires circulent sur les commerces en faillite, les médicaments qui sont près d'être épuisés et les stocks de nourriture en situation précaire<sup>117</sup>.

L'arrêt de l'approvisionnement de la Grèce en liquidité fait donc son œuvre, ce qui sert bien le camp du Oui, formé par Nouvelle Démocratie, To Potami (La Rivière) et le PASOK. Outre ces partis pro-mémorandum et la totalité des médias privés grecs, le Oui est également soutenu par les autorités européennes, ce qui provoque la colère des Grecs qui y voient une ingérence dans leur vie politique<sup>118</sup>. Bien sûr, les pressions économiques qu'exercent les institutions européennes sur la Grèce contribuent déjà elles-mêmes à transformer la portée du référendum. Par exemple, comme le soutient le journaliste Romaric Godin, « en choisissant de mettre la pression sur les banques grecques durant la campagne référendaire, [la BCE] prévient implicitement que l'électeur aura le choix entre la réouverture des banques le 7 juillet ou la poursuite de leur fermeture. [Elle] sort de son rôle purement monétaire et devient un acteur politique de l'affaire grecque »<sup>119</sup>. Mais l'enjeu du référendum est également dramatisé dans leur discours, qui s'ajoute à celui du camp du Oui en Grèce, et qui vise à faire croire qu'ils sont prêts à provoquer le Grexit en cas de victoire du Non. Ainsi, Jean-Claude Juncker exhorte les Grecs à ne pas « choisir le suicide par peur de la mort »<sup>120</sup> et prévient qu'« un non voudrait dire que la Grèce dit non à l'Europe »<sup>121</sup>. François Hollande rappelle que l'enjeu fondamental du référendum « est de savoir si les Grecs veulent rester dans la zone euro ou s'ils prennent le risque d'en sortir »<sup>122</sup>.

Enfin, la classe capitaliste grecque, pro-mémorandum depuis le début, ne manque pas de mettre ses moyens à la disposition du camp du Oui. Pour tout dire, comme le raconte le journaliste Paul Mason, les patrons exercent une pression directe sur leurs

---

<sup>117</sup> Sheehan 2016, p. 120.

<sup>118</sup> Mason et Skarlatos 2015.

<sup>119</sup> Godin 2015b.

<sup>120</sup> *Ibid.*

<sup>121</sup> Bauer, Honoré et Madelin 2015.

<sup>122</sup> *Ibid.*

employés : « [A] woman in a fashion business told her bosses she was voting No in the referendum. ‘Don’t come in again,’ they told her. Another, who works for a magazine, arrived at work before the referendum to find an envelope placed on everybody’s desk, containing a ballot paper pre-marked with a Yes vote »<sup>123</sup>. Néanmoins, malgré toute cette pression, les sondages étaient serrés, ce qui témoignait de la résurgence soudaine de la combativité du peuple grec, qui remplissait à nouveau les rues en scandant « Oxi » (« non » en grec), après des mois de torpeur. Même le cercle dirigeant de SYRIZA n’avait pas entrevu pareil développement. En fait, il semble qu’Alexis Tsipras et son cercle rapproché aient été rapidement dépassés par cet engouement et aient eu peur des dynamiques « par en bas » qui auraient pu en surgir. Stathis Kouvélakis raconte une anecdote parlante à ce sujet :

The rally of Friday 3 July in Athens—before the Sunday of the referendum—was one of the biggest in Greek history. It was extremely impressive not only in numbers but in its combative spirit and mood[:] it was a politicized crowd, asking for a battle. That evening, 3 July, Tsipras walked across from the prime minister’s office [...]. When he entered the avenue leading to the square, the crowds stretched for kilometres, up to the Hilton Hotel. An immense crowd carried him to Syntagma, in an accidental Perón-style triumph. The result was that Tsipras got extremely scared [...] and cut the speech he had prepared by three-quarters. It was to be a forty-minute talk and he spoke for just eight, improvising on how much the Greeks love Europe and so on<sup>124</sup>.

Ainsi, Tsipras réalisait qu’il avait déchaîné des forces hors de son contrôle, ce qui donnait au référendum des implications politiques bien éloignées de celles qu’il avait entrevues.

De fait, au terme d’un processus de radicalisation de l’opinion publique, malgré les interventions répétées des autorités européennes, malgré la campagne de peur du camp du Oui et malgré la pression formidable exercée sur l’économie grecque, le référendum se clôt le 5 juillet avec une victoire inattendue du Non s’élevant à 61,3%. La

---

<sup>123</sup> Ovenden 2015, p. x.

<sup>124</sup> Kouvélakis 2016, p. 63.

participation s'élève à 61,5%, et l'appui au Non s'élève à 85% chez les jeunes de 18 à 24 ans, génération qu'on dit « sacrifiée » par les mémorandums<sup>125</sup>. Ces résultats exceptionnels vont créer un moment d'euphorie, qui va toutefois vite se dissiper. Le soir même, dans son discours, Alexis Tsipras montre clairement qu'il exclut toute rupture avec la troïka, conviant même les dirigeants grecs pro-troïka à la table des négociations<sup>126</sup>. Dans la nuit, à la demande de Tsipras, Varoufakis démissionne dans le but de favoriser une entente avec les créanciers<sup>127</sup>. Il est remplacé par Euclide Tsakalotos.

### 3.3.2 La capitulation

Le lendemain du référendum du 5 juillet, il n'y avait définitivement plus de place pour le sentiment de triomphe qui avait secoué Athènes la veille : dans une inversion spectaculaire, le camp victorieux était devenu le camp des vaincus. Le gouvernement affirmait que le résultat renforcerait son pouvoir de négociation, mais c'est l'inverse qui semblait se produire, alors que les autorités européennes montraient leur intention de punir la Grèce. La tension était maintenant à son paroxysme, alors qu'on craignait que Berlin refuse tout simplement de discuter avec Athènes<sup>128</sup>. Les scénarios de Grexit étaient plus concrets que jamais, jusqu'à ce qu'un ultimatum (les réformes ou le Grexit) soit prononcé le 7 juillet lors du sommet européen, enclenchant la dernière ronde de négociation. Le 20 juillet, la Grèce ferait défaut vis-à-vis de la BCE, ce qui, en l'absence d'un prêt d'urgence, précipiterait sa banqueroute<sup>129</sup>. Pour les autorités européennes, il était donc impératif qu'une entente soit trouvée au plus tard le 12 juillet, lors d'un conseil européen décisif. Le 8 juillet, Tsipras fait parvenir aux créanciers une liste de réformes qui pousse encore plus loin les reculs. On attendait de lui qu'il inclue

---

<sup>125</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 148.

<sup>126</sup> Varoufakis 2017, p. 462.

<sup>127</sup> *Ibid.*, pp. 466-7.

<sup>128</sup> Ducourtieux, Revault d'Allonnes et Stroobants 2015a.

<sup>129</sup> Ducourtieux et Stroobants 2015.

dans cette liste une refonte de la taxation (représentant 1% du PIB annuel en recettes fiscales) de même qu'une réforme des retraites (1% du PIB), et qu'il ne fasse aucune demande d'annulation ou de restructuration de la dette<sup>130</sup>.

Malgré les nouvelles concessions de Tsipras, quand s'ouvre le 11 juillet l'ultime marathon de négociations, aucun accord ne semble en vue. La troïka constatait que la situation économique et financière de la Grèce demandait un troisième mémorandum, et exigeait des concessions supplémentaires, notamment un plan de privatisation s'élevant à 50 milliards d'euros (un chiffre gigantesque) pour alimenter un fonds servant à la recapitalisation des banques grecques et au paiement de la dette. Après 17 heures de négociations intenses, un accord est trouvé. « Accord » est un terme qui ne convient pas. Épuisé, humilié, et étant passé à « deux doigts du Grexit », comme le rapporteront les journalistes<sup>131</sup>, Tsipras doit accepter ce qui s'apparente à une reddition complète. En échange d'un troisième mémorandum représentant des prêts de 82 à 86 milliards d'euros, il s'engage à mettre en œuvre « une liste de réformes d'une dureté qui heurte même les fonctionnaires européens – ils évoquent une mise sous tutelle de la Grèce. « C'est le catalogue des horreurs », écrit le magazine *Der Spiegel*. Le tout imposé à un chef de gouvernement élu sur un programme anti-austérité [...] »<sup>132</sup>. Dépité, Tsipras dit avoir signé un texte auquel « il ne croit pas [...] pour éviter le désastre au pays »<sup>133</sup>. Manolis Glezos, figure héroïque grecque dont nous avons déjà parlé, déclare que « la fumée blanche de ce matin provenait des cendres de la Grèce »<sup>134</sup>.

---

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> Ducourtieux, Revault d'Allonnes et Stroobants 2015c.

<sup>132</sup> Ducourtieux, Revault d'Allonnes et Stroobants 2015b.

<sup>133</sup> Chafcouloff 2015.

<sup>134</sup> Le Figaro 2015.

L'accord du 13 juillet s'annonce comme une catastrophe pour SYRIZA et pour la Grèce<sup>135</sup>. Il contient non seulement toutes les concessions déjà arrachées au cours des mois précédents, mais accroît en plus l'autorité institutionnelle de la troïka sur les affaires grecques. Une nouvelle commission sera chargée de surveiller la politique budgétaire grecque, et sera habilitée à faire des coupes automatiquement si les objectifs d'excédents ne sont pas atteints<sup>136</sup>. Comme le soulève Stathis Kouvelakis, cela « confirme avec force que les institutions de la « troïka » seront présentes de façon permanente à Athènes »<sup>137</sup>. Autre mesure brutale : les quelques lois de politique économique et sociale mises en œuvres depuis janvier doivent être retirées<sup>138</sup>. Et comme les négociations le laissent présager depuis longtemps, SYRIZA ne peut pas mettre en œuvre deux de ses principaux engagements : le rétablissement de la législation du travail et l'augmentation du salaire minimum<sup>139</sup>. Il s'agit donc vraiment d'une défaite sur toute la ligne, d'autant plus qu'aucune promesse de restructuration ou d'allègement de la dette n'a été faite.

Pour avoir accès aux fonds d'urgence, le gouvernement grec fait passer au Parlement un premier paquet de mesures d'austérité les 15 et 16 juillet. Les 39 voix dissidentes au sein des députés de SYRIZA (32 contre, 6 abstentions, 1 absence) sont compensées par l'appui de Nouvelle Démocratie, PASOK et To Potami<sup>140</sup>. Un scénario semblable se produit à l'occasion du vote au Parlement du second volet des mesures exigées immédiatement, les 22 et 23 juillet. Entretemps, le 17 juillet, Alexis Tsipras remanie son cabinet ministériel et congédie deux ministres de la Plate-forme de gauche. Le 13 août, l'aile gouvernementale de SYRIZA se scinde : 25 des 149 députés se déclarent

---

<sup>135</sup> Pour connaître l'ensemble des mesures prescrites par l'accord, voir Annexe B.

<sup>136</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 158.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> Excluant les lois (minimes) de nature strictement humanitaire.

<sup>139</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, pp. 158-9.

<sup>140</sup> *Ibid.*, p. 122.



dissidents, et vont éventuellement former le parti Unité populaire<sup>141</sup>. Le 14 août, le troisième mémorandum est adopté par le Parlement, et les résultats<sup>142</sup> montrent que le premier ministre n'a plus de majorité parlementaire. Le 20 août 2015, considérant que son mandat reçu le 25 janvier avait « atteint ses limites »<sup>143</sup>, Alexis Tsipras démissionne. Il est reporté au pouvoir aux élections du 20 septembre 2015, avec 35% des voix et 145 députés pour SYRIZA. Unité populaire ne récolte que 2,8%, ce qui le prive d'une présence au Parlement.

### 3.4 Analyse d'un échec

À la fin du mois de juin, dans une chronique publiée dans *Le Monde*, la journaliste Cécile Ducourtieux déplorait que les négociations avec la Grèce allaient contribuer à ternir l'image de l'Europe :

Que retiendra-t-on de ces interminables négociations? Que la Commission, la BCE et le FMI ont imposé leur mémorandum réformes contre prêts, leur « diktat » de technocrates à un peuple qui avait pourtant décidé de s'en débarrasser. On criera au déni de démocratie. Les officiels de la Commission, les dirigeants européens, à Berlin, à Paris, auront beau expliquer que le mémorandum engage un État, pas un gouvernement, qu'il doit donc être respecté en cas de changement de l'exécutif. Le reproche sonnera quand même juste<sup>144</sup>.

Ducourtieux avait vu juste : cet argument légaliste n'a ému personne, pas plus que l'exercice de la souveraineté populaire en Grèce pendant le référendum n'avait ému les autorités européennes. Leur coup de force contre le gouvernement SYRIZA est apparu comme tel et a marqué les esprits.

<sup>141</sup> Le parti était néanmoins plus divisé que son aile parlementaire. Le 15 juillet, 109 membres du comité central sur 201 avaient signé une lettre rejetant l'accord du 13 juillet en le qualifiant de coup d'État.

<sup>142</sup> Résultats compilés par Kouvelakis et Cukier 2015, p. 123 :

Oui : 222 voix (118 SYRIZA, tous les députés de Nouvelle Démocratie, To Potami, PASOK, Grecs indépendants [ANEL])

Non : 64 voix (32 SYRIZA, tous les députés de KKE, Aube dorée).

Absentions : 11 voix (dont 10 SYRIZA. Absents : 2 (SYRIZA).

<sup>143</sup> Perriguer 2015.

<sup>144</sup> Ducourtieux 2015e.

Comme nous l'avons soutenu au chapitre 1, il était déjà évident que les institutions européennes défendaient un projet néolibéral, et que la construction de ce projet se faisait au prix d'un appauvrissement, consacré par le droit, de la démocratie dans sa *substance*<sup>145</sup>. Nous avons également soutenu que ces pratiques disciplinaires, déjà très inquiétantes, connaissaient dans les dernières années un « tournant autoritaire », où même les dimensions *formelles* de la démocratie étaient attaquées. En effet, selon Ian Bruff, l'« autoritarisme » dépasse le simple exercice d'une force coercitive : « [it] can also be observed in the reconfiguring of state and institutional power in an attempt to insulate certain policies and institutional practices from social and political dissent »<sup>146</sup>. Or, le cas grec a fourni l'exemple le plus flagrant à ce jour de la nature antidémocratique du projet néolibéral en Europe.

Comme le soutient Stathis Kouvelakis, pour imposer en Grèce une « thérapie de choc », qui était rejetée par la population grecque, il était impératif d'y supprimer la responsabilité démocratique (*accountability*), même sous sa forme capitaliste, libérale et représentative déjà fondamentalement limitée<sup>147</sup>. En témoigne l'uniformité de la politique en Grèce depuis 2010 :

During the 'era of the Memoranda', three different parliamentary majorities have alternated in power, covering the entire political spectrum, from the traditional right and social-democracy to Syriza's radical left, without this bringing the slightest change in the type of policies that have been implemented—with the six-month exception, or hiatus, of the first Syriza government between January and July 2015. To achieve this result, the machinery of the EU was deployed to remodel the depths of the Greek

---

<sup>145</sup> « Substance », par opposition aux formes institutionnelles de la démocratie, qui demeurent sensiblement les mêmes. Dans les faits, les citoyens et citoyennes ont moins de pouvoir et leurs choix électoraux ont moins de conséquences, dans un contexte d'uniformisation des politiques économiques et de « normalisation » du néolibéralisme.

<sup>146</sup> Bruff 2014, p. 115.

<sup>147</sup> Kouvelakis 2018, p. 24.

state itself, its administrative functioning and the material character of its means of action<sup>148</sup>.

Il n'est donc pas étonnant que tant de personnes ait « crié au déni de démocratie », comme le craignait Ducourtieux, puisque c'est un contrôle direct et bien visible qui était exercé sur la politique grecque. Et les Grecs l'ont saisi mieux que les autres : leurs propres institutions étaient colonisées par la troïka, qui avait carrément parachuté des agents sous son influence dans les positions stratégiques de l'appareil étatique<sup>149</sup>.

Il est donc bien commode, comme nous le soulignons en introduction, d'expliquer l'échec de SYRIZA à réaliser son programme par la radicalité de ses propositions ou par son *style* politique. D'abord, les propositions de SYRIZA n'avaient rien de bien radical (dans les faits, les propositions vraiment radicales avaient été abandonnées avant même les élections), ce qui en dit moins sur les torts de SYRIZA que sur la mince étendue de ce qui est autorisé et possible aujourd'hui en politique. Ensuite, contrairement à l'idée répandue, le gouvernement SYRIZA n'a pas cherché à rompre avec les institutions en place, à l'extérieur et à l'intérieur de la Grèce. Au contraire, il a voulu montrer qu'il pouvait être un « partenaire responsable » et « jouer selon les règles », comme en témoigne sa stratégie reposant sur la négociation. Or, c'est précisément ce qui l'a conduit à la défaite, car ces institutions, comme nous l'avons vu au chapitre 1, ne sont pas neutres; elles reproduisent le capitalisme et défendent des intérêts de classe. Les institutions européennes, par exemple, justifiaient leurs actions par la rhétorique de la « nécessité économique », qui n'est rien d'autre que la normalisation du projet néolibéral, un projet politique, un projet de classe.

C'est pourquoi, par exemple, les propositions d'échanges de dettes de Yanis Varoufakis, économiquement sensées et, selon son auteur, profitables à tous, n'avaient aucune chance d'être acceptées par la partie européenne. Le problème n'était pas

---

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> *Ibid.*, p. 27.

technique, il n'était pas dû à l'« incompétence » du ministre des Finances grec. Comme le soulève Éric Toussaint, l'obstacle était politique : « les dirigeants européens sont totalement opposés à l'idée de permettre aux États européens [...] de mutualiser leurs dettes car cela enlèverait une arme de pression pour poursuivre l'offensive néolibérale. La proposition de Varoufakis allait totalement à contre-courant de la logique des traités européens les plus récents »<sup>150</sup>. En effet, la dette est une arme qui, dans le cas grec, a servi aussi bien à montrer l'exemple aux autres pays (qui pourraient être tentés de résister à l'austérité) qu'à imposer aux travailleurs et travailleuses de la Grèce une réduction brutale de leurs droits, ce qui figure au centre du projet suivi par les dirigeants européens. Celui-ci « consiste effectivement à infliger un recul profond des droits des travailleurs et une baisse des salaires de manière à ce que les produits européens soient plus compétitifs sur le marché mondial face à la Chine et aux autres grands exportateurs de produits manufacturés et de services »<sup>151</sup>.

Une anecdote racontée par Varoufakis est révélatrice sur ce point. En visite à Rome au début de son mandat, le ministre des Finances grec avait rencontré son homologue italien, Pier Carlo Padoan, qui lui avait expliqué comment il avait fait pour amadouer le gouvernement allemand et Wolfgang Schäuble, lui suggérant de faire de même :

« Réformer le marché du travail » [...]. Autrement dit, diminuer les droits des salariés, permettre aux entreprises d'en débaucher certains avec peu ou pas d'indemnités, et d'en embaucher d'autres avec des salaires plus bas et moins de protections sociales. Le jour où Pier Carlo Padoan avait réussi à faire voter au parlement la législation voulue, qui avait coûté cher au gouvernement Renzi, le ministre allemand était devenu beaucoup plus conciliant avec lui<sup>152</sup>.

On sait aujourd'hui que c'est finalement le scénario qui s'est réalisé en Grèce.

---

<sup>150</sup> Toussaint 2018b.

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> Varoufakis 2017, p. 207.

En somme, manifestement, ce n'est pas le projet de SYRIZA qui était radical, mais le projet défendu par les autorités européennes, ce qui apparaît d'autant plus clair si l'on en pèse les conséquences humaines, comme nous l'avons fait au début du chapitre 2. Et comme nous l'avons vu tout au long du présent chapitre, il était radical également dans son exécution. Dans ses mémoires, Varoufakis soutient qu'il est faux d'affirmer, comme les médias l'on fait, qu'il a affronté « l'establishment libéral » :

« libéral » est le dernier mot que j'utiliserais pour le caractériser. [...] Il a utilisé la force brute pour imposer des politiques [e]t, lorsque la révolte a été matée, il a imposé aux vaincus des incantations performatives, comme notre MoU, puis a clos tous les forums où un débat ou une investigation critique auraient pu avoir lieu. En bref, il est devenu un establishment très antilibéral<sup>153</sup>.

Varoufakis a raison de mettre l'accent sur cet usage de la « force brute », qui a choqué ses propres tendances libérales (politiques). Cela correspond aux dynamiques autoritaires du néolibéralisme, identifiées par Ian Bruff, et c'est leur soudaine netteté qui a tant marqué les esprits à l'été 2015, mettant à nu les dynamiques antidémocratiques à l'œuvre dans l'Union européenne. À 9h le matin du 13 juillet, suite à la capitulation d'Alexis Tsipras arrachée par la menace de l'écroulement du système bancaire grec, plus de 377 000 personnes avaient diffusé le hashtag #ThisIsACoup sur Twitter<sup>154</sup>. Cette capitulation contribuait à valider la thèse voulant qu'une politique économique en rupture avec le néolibéralisme n'était tout simplement pas *autorisée* dans le cadre de l'Union européenne.

Mais ces développements ne sont pas qu'un problème strictement européen. Pour tout dire, comme nous l'avons exposé au chapitre 1, notre ordre social porte dans ses fondements des contraintes majeures pour la démocratie, qui se révèlent le plus visiblement lorsqu'un parti au pouvoir tente de mener une politique de gauche. Nous avons montré comment le contexte particulier de la crise grecque a favorisé

---

<sup>153</sup> *Ibid.*, pp. 476-7.

<sup>154</sup> BBC 2015.

l'écrasement spectaculaire de SYRIZA, en lui liant les mains dès son entrée au pouvoir. Toutefois, dans tous les cas, en s'opposant aux intérêts du capital en Europe et en Grèce, un affrontement était inévitable. De fait, on ne peut pas résumer les événements de 2015 à un « bras de fer de la Grèce avec l'Europe », comme l'a souvent fait la couverture journalistique. On a pu voir que le combat de SYRIZA ne s'est pas déroulé qu'à Bruxelles. En Grèce, il a fallu affronter une presse privée extrêmement hostile, une classe capitaliste de mèche avec la troïka (malgré l'asphyxie de l'économie grecque), et des « gestionnaires » étatiques décidés à faire échouer leur propre gouvernement. Sur ce dernier point, on se souviendra des actions du directeur de la banque centrale grecque, Yannis Stournaras, et du remplaçant du ministre des Finances George Chouliarakis, qui s'apparentent à du sabotage (alors que leurs fonctions, formellement, sont « apolitiques »).

Ce qui précède montre que c'est la peur de cet affrontement qui a conduit le gouvernement SYRIZA à privilégier une attitude de conciliation. Par ailleurs, les discours rassurants du gouvernement, dès son entrée au pouvoir, n'avaient pas qu'une vocation rhétorique : ils s'adressaient directement au milieu des affaires, sachant que c'était un passage obligé pour maintenir l'État à flot. Par exemple, Yannis Varoufakis raconte dans ses mémoires qu'il a mis beaucoup d'efforts dans ses premières semaines en poste pour faire la tournée des grandes institutions financières en Europe et en Amérique, de la City à Wall Street, pour obtenir la confiance de ces milieux. Il s'était réjoui des résultats à son retour : « Non seulement la bourse avait bondi de 11,2%, mais les actions des banques avaient augmenté de plus de 20%, et des milliers de déposants rapportaient les espèces cachées dans leur bas de laine »<sup>155</sup>. Les succès de Varoufakis n'étaient que bien précaires, bien sûr, mais la candeur du ministre des Finances grec montre que même pour un parti de gauche (dit « radical », de surcroît), chercher l'appui du milieu des affaires apparaît comme un impératif. Et comme nous le soulignons au

---

<sup>155</sup> Varoufakis 2017, p. 206.

chapitre 1, ce n'est pas qu'une vue de l'esprit : sans liquidités, qui elles-mêmes dépendent de la bonne marche de l'accumulation du capital, un gouvernement ne peut aspirer, dans le cadre en place, à réaliser son programme.

De ce point de vue, l'expérience de SYRIZA ne diffère pas radicalement des autres expériences de partis de gauche, ou des partis sociaux-démocrates depuis les années 1980<sup>156</sup>. En revanche, c'est la force employée pour faire plier le gouvernement SYRIZA, et l'étendue de la soumission institutionnelle imposée à l'État grec (parfois comparé à un statut de protectorat) qui en font un cas d'école. Cela préfigure par ailleurs des développements inquiétants en montrant jusqu'où, aujourd'hui, les classes dirigeantes sont prêtes à aller pour imposer cette uniformité dans les politiques économiques. Comme le soulevait Stephen Gill, cité au chapitre 1, il semble que la seule dimension idéologique (ou consensuelle) du néolibéralisme ne suffit plus à en étouffer la contestation, ce qui pousse à l'emploi d'une dimension coercitive, centrée sur l'utilisation du droit, afin de verrouiller (*lock in*) les mesures d'austérité. Cet état de fait laisse bien peu de marge de manœuvre aux partis de gauche, ce qui appelle à une nouvelle réflexion sur les stratégies à employer pour surmonter ces entraves à la démocratie. Pour tout dire, le dénouement brutal de l'expérience de SYRIZA aura au moins permis de relancer cette discussion au sein des partis de gauche européens, qui semblent avoir définitivement perdu leurs illusions quant aux obstacles qui les attendent. Évidemment, comme on pourra en discuter dans la conclusion, la défaite de SYRIZA repose également sur ses propres erreurs stratégiques.

---

<sup>156</sup> La fin des Trente Glorieuses avait coïncidé avec l'épuisement des conditions qui permettaient le succès du programme des partis sociaux-démocrates (au premier chef, une croissance économique forte et soutenue). Pendant la crise des années 1970, les paramètres établis du développement social, qui composaient le compromis d'après-guerre, vont cesser de porter leurs fruits et vont être abandonnés. Au Royaume-Uni, cet abandon est le fait de Margaret Thatcher, figure conservatrice, mais dans certains pays comme la France, ce changement de cap est exécuté par les sociaux-démocrates eux-mêmes (en l'occurrence, le Parti socialiste de François Mitterrand). Tour à tour les partis sociaux-démocrates vont renoncer à leur programme traditionnel et vont même embrasser le néolibéralisme (ou à tout le moins, ce qu'on appelle le social-libéralisme). Sur les échecs et le virage des partis sociaux-démocrates depuis la crise des années 1970, voir Lavelle 2008; Evans et Schmidt 2012; Denis 2003.

## CONCLUSION

### SYRIZA, LA DÉMOCRATIE ET LA QUESTION STRATÉGIQUE

Dans ce mémoire, nous avons cherché à comprendre pourquoi SYRIZA, parti démocratiquement élu, avait échoué à réaliser son programme. Il est clair que l'aspect spectaculaire du combat mené contre SYRIZA jusqu'à la volte-face d'Alexis Tsipras à l'été 2015 a contribué à marquer les imaginaires. Plusieurs avaient comparé ces événements à une confiscation de la démocratie, une idée résonnant avec les travaux récents annonçant une « crise de la démocratie ». Cette piste a orienté notre analyse. En effet, les explications fondées sur l'« incompétence » de SYRIZA ou sur le caractère irréaliste de ses propositions ne nous semblaient pas suffisantes. Il nous apparaissait essentiel de replacer ces événements dans un contexte plus large, marqué par la domination politique du néolibéralisme et la réduction (réelle et perçue) des possibles en politique. Les contraintes rencontrées par SYRIZA au pouvoir n'étaient pas radicalement nouvelles. Pour tout dire, son expérience présente de nombreuses ressemblances avec les cas irlandais et chypriote, où on a également imposé l'austérité après une démonstration de force contre les gouvernements en place, dans un contexte semblable marqué par la crise en Europe<sup>1</sup>. Sans gommer les spécificités du cas grec, il fallait donc dégager les *tendances* à l'œuvre aujourd'hui en matière de démocratie.

Au chapitre 1, nous avons cherché à identifier ces tendances et à les réfléchir en prenant comme point de départ le questionnement classique sur les rapports entre démocratie et capitalisme. En mobilisant une analyse marxiste, nous avons fait valoir que, contrairement à l'idée dominante, démocratie et capitalisme ne vont pas forcément de pair : au contraire, le capitalisme impose un certain cadre politique duquel on ne peut

---

<sup>1</sup> Voir Mair 2013b sur l'Irlande et Katsourides 2016 sur Chypre.



déroger qu'au risque de déboucher sur des crises politiques et économiques, ce qui restreint d'emblée la démocratie. Le capitalisme est en effet un mode d'exploitation qui impose des « règles de reproduction » très spécifiques, qui sont contraignantes pour les agents économiques et pour l'État. Il est marqué par un rapport d'exploitation médiatisé par le marché, ce qui implique une logique compétitive, la maximisation du profit comme obligation et l'accumulation du capital comme fin en soi. Ces « règles » affectent directement les institutions politiques, qui sont liées matériellement au processus d'accumulation du capital : elles en dépendent pour leur fonctionnement, pour leur reproduction. En l'absence de croissance, un gouvernement ne dispose tout simplement pas des ressources nécessaires à la réalisation de ses projets. En conséquence, pour un parti de gauche, atteindre le gouvernement ne signifie pas conquérir le pouvoir d'État puisqu'il sera nécessairement confronté au « biais systémique » de l'État vis-à-vis du capital, qui peut s'exprimer par la résistance des administrateurs étatiques eux-mêmes.

Le capitalisme suppose en outre une séparation des « sphères » politique et économique, ce qui a également des implications très nettes pour la démocratie. Dans le capitalisme, c'est tout un pan de la vie humaine (en commençant par l'organisation de la production et de la distribution) qui est soustrait au politique pour être placé dans une « sphère » économique séparée, régie par les mécanismes du marché. Il en résulte un appauvrissement de la démocratie, dont le contrôle, restreint au strict cadre du capitalisme, se réduit à mesure que sont marchandisées de nouvelles facettes de la vie. Ainsi, les « tendances post-démocratiques » actuelles, décrites en introduction, ne sont pas accidentelles, elles sont systémiques, elles obéissent à des contraintes enracinées dans la structure de notre ordre social.

Elles témoignent néanmoins d'une conjoncture particulière où la « résurgence du pouvoir patronal » suite à la crise des années 1970 a renforcé la capacité du capitalisme, par une variété de mécanismes, à se retirer du contrôle démocratique. Outre les

pressions directes de la classe capitaliste, la crise de la profitabilité avait elle-même discipliné les gouvernements de cette époque, précipitant le rejet du paradigme keynésien. La domination politique du néolibéralisme a ensuite progressivement été consacrée par le transfert des compétences en matière de politiques économiques et par la mobilisation du droit afin d'en « constitutionnaliser » les pratiques. Ces développements sont particulièrement visibles depuis la crise de 2007-8 au sein des institutions européennes, qui mettent en œuvre périodiquement de nouvelles façons d'imposer aux pays membres des restructurations néolibérales profondes. Si le Pacte de stabilité et de croissance, par exemple, s'assurait déjà d'une discipline fiscale stricte (en établissant des cibles pouvant faire l'objet de sanctions), les « plans d'aide » élaborés pour les pays de la périphérie de l'Europe ont véritablement marqué un tournant dans la capacité à soumettre institutionnellement un État pour y imposer l'austérité.

Au chapitre 2, nous avons mis la table pour l'étude du premier mandat de SYRIZA en remettant ces événements en contexte. En opposition aux analyses qui traitent sa victoire électorale de 2015 comme le résultat d'un simple vote de protestation (la thèse de l'« accident populiste »), nous avons montré qu'elle témoignait plutôt d'une réelle radicalisation d'une partie croissante de la population et qu'elle s'inscrivait dans une crise de légitimité des institutions. Nous avons d'abord présenté les conséquences économiques, sociales et politiques de la crise grecque. Nous avons vu que les dommages sociaux, de l'ordre de la crise humanitaire, n'étaient égalés que par l'aviissement des institutions démocratiques grecques (soumission institutionnelle à la troïka, censure, contournement de la constitution et du parlement par le gouvernement, fermeture de la télévision et radio d'État). Ensuite, nous avons montré qu'une « rupture dans les consciences » s'était produite chez les Grecs et qu'elle s'était traduite par des formes d'action collective : grèves générales, manifestations monstres, occupation quotidienne des places publiques, réseaux de solidarité, occupation et reprise des lieux de travail, etc.

Parallèlement à ces mobilisations anti-austérité de grande envergure, le système partisan grec a connu un éclatement spectaculaire. Dès 2012, SYRIZA, une coalition de gauche anti-austérité bien enracinée dans les mouvements sociaux, s'est imposé comme une force politique incontournable, conduisant à l'écrasement complet du parti social-démocrate, le PASOK. Aux élections de janvier 2015, la rupture était consommée : SYRIZA était porté au gouvernement avec 36,34% des voix, tandis que les appuis au PASOK poursuivaient leur chute avec seulement 4,68% du vote populaire. Enfin, nous avons retracé l'origine et l'évolution de SYRIZA, discutant de son programme politique et des tensions entre les différents courants qui y cohabitent. Nous avons en outre mis l'accent sur le processus de « dé-radicalisation » qu'a connu le parti avant les élections de 2015 : devant l'affrontement auquel les dirigeants de SYRIZA se préparaient, une stratégie de négociation s'est cristallisée aux dépens des propositions radicales contenues dans le programme.

Finally, au chapitre 3, nous avons retracé les événements qui ont conduit le gouvernement SYRIZA, en l'espace de quelques mois, à consentir à l'austérité malgré son mandat initial et malgré l'opposition répétée de la population vis-à-vis de ce type de politiques économiques. Nous avons montré que le gouvernement, contrairement à l'idée répandue, ne misait pas sur une stratégie de rupture, mais avait plutôt choisi de « jouer selon les règles » en vue de négocier « de bonne foi » un nouvel accord viable avec les créanciers de la Grèce. Toutefois, cette stratégie était destinée à échouer puisque les autorités européennes et le FMI n'avaient aucune intention de respecter le choix démocratique des Grecs. Le gouvernement SYRIZA subira un assaut sur tous les fronts, y compris au sein de l'État grec lui-même, mais c'est l'offensive menée par les créanciers qui sera la plus spectaculaire. Sous l'apparence d'un processus de « négociations », ils vont mobiliser leurs armes économiques (conférées par les traités européens et le mémorandum) pour étouffer progressivement le gouvernement grec jusqu'à ce qu'ils obtiennent sa capitulation complète et son humiliation politique.

À la fin du chapitre 3, nous avons analysé cet épisode en insistant sur les contraintes qui avaient pesé sur le gouvernement grec, faisant le pont avec les pistes théoriques développées au chapitre 1. Nous avons montré que l'étendue de la pression subie par le gouvernement SYRIZA en faisait certainement un cas d'école, mais que son expérience s'inscrivait clairement dans des tendances antidémocratiques déjà à l'œuvre et qu'on peut observer ailleurs. L'enjeu démocratique soulevé par le cas grec dépasse donc largement la Grèce. Autant l'étude de ces tendances nous permet-elle de mieux comprendre ce qui s'est passé en Grèce, autant ces événements nous permettent-ils de prendre toute la mesure des tendances identifiées, comme amplifiées sous l'effet d'une loupe. En ce sens, il nous semble que l'échec de SYRIZA valide l'analyse marxiste du fonctionnement de la démocratie dans la société capitaliste, telle que nous l'avons développée au chapitre 1. Plus encore, il semble confirmer la thèse voulant que la démocratie connaît dans les dernières années un appauvrissement (avec les réserves que nous avons déjà formulées). La résistance des institutions en place et l'opposition des forces sociales liées au capital, face à un gouvernement de gauche, n'ont rien d'une nouveauté, mais leur intolérance croissante aux politiques économiques expansives annonce une réduction des possibles en politique. À tout le moins, c'est le cas en Grèce et dans le reste de la périphérie européenne depuis la crise.

En introduction, nous avons expliqué que notre démarche impliquait de réfléchir à l'échec de SYRIZA en usant d'un cadre d'analyse large, permettant de dégager certaines *tendances* actuelles en matière de démocratie. Sans négliger l'analyse concrète du cas grec, l'objectif était d'éviter de nous confiner à des explications fondées strictement sur les spécificités de la Grèce, de façon à mettre en lumière certaines dynamiques conjoncturelles et structurelles souvent éclipsées dans les travaux existants. Cette démarche nous a permis de formuler des explications plus convaincantes et à l'opposé du récit dominant sur SYRIZA. En outre, comme nous venons de le souligner, l'étude du cas grec a lui-même permis de donner de la netteté

aux tendances dégagées en introduction et au chapitre 1, et d'en montrer tout le concret. Notre recherche comporte toutefois au moins deux limites évidentes. (1) D'abord, elle ne permet pas d'identifier des relations de cause à effet de façon systématique. Privilégier une compréhension des événements fondée sur des tendances larges (mais aux implications précises) était un choix conscient, mais il est vrai que cela permet difficilement d'organiser et de hiérarchiser les causes, de façon à schématiser les différents processus impliqués. Il aurait sans doute été possible de mitiger les problèmes de ce type de démarche (dont les résultats peuvent parfois sembler « infalsifiables ») en produisant une analyse comparée, permettant de confronter les tendances que nous avons identifiées sur les rapports entre capitalisme et démocratie à au moins deux cas distincts. Cela aurait aidé à distinguer les facteurs spécifiques au cas grec de ceux qui relèvent de tendances plus larges. (2) Ensuite, en fondant notre analyse principalement sur les *contraintes* subies par le gouvernement SYRIZA, il était difficile de rendre compte correctement de l'agentivité des acteurs impliqués et de relativiser des conclusions qui sont essentiellement pessimistes. Dans ce qui suit, nous essaierons de remédier partiellement à cette faiblesse.

#### a. Critiquer la stratégie du gouvernement SYRIZA

Comme on l'a souligné à plusieurs reprises, la défaite de SYRIZA n'était pas préprogrammée, ni par sa supposée « incompétence », ni par les contraintes politiques et économiques qui minaient effectivement sa capacité à réaliser son programme. Puisque la lutte de SYRIZA était une lutte politique, par définition, son issue demeurait ouverte. Toutefois, ses dirigeants ont commis des erreurs stratégiques qui les ont rapidement condamnés à l'impuissance. Nous allons maintenant brièvement nous pencher sur certaines de ces erreurs, qui peuvent paraître évidentes à la lumière de la démonstration faite au chapitre 3.

*La confiance dans les institutions en place et le « réformisme rationnel » de Yannis Varoufakis*

En introduction du chapitre 3, nous soulignons qu'il était commun d'attribuer la défaite du gouvernement SYRIZA à son « radicalisme exalté ». Pourtant, comme on l'a vu, c'est plutôt la confiance mal placée des dirigeants de SYRIZA dans les institutions en place et leur refus de rompre avec elles qui les ont placés dès le début dans une position de faiblesse : ils voulaient « jouer selon les règles », mais les règles jouaient contre eux. Comme le soutient Yiannos Katsourides, c'est cette volonté d'appliquer une politique de gauche sans marquer de rupture qui leur a donné l'image d'un gouvernement incompetent :

[SYRIZA's leaders] were sorely mistaken in their expectation that administering the state would be “business as usual.” Once in office, their policies were not always clear; in fact they were often vague and conflicting, not the least because they wanted to reconcile what was actually irreconcilable (e.g., their wish for radical transformation with acceptance of fundamental capitalist norms and processes). As a consequence, they were perceived as incapable of governing [...]. In fact, any proposals that countered existing frames and paradigms were proclaimed as inapplicable or potentially catastrophic [...]<sup>2</sup>.

C'est une des conclusions que l'on a tirées au chapitre 1 : accepter tous les cadres en place (économiques, légaux, symboliques, institutionnels) et ne pas chercher à les transformer implique de subir des contraintes d'une grande importance, puisque ces cadres ne sont pas neutres, mais reproduisent le capitalisme et défendent des intérêts de classe.

Or, la perspective de classe était bien loin, en définitive, de l'analyse des dirigeants de SYRIZA, et on en voit les implications sur le plan stratégique. La figure de Yannis Varoufakis offre à cet égard un exemple éloquent puisque sa stratégie de négociation, en dernière analyse, était fondée sur la conviction que le succès électoral de SYRIZA,

---

<sup>2</sup> Katsourides 2016, p. 147.

additionné à la force logique de ses arguments, suffirait à forcer la troïka à prendre en compte la position du gouvernement grec<sup>3</sup>. Cette posture n'est pas étrangère à sa lecture trompeuse des causes de l'aggravation de la crise grecque, qu'il associe à des « erreurs » (des mauvaises politiques économiques) commises par les dirigeants européens et qu'ils n'ont pas voulu admettre. Il s'agit en quelque sorte de la théorie du « verrouillage cognitif », abordée au chapitre 1. Par exemple, Varoufakis écrit dans ses mémoires que « la seule et unique raison pour laquelle le FMI et l'Union européenne nous asphyxiaient, c'est parce qu'ils n'avaient pas le courage de reconnaître leurs erreurs »<sup>4</sup>. C'est pourquoi il pense pouvoir les *convaincre* qu'ils ont tort et qu'une meilleure solution existe (« mutuellement avantageuse »), ce qui paraît bien illusoire à la lumière d'une analyse de classe comme celle que nous avons mobilisée pour comprendre les motivations de ces acteurs.

On comprend mieux, dès lors, pourquoi Varoufakis apparaissait abasourdi et dépité devant les caméras, après les séances de négociations. Dans ses mémoires, il vante la qualité de ses propositions, élaborées à l'aide de modèles économétriques sophistiqués, et qu'il testait auprès des meilleurs experts, « de Wall Street à la City ». Mais quand il les soumettait à ses interlocuteurs à la table de négociations, ses efforts restaient vains : « Ils faisaient semblant de ne pas voir les documents qu'ils avaient sous les yeux. Et, quand ils répondaient, ils ignoraient ce que je disais. J'aurais pu chanter l'hymne national suédois, c'était pareil »<sup>5</sup>. Universitaire de carrière, Varoufakis avait manifestement de la difficulté à réfléchir en termes de rapports de force, comme en témoigne cet autre passage, presque comique : « J'ai regretté le temps où j'étais chercheur, à l'époque où nous arrivions à surmonter nos désaccords par le raisonnement, l'argumentation, bien plus que la force brute »<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Ovenden 2015, p. 162.

<sup>4</sup> Varoufakis 2017, p. 204.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 306.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 324.

Au-delà de la naïveté dont on pourrait accuser l'ex-ministre des Finances grec, ce qui est en jeu, c'est surtout un problème à identifier les ennemis, ce qui s'observe également dans la façon dont s'est entouré Varoufakis. Dans ses mémoires, il se vante d'avoir formé son équipe de conseillers à partir d'« *insiders* », donc des spécialistes de la finance habitués de travailler dans les coulisses, des politiciens bien établis à l'étranger, etc. Par exemple, il recrute Elena Panaritis, qui avait voté pour le premier mémorandum en 2010 quand elle était députée du PASOK, et qui avait fait carrière à la Banque mondiale. Varoufakis se félicite de l'avoir sélectionné parce qu'elle connaissait bien le langage et le *modus operandi* de la *troïka*, et qu'elle avait un excellent réseau à Washington (c'est elle qui le présentera à l'ancien secrétaire du Trésor, Larry Summers, qui va le conseiller à l'occasion)<sup>7</sup>. C'est un exemple parmi beaucoup d'autres<sup>8</sup>, qui montre que Varoufakis voulait non seulement changer le système « de l'intérieur », donc en se soumettant à ses règles, mais qu'il souhaitait en plus le changer en collaboration avec des gens qui sont les plus purs représentants de ce système. Il en va de même pour l'attitude conciliante généralement entretenue par le gouvernement SYRIZA vis-à-vis de ses ennemis politiques. Voulant les apaiser en se montrant « raisonnable », il va plutôt leur laisser le loisir de lui mettre des bâtons dans les roues. Par exemple, comme on l'a vu, le gouvernement va s'abstenir de remplacer Stournaras et Chouliarakis<sup>9</sup> de leurs postes de pouvoir malgré leur sabotage évident. Alexis Tsipras va également nommer comme président de la République un ancien ministre du parti Nouvelle-Démocratie, Prokopios Pavlopoulos, dans le but de rassurer les partis de l'opposition et d'obtenir un appui inter-parti pour les négociations<sup>10</sup>.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>8</sup> Voir Toussaint 2018a pour une critique en règle de l'entourage de Varoufakis.

<sup>9</sup> Respectivement gouverneur de la Banque de Grèce et remplaçant du ministre des Finances.

<sup>10</sup> Katsourides 2016, p. 120.



Ces occasions manquées, pour revenir à notre point initial, témoignent d'un refus de pratiquer une stratégie de rupture, refus alimenté par la croyance bien tenace, y compris dans la gauche, que la loi et les institutions sociales dans le capitalisme sont neutres<sup>11</sup>. Dans le cas qui nous occupe, il aurait fallu à tout le moins que le gouvernement remette en cause sérieusement la légitimité de la dette grecque, comme c'était prévu dans le programme de Thessalonique. Éric Toussaint souligne avec raison qu'il ne fallait pas que le gouvernement mette les doigts dans l'engrenage des remboursements : « Il fallait utiliser le droit international qui permet à un État de déclarer un moratoire des paiements vu l'état de nécessité dans lequel il se trouve. L'existence d'une crise humanitaire constituait la preuve incontestable de l'état de nécessité »<sup>12</sup>. Mais le gouvernement espérait éviter une confrontation avec les autorités européennes, qui était pourtant inévitable<sup>13</sup>.

Une autre critique très courante, formulée par l'aile gauche de SYRIZA et diffusée largement par l'économiste Costas Lapavitsas, concerne l'absence d'un plan B dans la stratégie du gouvernement, qui aurait dû inclure selon eux une sortie de la zone euro<sup>14</sup>. Comme nous l'avons démontré, il est clair que les rapports de force entre les dirigeants européens au sein de l'union monétaire laissaient difficilement entrevoir la possibilité d'un consentement à un arrêt de l'austérité. L'appel à une stratégie fondée sur une sortie de l'euro, en revanche, a souvent l'apparence d'une incantation puisqu'elle tend à minimiser les coûts économiques et sociaux d'une telle aventure. Il demeure qu'en montrant dès le début aux autorités européennes qu'il craignait le Grexit davantage que ses interlocuteurs, le gouvernement grec s'est placé dans une position de faiblesse. De surcroît, SYRIZA aurait dû se préparer à l'éventualité d'une telle rupture, de manière à avoir accès, en dernier recours, aux leviers nécessaires pour mener une politique

---

<sup>11</sup> Bruff 2016, p. 115.

<sup>12</sup> Toussaint 2018b.

<sup>13</sup> Rappelons que le gouvernement grec a reconnu ses obligations vis-à-vis de la dette dans le cadre de l'accord du 20 février.

<sup>14</sup> Voir Flassbeck et Lapavitsas 2015.

économique et sociale souveraine. Compte tenu de l'état de crise de l'économie grecque (qui aurait eu peu à gagner d'une dévaluation de la monnaie), il aurait toutefois été difficile de concevoir cette éventualité sans se projeter dans un horizon postcapitaliste, impliquant une démocratisation des institutions étatiques et de l'économie<sup>15</sup>. Or, sur ce point, il n'y avait rien à craindre de la part du gouvernement d'Alexis Tsipras, qui a généralement gouverné dans les paramètres les plus étroits de la démocratie libérale, sans souci pour la mobilisation populaire ni pour les espaces de démocratie au sein de son propre parti.

### *Démocratie interne et mobilisation populaire*

Comme on l'a vu au chapitre 2, avant même les élections de janvier 2015, Tsipras et son cercle avaient réussi à s'autonomiser vis-à-vis de SYRIZA et avaient choisi de rejeter des points cruciaux du programme de Thessalonique, adopté par les membres du parti. Cette tendance ne va que se renforcer suite à la victoire électorale. Les mémoires de Yannis Varoufakis nous confirment en effet que, tout au long de son mandat, Alexis Tsipras va prendre les décisions importantes en petit comité fermé<sup>16</sup>. Les instances dirigeantes du parti se réuniront rarement<sup>17</sup>, et même les députés et les ministres du gouvernement SYRIZA (hormis le cercle rapproché de Tsipras), recevront des informations incomplètes sur la négociation<sup>18</sup>. Varoufakis montre en outre dans son livre qu'il avait lui-même tendance à considérer les espaces de délibération comme des obstacles. Il y décrit par exemple une réunion du cabinet où il dit avoir « perdu

---

<sup>15</sup> Sur l'idée d'une « démocratisation de l'État » comme condition à une rupture avec l'austérité en Grèce, en vue d'une transition socialiste de l'économie, voir Panitch et Gindin 2016.

<sup>16</sup> Varoufakis appelle « cabinet de guerre » ce petit cercle constitué de sept personnes : Euclide Tsakalotos, Nikos Pappas, Spyros Sagias, Alexis Tsipras, Yiannis Dragasakis, Giorgos Stathakis et Yannis Varoufakis.

<sup>17</sup> Entre la fin janvier et la fin février, une période cruciale, les décisions prises par le gouvernement n'ont pas été discutées par les instances du parti (Kouvelakis et Cukier 2015, p. 47).

<sup>18</sup> Toussaint 2018d.

quelques heures précieuses » à écouter « trop de gens [...] trop longtemps parl[er] », des paroles dures qui en disent long sur sa façon de faire de la politique<sup>19</sup>.

Compte tenu de ces pratiques technocratiques, il n'est pas étonnant que le gouvernement ait mis aussi peu d'énergie pour mobiliser effectivement la population, ce qui est une condition essentielle pour réaliser un programme radical. À l'inverse, on a assisté en Grèce à une démobilisation, d'abord à cause de la déception créée par certaines décisions impopulaires du gouvernement, mais surtout à cause d'une certaine inertie liée au fait d'attendre de voir l'évolution des négociations en cours (qui manquaient énormément de transparence)<sup>20</sup>. Un autre facteur ayant affaibli le parti est lié à l'exigence du pouvoir : après les élections, comme le souligne Stathis Kouvelakis, la « ruche du parti s'en est allée vers les ministères »<sup>21</sup>. En d'autres termes, les forces vives de SYRIZA ont été mobilisées pour la gestion quotidienne des affaires du gouvernement, ce qui laissait peu de place pour les activités intrapartisanes et pour les efforts de mobilisation populaire.

Ainsi, SYRIZA ne s'est pas donné les moyens de s'appuyer sur la mobilisation populaire, mais il faut insister sur ce point : cela constitue un problème plus large que le simple enjeu symbolique. C'est une occasion ratée pour le gouvernement de donner du pouvoir aux mouvements sociaux, alors que les luttes menées pendant la crise en avaient clairement montré le potentiel (notamment dans les réseaux de solidarité). Un exemple flagrant est le traitement réservé à la télévision d'État, qui avait été fermée par le gouvernement précédent et que SYRIZA avait promis de remettre sur pied. Le gouvernement a tenu sa promesse, mais a toutefois refusé de prendre en compte les propositions des travailleurs et travailleuses qui l'avaient occupée en 2013. Leur projet, qui se nourrissait de leur expérience pendant l'occupation, consistait à fonder un

---

<sup>19</sup> Varoufakis 2017, p. 231.

<sup>20</sup> Kouvelakis et Cukier 2015, p. 128.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 47.

nouveau modèle de diffuseur public, basé sur une programmation critique et l'autogestion des employés<sup>22</sup>. À la place, le gouvernement a réinstauré le vieux modèle d'organisation hiérarchique et a placé à sa tête Lambis Tagmatarchis : « the hated boss who had handed out the sacking notices and was known to be in favour of the memorandum-era style of management »<sup>23</sup>. C'est une occasion ratée à bien des niveaux, ne serait-ce que pour le contre-poids médiatique que le gouvernement aurait pu contribuer à établir. Cet épisode montre par ailleurs que le gouvernement SYRIZA, au-delà des exigences du pouvoir, n'avait simplement pas l'intention de bâtir sur les luttes populaires qui avaient secoué la Grèce et permis son ascension.

En somme, SYRIZA s'est éloigné des mouvements sociaux, le gouvernement s'est détaché du parti et le cercle d'Alexis Tsipras s'est complètement autonomisé, ce qui a contribué aux résultats que l'on connaît. L'échec de SYRIZA réaffirme donc l'importance, pour les partis de gauche, de réfléchir à ces dynamiques et de mettre en place des mécanismes capables de les endiguer. Il ne faudrait pas en conclure qu'il faut évacuer la politique partisane : ce constat montre plutôt qu'une première bataille se jouait au sein même de SYRIZA, entre son aile gauche et son aile droite, au moins deux ans avant sa victoire électorale, et que cette bataille était aussi importante que celle que va mener le gouvernement une fois au pouvoir.

Nous ne cherchons ici qu'à établir des pistes en vue d'une stratégie alternative, qui pourront être suivies pour un travail futur, qui reste à faire. À tout le moins, l'expérience de SYRIZA a montré clairement qu'un parti de gauche au gouvernement doit s'attendre à une contre-offensive musclée, et qu'il doit s'y préparer sérieusement. SYRIZA a plutôt cherché à éviter une réelle confrontation, comme s'il cherchait à tester les

---

<sup>22</sup> Sheehan 2016, p. 118.

<sup>23</sup> Ovenden 2015, p. 62. Varoufakis (2017, p. 413) souligne qu'il a été lui-même extrêmement déçu par cette décision, d'autant plus que Tagmatarchis était celui qui l'avait « blacklisté » de la station en 2011 pour ses prises de position critiques.

postulats de la théorie pluraliste. Le déni de démocratie qui a suivi aura permis de remettre les pendules à l'heure : il y a des limites à ce que les classes dirigeantes peuvent accepter, et leur niveau de tolérance semble aujourd'hui très bas. Comme nous l'avons déjà suggéré, c'est peut-être le seul gain de SYRIZA : mettre à nu des dynamiques antidémocratiques qui s'enracinent profondément en Europe. Selon Ian Bruff, il ne faut pas non plus négliger l'importance des tensions qu'a contribué à faire naître le combat de SYRIZA au sein des forces pro-austérité : « [it] opened real splits in the pro-austerity camp in Europe and also between the European institutions and the International Monetary Fund, with the latter admitting belatedly that the shock therapy of the last five years has not worked and that a programme of debt relief for Greece is now needed »<sup>24</sup>. Peut-être ces tensions au sein des classes dirigeantes annoncent-elles, avec les votes anti-establishment des dernières années, une fissure dans l'hégémonie néolibérale. Il reste à voir si les forces politiques de gauche sauront s'imposer dans ce contexte, et apprendre des erreurs de SYRIZA.

Quant à la Grèce, elle est officiellement sortie de son troisième mémorandum le 20 août 2018. Sur l'île d'Ithaque, Alexis Tsipras a salué la « libération » de la Grèce : « L'Odyssée moderne que notre pays a traversée depuis 2010 a pris fin »<sup>25</sup>. Ces paroles optimistes faisaient écho à celles des créanciers de la Grèce, qui se sont félicités cet été de la « reprise économique » en cours. La réalité, pourtant, est plus sombre. Le PIB se situe aujourd'hui au même niveau qu'en 2003, et l'énorme dette publique se maintient toujours à environ 180% du PIB<sup>26</sup>. En juin 2018, les autorités européennes avaient enfin accepté d'alléger cette dette jugée insoutenable, autorisant Athènes à ne commencer les remboursements du troisième plan d'aide qu'à partir de 2032 (plutôt qu'en 2022),

---

<sup>24</sup> Bruff 2016, p. 115. Le Bureau indépendant d'évaluation du FMI publiait d'ailleurs à l'été 2016 un rapport dévastateur sur son implication dans la crise grecque : « [The report] describes a “culture of complacency”, prone to “superficial and mechanistic” analysis, and traces a shocking breakdown in the governance of the IMF, leaving it unclear who is ultimately in charge of this extremely powerful organisation. »

<sup>25</sup> Faussabry 2018.

<sup>26</sup> *Ibid.*

en échange d'une surveillance accrue de ses comptes<sup>27</sup>. Ainsi, la sortie du mémorandum n'est pas la fin de l'austérité pour les ménages : Athènes s'est engagé à dégager un excédent budgétaire primaire de 3,5% du PIB jusqu'en 2022, puis de 2,2% jusqu'en 2060 (!)<sup>28</sup>. Comme le rapportait posément Thibaut Faussabry dans *Le Monde*, « ces promesses devraient sévèrement restreindre la marge de manœuvre des futurs gouvernements en matière de dépense publique, dans un pays où les retraites et les salaires ont déjà été massivement rabetés »<sup>29</sup>. Il va sans dire que dans cet état d'austérité permanente, la démocratie en est réduite à son expression la plus étriquée. À moins que le peuple grec n'en décide autrement, et prenne cette fois les moyens.

---

<sup>27</sup> Ducourtieux 2018. « D'ici à 2022, le pays devra se soumettre à un audit de ses comptes publics quatre fois l'an par la Commission et le MES, et risquera de voir une partie de ses allègements de dette suspendus en cas de remise en cause des réformes agréées durant les plans d'aide ».

<sup>28</sup> Faussabry 2018.

<sup>29</sup> *Ibid.*

## ANNEXE A

### EXTRAITS DU PROGRAMME DE THESSALONIQUE

*Ces extraits du discours d'Alexis Tsipras du 13 septembre 2014 ont été compilés, soulignés et commentés par Éric Toussaint (2018b).*

« [...] Nous demandons un mandat fort, soutenu par une large majorité parlementaire et un encore plus large consensus social, pour mener une négociation qui protège au mieux les intérêts de notre peuple en Europe.

Nous demandons le recours immédiat au verdict populaire et un mandat de négociation qui vise à **l'effacement de la plus grande partie de la dette nominale** pour assurer sa viabilité<sup>1</sup>.

Ce qui a été fait pour l'Allemagne en 1953<sup>2</sup> doit se faire pour la Grèce en 2014. Nous revendiquons :

–\* Une “clause de croissance” pour le remboursement de la dette.

–\* **Un moratoire – suspension des paiements** – afin de préserver la croissance.

–\* L'indépendance des programmes d'investissements publics vis-à-vis des limitations qu'impose le pacte de stabilité et de croissance.<sup>3</sup>

[...]

Nous déclarons aussi, haut et fort, que **nous revendiquons toujours le remboursement du prêt imposé à la Grèce par les forces d'occupation nazies**<sup>4</sup>.

[...]

Nous nous engageons, face au peuple grec, à **remplacer dès les premiers jours du nouveau gouvernement – et indépendamment des résultats attendus de notre**

---

<sup>1</sup> Varoufakis n'était pas pour avancer cette demande et il a proposé un échange de dettes (en modifiant les dates d'échéances de remboursement et en réduisant le taux) sans réduire la valeur nominale du stock de la dette.

<sup>2</sup> Lors de la Conférence de Londres, le 27 février 1953, la République fédérale allemande obtenait, avec le consentement de vingt et un de ses créanciers (dont les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Suisse, la Belgique, la Grèce, etc.), une réduction de sa dette de 62,6 %. Voir : Eric Toussaint, « L'annulation de la dette allemande en 1953 versus le traitement réservé au Tiers Monde et à la Grèce ». Malgré la capitulation de Tsipras, aucune réduction de dette n'a été accordée à la Grèce.

<sup>3</sup> Cela impliquait de ne pas comptabiliser ce genre de dépense pour calculer le déficit. C'est en opposition directe aux normes imposées par la Commission européenne.

<sup>4</sup> La présidente du parlement avait institué une Commission mais le gouvernement ne s'est pas saisi des résultats pour en faire un enjeu prioritaire dans ses négociations avec l'Allemagne.

**négociation – le mémorandum par un Plan national de reconstruction<sup>5</sup>, rigoureusement élaboré, et chiffré avec précision.**

Le Plan national de reconstruction se constitue d'un ensemble de mesures pour le redressement économique et social, regroupées autour de quatre grands axes :

- \* Mesures pour remédier à la crise humanitaire<sup>6</sup>.
- \* Mesures prioritaires pour la relance de l'économie.
- \* Plan national de lutte contre le chômage et d'amélioration de la situation du marché du travail.
- \* Rétablissement institutionnel et démocratique du système politique.

#### *A. Mesures pour remédier à la crise humanitaire*

**Notre programme d'un coût approximatif de 2 milliards d'euros**, se constitue d'un ensemble d'interventions d'urgence servant de bouclier de protection pour les couches sociales les plus vulnérables.

Il inclut :

- \* Emploi de l'énergie électrique à titre gratuit pour 300 000 familles qui se trouvent en dessous du seuil de pauvreté (3 600 kWh par an)<sup>7</sup>.
- \* Programme de subventions alimentaires (coupons repas pour 300 000 familles)<sup>8</sup>.  
[...]
- \* Soins médicaux gratuits pour tous<sup>9</sup>. [...]
- \* Projet pour l'accès au logement.

<sup>5</sup> Cet engagement n'a pas été tenu et le gouvernement a accepté le 20 février 2015 de prolonger la durée d'application du mémorandum jusque fin juin 2015.

<sup>6</sup> Les seules mesures réellement adoptées pendant les six mois du premier gouvernement Syriza Anel ont été les 100 versements qui permettaient aux contribuables endettés auprès du Trésor de réguler leur situation et de retrouver une identité fiscale en règle, seule possibilité d'avoir une activité économique. Cette mesure a été affaiblie dès août 2015, par un article spécifique du 3e mémorandum.

<sup>7</sup> L'accès gratuit à l'électricité pour les ménages les plus pauvres n'est toujours pas une réalité en Grèce.

<sup>8</sup> Rien n'a été fait en 2015, année occupée par les « négociations avec les créanciers ». Annoncé par Tsipras en décembre 2016, le « Plan Parallèle » a donné lieu à une allocation de solidarité sociale, instaurée fin 2016, attribuée fin 2017 à 280 000 foyers, correspondant à quelques 620 000 personnes. 700 000 personnes vivant dans des conditions d'extrême pauvreté devraient en bénéficier en 2018 à travers tout le pays. Cette allocation mensuelle est conditionnée par la situation fiscale et immobilière de chaque foyer ; elle est accompagnée de diverses prestations comme l'accès aux repas scolaires, aux soins gratuits et aux médicaments, à des structures municipales de soutien social (épicerie sociale etc). 35,6% de la population grecque vit fin 2017 en dessous du seuil de pauvreté.

<sup>9</sup> L'accès gratuit aux soins hospitaliers et pharmaceutiques est une réalité pour les Grecs assurés sociaux ou non sans distinction, ainsi que pour les étrangers et les catégories sociales en difficulté, depuis mai 2016. Cependant la dégradation du système de santé, systématisée dès le premier mémorandum, se poursuit et provoque des pénuries graves de médicaments, des temps d'attente et un encombrement des services dans les hôpitaux, des fermetures en province de services entiers, faute de personnels et de crédits.



Le projet prévoit la réhabilitation des anciens logements et hôtels abandonnés, afin d'assurer dans une première phase une disponibilité de 25 000 nouveaux logements avec des loyers subventionnés<sup>10</sup>.

–\* Mesures en faveur des petites retraites<sup>11</sup>.

Nous nous sommes déjà engagés pour le relèvement progressif des petites retraites. Nous nous engageons aujourd'hui, de surcroît et afin de renforcer la demande, à rétablir la prime du treizième mois pour les 1 262 920 retraités dont la pension ne dépasse pas les 700 €. Et cette mesure sera étendue – progressivement et en fonction de la conjoncture économique – à tous les retraités et à tous les salariés.

–\* Réduction des prix des transports publics. [...]

### *B. Mesures pour relancer l'économie*

Le deuxième axe réunit les mesures de relance de l'économie, mesures dont la priorité est l'arrêt de la politique d'imposition actuellement menée malgré ses conséquences néfastes pour l'économie réelle<sup>12</sup>, la mise en place d'une nouvelle *seisachtheia*<sup>13</sup>, et le renforcement de la liquidité et de la demande.

Car la situation de l'économie réelle est aujourd'hui vraiment désastreuse.

Le raid fiscal opéré par le gouvernement sur la classe moyenne et la surimposition de ceux qui ne fraudent pas accablent la plus grande partie de la population, qui voit constamment menacés sa vie professionnelle, les bribes de son patrimoine, et même sa propre existence. De cette angoisse insupportable témoigne le nombre record de suicides. Les classes laborieuses, les agriculteurs<sup>14</sup>, les salariés, les petits et moyens entrepreneurs, le corps de l'économie réelle, en somme, doit affronter actuellement une tourmente d'impôts qui dépasse leurs forces de résistance. Et sous peu, c'est une nouvelle tourmente qu'ils vont devoir affronter. Celle des saisies de leurs propriétés privées par les banques, puisqu'ils rencontrent des difficultés à rembourser les

<sup>10</sup> Rien n'a été fait dans ce domaine.

<sup>11</sup> Les retraites ont été réaménagées par la loi Katrougalos de 2016, en commençant par les retraites complémentaires, réduites avec pour objectif d'économiser 1% du PIB d'ici 2019. Aucune nouvelle retraite complémentaire n'a été accordée depuis janvier 2015, tandis que cette loi aménage la suppression progressive du complément EKAS aux plus faibles retraites d'ici 2020.

<sup>12</sup> Au contraire, le 3e mémorandum fait empirer la situation fiscale des petites et moyennes entreprises, en exigeant que 50% de la TVA (augmentée à 24 %) sur le chiffre d'affaire attendu l'année suivante soit payé à l'avance (en décembre pour l'année d'après).

<sup>13</sup> « Remise du fardeau » ou annulation de dettes : mesure établie par Solon, à Athènes, au vie siècle av. J.-C., au profit des couches populaires accablées de dettes. Voir Daphné Kioussis, « Solon et la crise d'endettement dans la cité athénienne »

<sup>14</sup> Les agriculteurs en particulier se sont retrouvés dans le collimateur du 3e mémorandum signé le 13/07/2015 : augmentation des cotisations sociales sur les retraites (de 7 à 20 %) et paiement à l'avance de 50 % de la TVA sur les bénéfices estimés de l'année suivante, suppression de l'exemption de taxes sur le diesel, suppression d'une série de subventions.

emprunts qu'ils avaient contractés par le passé, avant la crise, avant leur chômage, avant la mutilation de leurs revenus, avant la fermeture de leurs entreprises.

L'obstination du gouvernement à accabler de charges supplémentaires ceux qui sont déjà à terre ne peut mener qu'à une impasse, tout simplement parce qu'on ne peut rien recevoir de quelqu'un qui n'a rien à donner. "Qui n'a rien, ne peut rien donner." Pour constater l'aberration de leur politique, il suffit de regarder le montant des créances attestées et non perçues par l'État : il est à ce jour d'environ 68 milliards d'euros<sup>15</sup>.

Et chaque mois qui passe, ce chiffre augmente d'un milliard d'euros. [...]

La réalisation d'un processus de régularisation qui entraîne pour tout redevable l'arrêt immédiat des poursuites pénales et des saisies des comptes bancaires, de la résidence principale, des salaires, etc., ainsi que l'octroi d'une attestation de régularité fiscale. [...]

Avec ces mesures, nous n'aspérons pas uniquement à soulager les gens qui souffrent et qui forment l'épine dorsale de l'économie, mais aussi relancer l'économie réelle en la libérant de la répression étouffante des taxes et des majorations imposées, totalement improductives car non percevables.

Le bénéfice immédiat estimé par la régularisation des dettes et le début des paiements des acomptes nous permettra de financer des actions nécessaires pour l'allègement et la répartition équitable des charges.

D'ailleurs dans le cadre des mesures visant à relancer l'économie nous annonçons aujourd'hui l'abrogation immédiate de la nouvelle taxe foncière.

## 2. Abrogation immédiate de la nouvelle taxe foncière (Enfia)

Car elle est le symbole de l'injustice sociale qui caractérise l'ensemble de la politique économique du gouvernement Samaras. [...]

L'Enfia, par conséquent, ne peut pas être corrigée, elle ne peut pas être améliorée – elle ne peut être qu'abrogée<sup>16</sup>.

À sa place :

---

<sup>15</sup> A noter qu'entre 2014 et octobre 2017, vu la poursuite par le gouvernement d'Alexis Tsipras des politiques qu'il dénonçait en 2014, le montant de l'arriéré est passé de 68 milliards à près de 100 milliards €. Depuis janvier 2017, les saisies de biens immobiliers par l'Agence Autonome des Recettes Publiques qui remplace le service des impôts du Ministère des Finances n'épargnent pas les résidences principales. L'ensemble des dettes aux impôts s'élevait en août 2017 à 95,65 milliards d'euros dont 5,48 milliards pour la seule année 2017, et 3,8 millions de contribuables endettés. Parmi eux 2.4 millions de contribuables, personnes physiques ou morales, ne sont endettées que pour une somme de 1 à 500 euros, qu'ils sont néanmoins incapables de payer, pour une somme totale de 340 millions d'euros.

<sup>16</sup> L'ENFIA n'a pas été supprimé, il a été légèrement modifié selon des critères en rapport avec la situation géographique et la vétusté du bien, pour des sommes variant entre 400 et 13 000 euros par an.

–\* Nous établirons une taxe socialement juste sur la grande propriété (FMAP) et nous ne taxerons personne sur des valeurs fictives.

–\* Les valeurs des biens retenues pour la base d'imposition seront réajustées immédiatement de 30 % à 35 %.

–\* Son taux sera progressif et le seuil d'exonération élevé.

–\* La résidence principale sera exemptée, à l'exception des propriétés de grand luxe ostentatoire.

[...]

3. Restauration du seuil de non-imposition à 12 000 €/an<sup>17</sup> [...]

4. Nous institutionnalisons une "nouvelle Seisachtheia" (libération des dettes)

Elle s'appliquera aux créances douteuses (*non performing loans*, c'est-à-dire des dettes en défaut de paiement depuis trois mois ou plus), aussi appelées "rouges", car leur effacement partiel est un préalable indispensable tant à l'assainissement des portefeuilles bancaires qu'à la restauration de la liquidité monétaire et au soutien de la croissance et de la relance de l'économie.

La "nouvelle seisachtheia" s'appliquera au cas par cas et consistera à l'effacement partiel des dettes des personnes qui se trouvent sous le seuil de la pauvreté<sup>18</sup>. [...]

5. Création d'un organisme public chargé de la gestion de la dette privée. [...]

Bien évidemment, il s'agit tout d'abord d'empêcher l'utilisation de la dette privée comme moyen de confisquer la propriété des citoyens, et comme moyen de contrôler le secteur privé de l'économie.

Au cours des prochains jours, Syriza va déposer au Parlement un amendement législatif pour une prolongation indéfinie de la suspension de la vente aux enchères des résidences principales dont la valeur est inférieure à 300 000 €. Nous déposerons également une proposition d'interdiction législative de vente ou de cession des titres à des institutions bancaires non reconnues ou à des entreprises de gestion de contrats de prêts et de garanties.

En deux mots, nous ne permettrons pas aux vautours des *distress funds* internationaux de spéculer en confisquant les maisons des citoyens<sup>19</sup>.

<sup>17</sup> Le seuil de non-imposition a été fixé après de multiples négociations à 8.600 pour une personne seule, à 9000 euros annuels pour un couple avec deux enfants à charge. La situation va se dégrader car, sous la pression de la Troïka, le gouvernement s'est engagé en juin 2017 à rabaisser le seuil à 5.700 euros et 6130 euros respectivement à partir du 01/01/2019. D'autre part, pour les travailleurs indépendants, les revenus sont imposés dès le premier euro.

<sup>18</sup> Il s'agissait donc d'annuler des dettes dues aux banques par des personnes privées vivant en dessous du seuil de pauvreté.

<sup>19</sup> Cette promesse n'a pas été tenue. Voir Eric Toussaint, « Les « fonds vautours » prospèrent sur la misère en spéculant sur l'endettement des particuliers ». Voir Constantin Kaïmakis, « Grèce : Le mouvement « Je ne paie pas » », Non seulement cette promesse n'a pas été tenue mais la loi qui protégeait les résidences principales contre les mises aux enchères (moyennant un recours juridique onéreux) ne sera plus accessible à partir du 1er janvier 2019. Pire, pour contrer l'opposition citoyenne

Chers amis et amies,

Je l'ai dit l'année dernière, ici, à cette tribune, je le répète encore une fois cette année : la clé pour la relance de l'économie est le système financier.

**Avec Syriza au gouvernement, le secteur public reprend le contrôle du Fonds hellénique de stabilité financière (FHSF – en anglais HFSF) et exerce tous ses droits sur les banques recapitalisées<sup>20</sup>. Cela signifie que le secteur public décide de leur administration.**

En même temps, nous mettons en place des opérations ciblées afin d'assurer la liquidité dans l'économie réelle. Parmi ces opérations figure la mise en place d'une banque de développement et de banques spécifiques.

6. Mise en place d'une banque de développement et de banques spécifiques  
Pour nous, la nouvelle architecture du système bancaire comprendra, outre les banques recapitalisées systémiques, de nouvelles banques coopératives spécifiques et une banque publique de développement.

C'est pourquoi, nous allons créer une banque de développement<sup>21</sup>, et des banques à mission spécifique, pour le financement des PME et des agriculteurs. Pour soutenir la liquidité nécessaire au développement d'équipes professionnelles dynamiques qui à leur tour donneront de l'énergie et une nouvelle impulsion à la croissance et au redressement productif.

7. Restauration du salaire minimum à 751 €

Nous augmenterons le salaire minimum à 751 € pour tous les travailleurs, indépendamment de toute condition d'âge<sup>22</sup>.

Notre modèle économétrique confirme les conclusions du modèle de l'Institut du travail de la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs) : la restauration du

---

très active, les enchères se font désormais par voie électronique et les opposants sont passibles de peines de prison allant de trois à six mois. Enfin, les emprunts en rouge d'Eurobank ont été cédés en juillet 2017 à un fonds suédois Intrum Justitia AB (Intrum) à 3 % de leur valeur, pour une somme de 1,5 milliards d'euros.

<sup>20</sup> Varoufakis était opposé à cette mesure, puisqu'il était favorable au transfert des banques grecques vers les créanciers européens. De son côté, le gouvernement Tsipras n'a pris aucune mesure pour que l'État grec exerce tous ses droits sur les banques recapitalisées. De plus, il a laissé le Fonds hellénique de stabilité financière aux mains des alliés des banquiers privés et des dirigeants européens.

<sup>21</sup> Cette banque n'a pas été créée. Varoufakis qui en avait fait une de ses six priorités a accepté que dans l'accord de février 2015 avec l'Eurogroupe ne figure pas la création de cette banque publique de développement.

<sup>22</sup> Cela n'a pas été réalisé. Baissé à l'occasion du 2e mémorandum à 586 euros, et 510 euros pour les moins de 25 ans, le salaire de base a été augmenté à partir du 1er janvier 2017 à 684 euros sans distinction d'âge mais il n'a pas été ramené au niveau de 2010-2011, à savoir 751 euros.

salaire minimum non seulement n'aggrave pas, par son coût, la croissance mais elle lui est même bénéfique. [...]

Chers amis,

Le troisième axe de notre Plan national de redressement que nous vous présentons aujourd'hui s'inscrit dans la perspective de notre grand objectif national, celui de rétablir le plein-emploi dans notre pays, de redonner de l'espoir et des perspectives d'avenir à nos jeunes qui émigrent massivement alors que leur force vive est nécessaire pour reconstruire notre pays.

### *C. Plan de reprise de l'emploi*

#### 1. Restauration du droit du travail

Les droits des travailleurs supprimés par les lois issues des mémorandums seront immédiatement rétablis, en même temps que le salaire minimum. Les conventions collectives seront rétablies ainsi que le principe de la prorogation des avantages acquis en vertu d'une ancienne convention collective ou accord<sup>23</sup>. [...]

Les réformes concernant les licenciements collectifs et abusifs, les contrats précaires de "location des employés" seront abrogées.

2. Plan de création de 300 000 nouveaux emplois dans les secteurs publics et privés et dans ceux de l'économie sociale<sup>24</sup>. [...]

3. Les catégories des bénéficiaires de l'allocation chômage seront élargies [...]

### *D. Interventions pour la reconstruction institutionnelle et démocratique de l'État [...]*

Progressivement, nous augmentons les ressources des collectivités régionales pour renforcer leur participation active au redressement productif du pays. Ainsi, elles pourront bénéficier non seulement de prêts à faible taux d'intérêt, mais aussi de l'émission par la future banque de développement des obligations destinées au financement de leurs interventions<sup>25</sup>.

b) Nous renforcerons les institutions de la démocratie représentative et introduirons de nouvelles applications institutionnelles de la démocratie directe dans le fonctionnement du système politique, telles que l'initiative législative populaire, le veto populaire, le référendum d'initiative citoyenne.

---

<sup>23</sup> Les atteintes au droit du travail se sont succédées depuis 2015 sous la pression des créanciers, à l'occasion de chaque « évaluation » précédant les versements. La loi votée en mai 2017 facilite les licenciements collectifs, en supprimant l'autorisation administrative et le droit de veto du ministre du Travail pour les licenciements, sur la base de la situation sur le marché du travail, la situation de l'entreprise, les intérêts de l'économie nationale. Le droit du travail s'est encore dégradé en janvier 2018 avec l'adoption d'une loi qui réduit objectivement le droit de grève. Enfin, même l'ouverture des commerces le dimanche est maintenue, malgré les protestations répétées d'une majorité de commerçants et de leurs employés.

<sup>24</sup> Cet engagement n'a pas été tenu.

<sup>25</sup> Cela n'a pas été réalisé puisque la banque de développement n'a pas été créée.

Nous renforcerons le rôle du Parlement dans sa fonction législative et sa fonction de contrôle de l'exécutif<sup>26</sup>, nous délimiterons sévèrement l'immunité parlementaire et nous supprimerons le statut particulier des ministres en matière de responsabilité pénale qui institutionnalise une "déviation vicieuse des principes d'une société démocratique".

c) Nous redéfinissons la charte de fonctionnement de l'ensemble des moyens de diffusion de l'information grecs, en redessinant le paysage audiovisuel conformément aux exigences légales et avec une surveillance accrue sur leur transparence. Nous renforçons les médias régionaux. Nous créons une vraie télévision publique, démocratique, pluraliste et de haute qualité en reconstituant l'ERT à partir de zéro<sup>27</sup>.

Chers amis,

Nous, nous ne promettons pas. Nous nous engageons. [...] Nous, nous avons déjà élaboré un plan d'action étalé sur six mois contre cette gangrène, qui prévoit :

Tout d'abord, l'intensification et l'accélération des contrôles des transactions intragroupe, des "listes Lagarde", de Liechtenstein, des transferts de fonds, des sociétés offshore et de l'immobilier à l'étranger. À cet effet, on met en place un service spécial composé d'experts et muni du support technologique approprié après la longue, déplorable et énigmatique inaction du gouvernement actuel<sup>28</sup>.

Les estimations des recettes provenant de la répression de la fraude fiscale et de la contrebande, ont parfois été très ambitieuses. Nous, avec modération, nous estimons que notre plan d'action apportera aux caisses de l'État, la première année, au moins trois milliards d'euros.

En ce qui concerne le coût du capital de départ du secteur public, du vecteur intermédiaire et de banques spécialisées – estimé à 3 milliards d'euros –, **il sera financé par le soutien de 11 milliards d'euros prévu pour les banques par le mécanisme de stabilité**<sup>29</sup>. [...] »

<sup>26</sup> Cela n'a été que partiellement réalisé pendant les six premiers mois du gouvernement Tsipras malgré les efforts de la présidente du Parlement. En cause, les pressions exercées par les créanciers et la volonté de Tsipras de mener une diplomatie secrète et de faire des concessions aux créanciers.

<sup>27</sup> Cela a été réalisé par le gouvernement Tsipras en juin 2015 mais en mettant à la tête de l'institution publique un personnage douteux comme le reconnaît Varoufakis. Cette nomination a provoqué de fortes protestations et une grande déception dans les rangs de la gauche.

<sup>28</sup> Cela n'a pas été réalisé.

<sup>29</sup> Varoufakis explique dans son livre qu'il a accepté la décision des créanciers de ne pas mettre ces 11 milliards à la disposition du gouvernement grec et de rapatrier cette somme vers le FESF organisme privé créé par la Troïka et basé à Luxembourg. Il considère que c'est une bataille perdue que de chercher à obtenir ces 11 milliards.

## ANNEXE B

### L'ACCORD DU 13 JUILLET 2015

Déclaration du sommet de la zone euro  
Bruxelles, le 12 juillet 2015

Le sommet de la zone euro souligne la nécessité cruciale de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel futur accord sur un nouveau programme du MES. À cet égard, il est essentiel que la maîtrise du processus revienne aux autorités grecques, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective.

Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI. Il s'agit d'une condition préalable pour que l'Eurogroupe approuve un nouveau programme du MES. La Grèce demandera donc que le FMI maintienne son soutien (surveillance et financement) à partir de mars 2016.

Compte tenu de la nécessité de rétablir la confiance avec la Grèce, le sommet de la zone euro se félicite que la Grèce ait pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures. Ces mesures, prises en accord total et préalable avec les institutions, porteront sur:

*pour le 15 juillet*

- une rationalisation du régime de TVA et un élargissement de l'assiette fiscale afin d'accroître les recettes;
- des mesures directes pour améliorer la viabilité à long terme du système des retraites dans le cadre d'un programme global de réforme des retraites;
- la garantie de la pleine indépendance juridique d'ELSTAT;
- la pleine mise en œuvre des dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, notamment en rendant opérationnel le conseil budgétaire avant la finalisation du protocole d'accord et en introduisant des réductions quasi automatiques des dépenses en cas de dérapages par rapport à des objectifs ambitieux d'excédents primaires, après avoir sollicité l'avis du conseil budgétaire et sous réserve de l'accord préalable des institutions;

*pour le 22 juillet*

- l'adoption du code de procédure civile, qui représente une refonte en profondeur des procédures et modalités propres au système de justice civile et peut accélérer considérablement les procédures judiciaires et réduire les coûts dans ce domaine;
- la transposition de la directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances, avec le soutien de la Commission européenne.

Ce n'est qu'après - et immédiatement après - que les quatre premières mesures susmentionnées auront fait l'objet d'une mise en œuvre au plan juridique et que le Parlement grec aura approuvé tous les engagements figurant dans le présent document, avec vérification par les institutions et l'Eurogroupe, qu'une décision pourra être prise donnant mandat aux institutions de négocier un protocole d'accord. Cette décision serait prise sous réserve de l'achèvement des procédures nationales et à condition que les conditions préalables prévues à l'article 13 du traité instituant le MES soient réunies, sur la base de l'évaluation visée à l'article 13, paragraphe 1.

Afin de pouvoir servir de base à la conclusion positive du protocole d'accord, les mesures de réforme présentées par la Grèce doivent être sérieusement renforcées compte tenu de la profonde dégradation de la situation économique et budgétaire du pays au cours de l'année dernière. Le gouvernement grec doit s'engager formellement à renforcer ses propositions dans un certain nombre de domaines recensés par les institutions, en les accompagnant d'un calendrier suffisamment précis pour ce qui est de la législation et de la mise en œuvre, y compris des critères de référence structurels, des échéances et des critères de référence quantitatifs, afin de donner une idée claire de l'orientation des politiques à moyen terme. Il doit notamment, en accord avec les institutions:

- mener d'ambitieuses réformes des retraites et définir des politiques visant à compenser pleinement l'incidence budgétaire de l'arrêt de la cour constitutionnelle relatif à la réforme des pensions de 2012 et mettre en œuvre la clause de déficit zéro ou des mesures alternatives mutuellement acceptables d'ici octobre 2015;
- adopter des réformes plus ambitieuses du marché des produits assorties d'un calendrier précis de mise en œuvre de toutes les recommandations du volume I du manuel de l'OCDE pour l'évaluation de la concurrence, y compris dans les domaines suivants: ouverture des magasins le dimanche, périodes de soldes, propriété des pharmacies, lait et boulangeries, à l'exception des produits pharmaceutiques vendus sans ordonnance qui feront l'objet d'une mise en œuvre à un stade ultérieur, ainsi qu'en ce qui concerne l'ouverture de professions fermées essentielles au niveau macro-économique (par exemple, les transports



par ferry). En ce qui concerne le suivi du volume II du manuel de l'OCDE, l'industrie manufacturière doit être comprise dans les actions préalables;

- en ce qui concerne les marchés de l'énergie, procéder à la privatisation de l'opérateur du réseau de distribution d'électricité (ADMIE), à moins que l'on puisse trouver des mesures de remplacement ayant un effet équivalent sur la concurrence, comme convenu par les institutions;
- en ce qui concerne le marché du travail, entreprendre un réexamen rigoureux et une modernisation des négociations collectives, de l'action syndicale et, conformément à la directive pertinente de l'UE et aux bonnes pratiques, des procédures de licenciement collectif selon le calendrier et l'approche convenus avec les institutions. Sur la base de ces réexamens, les politiques du marché du travail devraient être alignées sur les meilleures pratiques internationales et européennes, sans que cela se traduise par un retour aux politiques antérieures qui ne sont pas compatibles avec les objectifs de croissance durable et inclusive;
- adopter les mesures nécessaires pour renforcer le secteur financier, y compris des mesures radicales concernant les prêts non performants et des mesures visant à renforcer la gouvernance du Fonds hellénique de stabilité financière (HFSF) et des banques, en particulier en éliminant toute possibilité d'interférence politique, notamment dans les processus de nomination.

Par ailleurs, les autorités grecques prendront les mesures suivantes:

- élaborer un programme de privatisation nettement plus étoffé avec une meilleure gouvernance; des actifs grecs de valeur seront transférés dans un fonds indépendant qui monétisera les actifs par des privatisations et d'autres moyens. La monétisation des actifs constituera une source permettant le remboursement programmé du nouveau prêt du MES et générera sur la durée du nouveau prêt un montant total fixé à 50 milliards d'euros, dont 25 milliards d'euros serviront au remboursement de la recapitalisation des banques et d'autres actifs, et 50 % de chaque euro restant (c'est-à-dire 50 % de 25 milliards d'euros) serviront à diminuer le ratio d'endettement, les autres 50% étant utilisés pour des investissements.

Ce fonds serait mis en place en Grèce et géré par les autorités grecques sous la supervision des institutions européennes concernées. En accord avec les institutions, et sur la base des bonnes pratiques internationales, un cadre législatif devrait être adopté pour garantir des procédures transparentes et une valorisation adéquate des ventes d'actifs, conformément aux principes et aux normes de l'OCDE sur la gestion des entreprises publiques;

- conformément aux ambitions du gouvernement grec, moderniser et considérablement renforcer l'administration publique grecque, et mettre en place, sous l'égide de la Commission européenne, un programme de renforcement des capacités et de dépolitisation de l'administration publique grecque. Une première proposition devrait être présentée d'ici le 20 juillet après discussion avec les institutions. Le gouvernement grec s'engage à réduire encore les coûts de l'administration publique grecque, conformément à un calendrier convenu avec les institutions;
- normaliser complètement les méthodes de travail avec les institutions, y compris le travail nécessaire sur le terrain à Athènes, pour améliorer la mise en œuvre et le suivi du programme. Le gouvernement doit consulter les institutions et convenir avec elles de tout projet législatif dans les domaines concernés dans un délai approprié avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement. Le sommet de la zone euro souligne une nouvelle fois que la mise en œuvre est capitale et, dans ce contexte, se félicite que les autorités grecques aient l'intention de demander d'ici le 20 juillet le soutien des institutions et des États membres en vue d'une assistance technique, et demande à la Commission européenne de coordonner ce soutien de l'Europe;
- à l'exception de la loi sur la crise humanitaire, le gouvernement grec procédera à un réexamen en vue de modifier les dispositions législatives adoptées qui sont contraires à l'accord du 20 février puisqu'elles constituent un retour en arrière par rapport aux engagements pris au titre du programme précédent ou il définira des mesures compensatoires clairement équivalentes pour les droits acquis qui ont été créés par la suite.

Les engagements énumérés plus haut correspondent au minimum exigé pour entamer les négociations avec les autorités grecques. Toutefois, le sommet de la zone euro a clairement indiqué que le fait de commencer des négociations n'exclut pas la possibilité d'un accord final sur un nouveau programme du MES, qui devra reposer sur une décision relative à l'ensemble du paquet (y compris les besoins de financement, le caractère soutenable de la dette et un financement-relais éventuel).

Le sommet de la zone euro prend acte de ce que les besoins de financement du programme pourraient se situer entre 82 et 86 milliards d'euros, selon les estimations des institutions. Il invite ces dernières à étudier les possibilités de réduire l'enveloppe de financement, en suivant une autre trajectoire budgétaire ou grâce à des recettes plus élevées tirées des privatisations. Rétablir l'accès au marché, ce qui est un des objectifs de tout programme d'assistance financière, diminue la nécessité de puiser dans l'enveloppe de financement totale. Le sommet de la zone euro prend note des besoins de financement urgents de la Grèce qui rendent d'autant plus nécessaire de progresser

rapidement pour prendre une décision sur un nouveau protocole d'accord: d'après les estimations, ces besoins s'élèveraient à 7 milliards d'euros d'ici le 20 juillet, et à 5 milliards d'euros supplémentaires d'ici la mi-août.

Le sommet de la zone euro est conscient qu'il importe de veiller à ce que l'État grec souverain puisse régler ses arriérés vis-à-vis du FMI et de la Banque de Grèce et honorer ses titres de créances dans les semaines qui viennent afin de créer les conditions qui permettront de mener à bonne fin les négociations. Le risque de ne pas pouvoir conclure rapidement les négociations demeure entier pour la Grèce. Le sommet de la zone euro invite l'Eurogroupe à discuter d'urgence de ces questions.

Compte tenu de l'acuité des problèmes rencontrés par le secteur financier grec, l'enveloppe totale d'un nouveau programme éventuel du MES devrait inclure la constitution d'un fonds de réserve de 10 à 25 milliards d'euros pour le secteur bancaire afin de pouvoir faire face aux éventuels besoins de recapitalisation des banques et aux éventuels coûts de résolution, dont 10 milliards d'euros seraient immédiatement mis à disposition dans un compte ségrégué au MES.

Le sommet de la zone euro est conscient qu'une décision doit être prise rapidement sur un nouveau programme pour que les banques puissent rouvrir, ce qui permettrait d'éviter une augmentation de l'enveloppe de financement totale. La BCE/le MSU procédera à une évaluation complète après l'été. La réserve globale permettra de combler les éventuelles insuffisances de fonds propres suivant l'évaluation complète après que le cadre juridique aura été appliqué.

De sérieux doutes planent sur le caractère soutenable de la dette grecque. Cela est dû au relâchement des politiques au cours des douze derniers mois, qui a entraîné la dégradation récente de l'environnement macroéconomique et financier du pays. Le sommet de la zone euro rappelle que les États membres de la zone euro ont, tout au long de ces dernières années, adopté une série impressionnante de mesures pour soutenir la viabilité de la dette de la Grèce, qui ont allégé le service de la dette de la Grèce et sensiblement réduit les coûts.

En conséquence, dans le cadre d'un éventuel programme futur du MES, et conformément à l'esprit de la déclaration de l'Eurogroupe de novembre 2012, l'Eurogroupe est prêt à envisager, si nécessaire, d'éventuelles mesures supplémentaires (un allongement éventuel des périodes de grâce et des délais de remboursement) afin de faire en sorte que les besoins bruts de financement demeurent à un niveau soutenable. Ces mesures seront subordonnées à la mise en œuvre intégrale des mesures à convenir dans le cadre d'un nouveau programme éventuel et seront envisagées après le premier réexamen qui aura abouti à un résultat concluant.

Le sommet de la zone euro souligne que l'on ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette.

Les autorités grecques réaffirment leur attachement sans équivoque au respect de leurs obligations financières vis-à-vis de l'ensemble de leurs créanciers, intégralement et en temps voulu.

Pour autant que toutes les conditions nécessaires figurant dans le présent document soient remplies, l'Eurogroupe et le conseil des gouverneurs du MES peuvent, conformément à l'article 13, paragraphe 2, du traité instituant le MES, charger les institutions de négocier un nouveau programme du MES, si les conditions préalables énoncées à l'article 13 du traité instituant le MES sont réunies sur la base de l'évaluation visée à l'article 13, paragraphe 1.

Pour contribuer à soutenir la croissance et la création d'emplois en Grèce (au cours des trois à cinq prochaines années), la Commission travaillera étroitement avec les autorités grecques pour mobiliser jusqu'à 35 milliards d'euros (dans le cadre de différents programmes de l'UE) en vue de financer des investissements et l'activité économique, y compris au niveau des PME. À titre de mesure exceptionnelle et compte tenu de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouve la Grèce, la Commission fera une proposition visant à augmenter le niveau de préfinancement d'un milliard d'euros afin de donner une impulsion immédiate aux investissements, dont se chargeront les colégislateurs de l'UE. Le plan d'investissement pour l'Europe offrira également des possibilités de financement pour la Grèce.

## BIBLIOGRAPHIE

- Albo, G. (2005). Contesting the « New Capitalism ». Dans D. Coates (dir.), *Varieties of Capitalism, Varieties of Approaches* (p. 63-82). New York : Palgrave Macmillan.
- Aslanidis, P. et Kaltwasser, C. R. (2016). Dealing with populists in government: the SYRIZA-ANEL coalition in Greece. *Democratization*, 23(6), 1077-1091.
- Aslanidis, P. et Pappas, T. S. (2015). Greek Populism: A Political Drama in Five Acts. Dans H. Kriesi et T. S. Pappas (dir.), *European populism in the shadow of the Great Recession* (p. 181-196). Colchester : ECPR Press.
- Bale, T. et Dunphy, R. (2011). In from the cold? Left parties and government involvement since 1989. *Comparative European Politics*, 9(3), 269-291.
- Barrow, C. W. (2008). Ralph Miliband and the Instrumentalist Theory of the State: The (Mis)Construction of an Analytic Concept. Dans P. Wetherly et C. W. Barrow (dir.), *Class, Power and the State in Capitalist Society: Essays on Ralph Miliband* (p. 84-108). Houndmills/New York : Palgrave Macmillan.
- Barrow, C. W., Wetherly, P. et Burnham, P. (2008). Introduction. Dans P. Wetherly et C. W. Barrow (dir.), *Class, Power and the State in Capitalist Society: Essays on Ralph Miliband* (p. 1-23). Houndmills/New York : Palgrave Macmillan.
- Bauer, A., Honoré, R. et Madelin, T. (2015, 29 juin). Référendum : les Européens exhortent les Grecs au « oui ». *Les Échos* (Paris). Récupéré de [https://www.lesechos.fr/29/06/2015/lesechos.fr/021174055325\\_referendum---les-europeens-exhortent-les-grecs-au---oui--.htm](https://www.lesechos.fr/29/06/2015/lesechos.fr/021174055325_referendum---les-europeens-exhortent-les-grecs-au---oui--.htm)
- BBC. (2015, 13 juillet). Why was #ThisIsACoup trending? *BBC News* (Londres). Récupéré de <https://www.bbc.com/news/world-europe-33505622>
- Beggs, M. (2016). The Void Stares Back. *Jacobin*, (20). Récupéré de <https://www.jacobinmag.com/2016/02/beggs-peter-mair-social-democracy-mass-parties-apathy>
- Beramendi, P., Häusermann, S., Kitschelt, H. et Kriesi, H. (dir.). (2015). *The Politics of Advanced Capitalism*. New York : Cambridge University Press.
- Bourdillon, Y. (2010, 3 mai). Athènes s'engage sur un plan d'austérité de 30 milliards d'euros en trois ans. *Les Échos* (Paris). Récupéré de <http://www.lesechos.fr/economie-politique/monde/dossier/300427074-athenes-s-engage-sur-un-plan-d-austerite-de-30-milliards-d-euros-en-trois-ans-58921.php>

- Brenner, R. (2005). The Capitalist Economy, 1945-2000: A Reply to Konings and to Panitch and Gindin. Dans D. Coates (dir.), *Varieties of Capitalism, Varieties of Approaches* (p. 211-241). New York : Palgrave Macmillan.
- Bruff, I. (2014). The Rise of Authoritarian Neoliberalism. *Rethinking Marxism*, 26(1), 113-129.
- Bruff, I. (2016). Neoliberalism and Authoritarianism. Dans S. Springer, K. Birch, et J. MacLeavy (dir.), *Handbook of Neoliberalism* (p. 107-117). New York : Routledge.
- Chafcouloff, C. (2015, 14 juillet). Crise en Grèce : Alexis Tsipras « ne croit pas » à l'accord signé avec les créanciers. *RTL* (Kirchberg). Récupéré de <https://www.rtl.fr/actu/international/crise-en-grece-alexis-tsipras-ne-croit-pas-a-l-accord-signe-avec-les-creanciers-7779099741>
- Chiocchetti, P. (2014). *Filling the Vacuum?: The Development of the Partisan Radical Left in Germany, France and Italy, 1989-2013* (Thèse de doctorat). King's College. Récupéré de <http://www.paolochiocchetti.it/Chiocchetti%202014%20Filling%20the%20vacuum.pdf>
- Clarke, S. (1991). State, Class Struggle, and the Reproduction of Capital. Dans S. Clarke (dir.), *The State Debate* (p. 183-203). Londres : Palgrave Macmillan.
- Codato, A. et Perissinotto, R. (2002). The State and Contemporary Political Theory. Lessons from Marx. Dans S. Aronowitz et P. Bratsis (dir.), *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered* (p. 53-72). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Crouch, C. (2013). *Post-démocratie*. Paris : Diaphanes.
- Dahl, R. (2000). *On Democracy*. New Haven : Yale University Press.
- De Waele, J.-M. et Vieira, M. (2012). La famille de gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Dans J.-M. De Waele et D.-L. Seiler (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe* (p. 50-85). Paris : Economica.
- Della Porta, D., Fernandez, J., Kouki, H. et Mosca, L. (2017). *Movement Parties Against Austerity*. Cambridge : Polity.
- Ducourtieux, C. (2015a, 1 mai). Le feuilleton grec réserve encore des surprises. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. (2015b, 12 mai). L'Eurogroupe se rapproche d'un accord avec la Grèce. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. (2015c, 6 juin). La Grèce retarde ses remboursements au FMI. *Le Monde* (Paris), p. 2.
- Ducourtieux, C. (2015d, 19 juin). La BCE veut éviter des retraits d'argent massifs en Grèce. *Le Monde* (Paris).

- Ducourtieux, C. (2015e, 25 juin). Grèce : à qui profite l'accord? *Le Monde* (Paris), p. 24.
- Ducourtieux, C. (2015f, 30 juin). La semaine folle où l'Eurozone est passée du plan A au plan B. *Le Monde* (Paris), section éco, p. 4.
- Ducourtieux, C. (2016, 14 décembre). L'allègement de la dette grecque suspendu après l'annonce de mesures sociales. *Le Monde* (Paris). Récupéré de [http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/14/l-allegement-de-la-dette-grecque-suspendu-apres-l-annonce-de-mesures-sociales\\_5049015\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2016/12/14/l-allegement-de-la-dette-grecque-suspendu-apres-l-annonce-de-mesures-sociales_5049015_3214.html)
- Ducourtieux, C. (2018, 22 juin). Grèce : les Européens s'accordent au forceps sur la sortie du plan d'aide. *Le Monde* (Paris). Récupéré de [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/06/22/l-europe-donne-son-feu-vert-a-une-sortie-du-plan-d-aide-accorde-a-la-grece\\_5319249\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/06/22/l-europe-donne-son-feu-vert-a-une-sortie-du-plan-d-aide-accorde-a-la-grece_5319249_3214.html)
- Ducourtieux, C., Chastand, J.-B. et Guillot, A. (2015, 23 juin). Grèce : Alexis Tsipras joue son va-tout. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. et Guillot, A. (2015a, 6 mars). Grèce : le choix cornélien d'Alexis Tsipras. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. et Guillot, A. (2015b, 29 avril). Athènes multiplie les concessions. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. et Guillot, A. (2015c, 6 mai). Grèce : les contours d'un accord prennent forme. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C. et Guillot, A. (2015d, 25 juin). Nouvelle journée de négociations au forceps sur la Grèce. *Le Monde* (France).
- Ducourtieux, C., Guillot, A. et Lemaître, F. (2015, 13 juin). Athènes au bord du précipice. *Le Monde*, Paris, section éco, p. 4.
- Ducourtieux, C., Revault d'Allonnes, D. et Chastand, J.-B. (2015, 26 juin). Grèce : l'accord suspendu à un nouvel Eurogroupe. *Le Monde* (Paris).
- Ducourtieux, C., Revault d'Allonnes, D. et Stroobants, J.-P. (2015a, 14 juillet). La nuit où l'Allemagne a fait plier Tsipras. *Le Monde* (Paris), section international, p. 2.
- Ducourtieux, C., Revault d'Allonnes, D. et Stroobants, J.-P. (2015b, 14 juillet). L'Europe évite l'implosion en gardant la Grèce dans la zone euro. *Le Monde* (Paris), p. 1.
- Ducourtieux, C., Revault d'Allonnes, D. et Stroobants, J.-P. (2015c, 21 juillet). La nuit où les Européens ont évité le « Grexit ». *Le Monde* (Paris), section international, p. 4.
- Ducourtieux, C. et Stroobants, J.-P. (2015, 7 septembre). L'ultimatum des Européens à la Grèce. *Le Monde* (Paris), section international, p. 2.

- Escalona, F. et Vieira, M. (2013). La gauche radicale en Europe, ou l'émergence d'une famille de partis. *Fondation Jean-Jaurès/Observatoire de la vie politique*. Récupéré de [https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/1018857/filename/Note-OBS-VP-2\\_.pdf](https://halshs.archives-ouvertes.fr/file/index/docid/1018857/filename/Note-OBS-VP-2_.pdf)
- Evans, B. et Schmidt, I. (dir.) (2012). *Social Democracy After the Cold War*. Edmonton : AU Press.
- Evans-Pritchard, A. (2015, 17 juin). Greek central bank is playing with political fire. *The Telegraph* (Londres). Récupéré de <https://www.telegraph.co.uk/finance/comment/11679061/Greek-central-bank-is-playing-with-political-fire.html>
- Faussabry, T. (2018, 21 août). Salaires, retraites, dette... dans quel état est la Grèce après 8 ans d'aide? *Le Monde* (Paris). Récupéré de [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/08/21/dans-quel-etat-est-la-grece-apres-huit-ans-d-aide\\_5344689\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/08/21/dans-quel-etat-est-la-grece-apres-huit-ans-d-aide_5344689_4355770.html)
- Flassbeck, H. et Lapavistas, C. (2015). *Against the Troika: Crisis and Austerity in the Eurozone*. Londres/Brooklyn : Verso.
- Fraser, N. (2015). Legitimation Crisis? On the Political Contradictions of Financialized Capitalism. *Critical Historical Studies*, 2(2), 157-189.
- Friedman, M. (2010). *Capitalisme et liberté*. Paris : Leduc.s.
- Généreux, J. (2016). *La déconomie*. Paris : Seuil.
- Gill, S. (1998, 1 février). New constitutionalism, democratisation and global political economy. *Pacifica Review: Peace, Security & Global Change*, 10(1), 23-38.
- Godin, R. (2014, 9 décembre). Grèce : le pari très risqué d'Antonis Samaras affole la Bourse d'Athènes. *La Tribune* (Paris). Récupéré de <https://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20141209trib3d146555e/grece-le-pari-tres-risque-d-antonis-samaras.html>
- Godin, R. (2015a, 12 mars). Comment la Grèce va essayer d'éviter la faillite. *La Tribune* (Paris). Récupéré de <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/comment-la-grece-va-essayer-d-eviter-la-faillite-460241.html>
- Godin, R. (2015b, 29 juin). Grèce : la BCE et la Commission changent la nature du référendum. *La Tribune* (Paris). Récupéré de <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-la-bce-et-la-commission-changent-la-nature-du-referendum-488124.html>
- Guillot, A. (2015, 20 juin). Yannis Stournaras, un gouverneur de la banque centrale grecque très politique. *Le Monde* (Paris).
- Halikiopoulou, D. et Vasilopoulou, S. (2015, 28 janvier). Syriza won with a radical left programme, but keeping the middle class on side may be key to retaining power. *European Politics and Policy* (blogue). Récupéré de <http://blogs.lse.ac.uk/europ>



- pblog/2015/01/28/syriza-won-the-greek-elections-on-a-radical-left-platform-but-keeping-the-middle-class-on-side-may-be-key-to-retaining-power/
- Hall, P. et Soskice, D. (2002). Les variétés du capitalisme. Dans Association recherche et régulation (dir.), *L'Année de la régulation : Économie, institutions, pouvoirs*. N° 6, 2002-2003 (p. 47-124). Paris : Presses de Sciences Po.
- Hartleb, F. (2015, 18 juin). Here to stay: anti-establishment parties in Europe. *European View*, 14(1), 39-49.
- Harvey, D. (2005). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford : Oxford University Press.
- Hay, C. (2007). *Why We Hate Politics*. Cambridge : Polity.
- Hope, K. (2015, 5 juin). Tsipras dismisses « absurd » creditors' offer as Greek markets slide. *Financial Times* (Londres).
- Howden, D. (2015, 6 juillet). Greece has been taken hostage by a government disguising its incompetence as heroism. *The Telegraph* (Londres). Récupéré de <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/greece/11720641/Greece-has-been-taken-hostage-by-a-government-disguising-its-incompetence-as-heroism.html>
- Intelligence Unit. (2015, 20 janvier). Greece risk: Alert - Fifty shade of Syriza. *The Economist* (Londres).
- Jeambar, D. (2015, 19 juillet). La capitulation de Tsipras signe la fin de la pensée magique. *Challenges* (Paris). Récupéré de [https://www.challenges.fr/monde/europe/la-capitulation-de-tsipras-signe-la-fin-de-la-pensee-magique\\_74342](https://www.challenges.fr/monde/europe/la-capitulation-de-tsipras-signe-la-fin-de-la-pensee-magique_74342)
- Jessop, B. (2016). *The State. Past, Present, Future*. Cambridge/Malden : Polity.
- Karyotis, G. et Gerodimos, R. (2015). Dissecting the Greek Debt Crisis. Dans G. Karyotis et R. Gerodimos (dir.), *The Politics of Extreme Austerity: Greece in the Eurozone Crisis* (p. 1-12). Houndmills/New York : Palgrave Macmillan.
- Katsambekis, G. (2014). The Place of the People in Post-Democracy. Researching 'Antipopulism' and Post-Democracy in Crisis-Ridden Greece. *Postdata*, 19(2), 555-582.
- Katsourides, Y. (2016). *Radical Left Parties in Government. The Cases of SYRIZA and AKEL*. London : Palgrave Macmillan.
- Katz, R. S. et Mair, P. (1995, 1 janvier). Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party. *Party Politics*, 1(1), 5-28.
- Kayseriioğlu, A. (2016, 25 janvier). Austerity Unbroken. An interview with Jannis Milios. *Jacobin*. Récupéré de <http://jacobinmag.com/2016/01/greece-syriza-tsipras-varoufakis-austerity-eurozone/>

- Konings, M. (2005). The United States in the Post-war Global Political Economy: Another Look at the Brenner Debate. Dans D. Coates (dir.), *Varieties of Capitalism, Varieties of Approaches* (p. 189-210). New York : Palgrave Macmillan.
- Konstandaras, N. (2015, 31 janvier). Greece's Political Chimera. *New York Times* (New York). Récupéré de <https://www.nytimes.com/2015/01/31/opinion/nikos-konstandaras-greeces-political-chimera.html>
- Kouvelakis, S. (2016). Syriza's rise and fall. *New Left Review*, (97), 45-70.
- Kouvelakis, S. (2018). Borderland: Greece and the EU's Southern Question. *New Left Review*, (110), 5-33.
- Kouvelakis, S. et Cukier, A. (2015). *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale. Entretiens avec Alexis Cukier*. Paris : La Dispute.
- Laugier, S. et Ogien, A. (2015). Le populisme et le populaire. *Multitudes*, 4(61), 45-58.
- Lavelle, A. (2008). *The Death of Social Democracy : Political Consequences in the 21st Century*. Burlington : Ashgate.
- Le Figaro. (2015, 15 juillet). L'Europe sauve la Grèce au prix fort. *Le Figaro* (Paris). Récupéré de <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/07/13/20002-20150713LIVWW00007-grece-hollande-tsipras-merkel-et-trusk-proposent-un-projet-de-compromis.php>
- Leahy, P. (2015, 26 juillet). German blunders and Greek incompetence have presented the EU with its biggest-ever crisis. *The Business Post* (Dublin). Récupéré de <https://www.businesspost.ie/opinion/pat-leahy-a-crisis-of-fumbling-diplomacy-249247>
- Levine, R. F. (2002). The Withering Away of the Welfare State? Class, State, and Capitalism. Dans S. Aronowitz et P. Bratsis (dir.), *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered* (p. 170-184). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Libération. (2015, 25 janvier). Direct - Alexis Tsipras : «Aujourd'hui, nous avons mis fin à l'austérité». *Libération* (Paris). Récupéré de [http://www.liberation.fr/planete/2015/01/25/direct-la-grece-a-l-heure-du-choix\\_1188392](http://www.liberation.fr/planete/2015/01/25/direct-la-grece-a-l-heure-du-choix_1188392)
- Mair, P. (2013a). *Ruling the Void: The Hollowing of Western Democracy*. New York : Verso. Récupéré de <http://www.versobooks.com/books/1447-ruling-the-void>
- Mair, P. (2013b). Smaghi versus the Parties : Representative Government and Institutional Constraints. Dans A. Schäfer et W. Streeck (dir.), *Politics in the Age of Austerity* (p. 143-168). Cambridge : Polity.
- March, L. (2011). *Radical Left Parties in Europe*. Abingdon : Routledge.

- Martiniere, M. et Zaaf, M. (2012, 20 juin). Syriza, les logiques d'un vote. *Slate FR* (Paris). Récupéré de <http://www.slate.fr/story/57735/pourquoi-grece-voter-syriza>
- Marx, K. (1998). *Manifeste du parti communiste*. Paris : Flammarion.
- Mason, P. et Skarlatos, T. (réalis.). (2015, 15 décembre). Angela, Suck Our Balls. Dans *Field of Vision* (prod.), *#ThisIsACoup*. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=uTCIMptZJE0&t=329s>
- McBride, S. (2014). In Austerity We Trust. Dans D. Baines et S. McBride (dir.), *Orchestrating Austerity: Impacts and Resistance* (p. 10-20). Halifax/Winnipeg : Fernwood Publishing.
- Meier, A. et Simantke, E. (2015, 5 juin). So will Griechenland zu Geld kommen. *Der Tagesspiegel* (Berlin). Récupéré de <https://www.euractiv.com/section/euro-finance/news/how-greece-hopes-to-make-money/>
- Merkel, W. (2014). Is capitalism compatible with democracy? *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft*, 8(2), 109-128.
- Mével, J.-J. (2015, 28 janvier). Jean-Claude Juncker : «La Grèce doit respecter l'Europe». *Le Figaro* (Paris). Récupéré de <http://www.lefigaro.fr/international/2015/01/28/01003-20150128ARTFIG00490-jean-claude-juncker-la-grece-doit-respecter-l-europe.php>
- Miliband, R. (1969). *The State in Capitalist Society. The Analysis of the Western System of Power*. New York : Basic Books.
- Monbiot, G. (2015, 7 juillet). Greece is the latest battleground in the financial elite's war on democracy. *The Guardian* (Londres). Récupéré de <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jul/07/greece-financial-elite-democracy-liassez-faire-neoliberalism>
- Moschonas, G. (2015, 30 janvier). Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, reste le leader d'un parti démagogique. *Le Monde* (Paris), p. 14.
- Moussaoui, R. (2015, 5 mai). Qui veut la peau de Yanis Varoufakis. *L'Humanité* (Paris). Récupéré de <https://immanens.eureka.humanite.fr/qui-veut-la-peau-de-yanis-varoufakis-573118>
- Mudde, C. (2017). *SYRIZA: The Failure of the Populist Promise*. Cham : Palgrave Macmillan.
- Oberndorfer, L. (2015). From new constitutionalism to authoritarian constitutionalism. New Economic Governance and the state of European democracy. Dans J. Jäger et E. Springler (dir.), *Asymmetric Crisis in Europe and Possible Futures. Critical political economy and post-Keynesian perspectives* (p. 186-207). Abingdon : Routledge.

- Ogien, A. (2015). Quand le mouvement social se donne un parti. Dans *Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats : une nouvelle donne* (p. 137-146). Paris : Fondation Gabriel Péri.
- Olsen, J., Koß, M. et Hough, D. (dir.). (2010). *Left Parties in National Governments*. Londres/New York : Palgrave Macmillan.
- Ovenden, K. (2015). *Syriza: Inside the Labyrinth*. Londres : Pluto Press.
- Panayiotakis, M. (2015, 2 septembre). The Radical Left in Greece. *Socialism and Democracy*, 29(3), 25-43.
- Panitch, L. (2002). The Impoverishment of State Theory. Dans S. Aronowitz et P. Bratsis (dir.), *Paradigm Lost: State Theory Reconsidered* (p. 89-104). Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Panitch, L. (2008). Preface. Dans P. Wetherly et C. W. Barrow (dir.), *Class, Power and the State in Capitalist Society: Essays on Ralph Miliband*. Houndmills/New York : Palgrave Macmillan.
- Panitch, L. et Gindin, S. (2005). Euro-Capitalism and American Empire. Dans D. Coates (dir.), *Varieties of Capitalism, Varieties of Approaches* (p. 139-159). New York : Palgrave Macmillan.
- Panitch, L. et Gindin, S. (2016). Class, Party and the Challenge of State Transformation. Dans *Socialist Register 2017: Rethinking Revolution* (p. 35-58). Londres : Merlin Press.
- Perrigreur, E. (2015, 20 août). Le premier ministre grec Alexis Tsipras démissionne. *Le Monde* (Paris). Récupéré de [https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/08/20/alexis-tsipras-annonce-sa-demission-vers-des-elections-anticipees-en-grece\\_4731837\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2015/08/20/alexis-tsipras-annonce-sa-demission-vers-des-elections-anticipees-en-grece_4731837_3234.html)
- Phelps, E. (2015, 18 août). Les vraies causes de la crise grecque. *La Tribune* (Paris). Récupéré de <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/les-vraies-causes-de-la-crise-grecque-498357.html>
- Pineault, É. (2014). Neoliberalism and Austerity as Class Struggle. Dans D. Baines et S. McBride (dir.), *Orchestrating Austerity: Impacts and Resistance* (p. 91-104). Halifax/Winnipeg : Fernwood Publishing.
- Poli, M. D. (2016). Contemporary Populism and the Economic Crisis in Western Europe. *Baltic Journal of Political Science*, (5), 40-52.
- Ronzoni, M. (2018, 1<sup>er</sup> janvier). How social democrats may become reluctant radicals: Thomas Piketty's Capital and Wolfgang Streeck's Buying Time. *European Journal of Political Theory*, 17(1), 118-127.
- Rooduijn, M. et Akkerman, T. (2015, 23 juillet). Flank attacks Populism and left-right radicalism in Western Europe. *Party Politics*, 1-12.

- Schäfer, A. et Streeck, W. (dir.). (2013). *Politics in the Age of Austerity*. Cambridge : Polity Press.
- Sheehan, H. (2016). *The Syriza Wave. Surging and Crashing with the Greek Left*. New York : Monthly Review Press.
- Sheffield, H. (2015, 20 juillet). Greece debt crisis: Economist Paul Krugman admits he « overestimated the competence of the Greek government ». *The Independent* (Londres). Récupéré de <https://www.independent.co.uk/news/business/greece-debt-crisis-live-nobel-prize-winning-economist-paul-krugman-admits-he-overestimated-the-10401092.html>
- Smith, H. (2010, 5 mai). Greek bailout: Athens burns – and crisis strikes at heart of the EU. *The Guardian* (Londres). Récupéré de <https://www.theguardian.com/world/2010/may/05/greek-bailout-economic-crisis-deaths>
- Smith, H. (2012, 13 février). Greek protesters fight with police as parliament agrees cuts deal. *The Guardian* (Londres). Récupéré de <http://www.theguardian.com/world/2012/feb/12/greek-protesters-clash-parliament-austerity>
- Spourdalakis, M. (2014, 3 juillet). The Miraculous Rise of the “Phenomenon SYRIZA”. *International Critical Thought*, 4(3), 354-366.
- Stavrakakis, Y. et Katsambekis, G. (2014). Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA. *Journal of Political Ideologies*, 19(2), 119-142.
- Streeck, W. (2013). The Crisis in Context: Democratic Capitalism and its Contradictions. Dans A. Schäfer et W. Streeck (dir.), *Politics in the Age of Austerity* (p. 262-286). Cambridge/Malden : Polity Press.
- Streeck, W. (2014). *Buying Time. The Delayed Crisis of Democratic Capitalism*. Londres/New York : Verso.
- Streeck, W. (2015). Comment on Wolfgang Merkel, “Is capitalism compatible with democracy?” *Zeitschrift für Vergleichende Politikwissenschaft*, 9(1-2), 49-60.
- Toussaint, É. (2016, 23 décembre). Grèce : Les banques sont à l’origine de la crise. *Comité pour l’abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Grece-Les-banques-sont-a-l-origine>
- Toussaint, É. (2017a, 11 août). Les propositions de Varoufakis qui menaient à l’échec. *Comité pour l’abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Les-propositions-de-Varoufakis-qui>
- Toussaint, É. (2017b, 17 août). Le récit discutable de Varoufakis des origines de la crise grecque et ses étonnantes relations avec la classe politique. *Comité pour l’abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Le-recit-discutable-de-Varoufakis>

- Toussaint, É. (2017c, 31 août). Comment Tsipras, avec le concours de Varoufakis, a tourné le dos au programme de Syriza. *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Comment-Tsipras-avec-le-concours>
- Toussaint, É. (2018a, 18 janvier). Varoufakis s'est entouré de tenants de l'ordre dominant comme conseillers. *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Varoufakis-s-est-entoure-de>
- Toussaint, É. (2018b, 24 janvier). Dès le début, Varoufakis-Tsipras mettent en pratique une orientation vouée à l'échec. *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Des-le-debut-Varoufakis-Tsipras>
- Toussaint, É. (2018c, 11 février). Varoufakis-Tsipras vers l'accord funeste avec l'Eurogroupe du 20 février 2015. *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/Varoufakis-Tsipras-vers-l-accord>
- Toussaint, É. (2018d, 14 mars). La première capitulation de Varoufakis-Tsipras fin février 2015. *Comité pour l'abolition des dettes illégitimes*. Récupéré de <http://www.cadtm.org/La-premiere-capitulation-de>
- Tsakatika, M. et Eleftheriou, C. (2013, 1 mars). The Radical Left's Turn towards Civil Society in Greece: One Strategy, Two Paths. *South European Society and Politics*, 18(1), 81-99.
- Tsatsanis, E., Freire, A. et Tsirbas, Y. (2014). The Impact of the Economic Crisis on the Ideological Space in Portugal and Greece: A Comparison of Elites and Voters. *South European Society and Politics*, 19(4), 519-540.
- Varoufakis, Y. (2017). *Conversations entre adultes. Dans les coulisses secrètes de l'Europe*. Paris : Les liens qui libèrent.
- Verdier, M. (2015, 18 septembre). En Grèce, le bilan du gouvernement Syriza est bien maigre. *La Croix* (Paris). Récupéré de <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/En-Grece-le-bilan-du-gouvernement-Syriza-est-bien-maigre-2015-09-18-1357862>
- Wetherly, P. (2008). Can Capitalists Use the State to Serve Their General Interests? Dans P. Wetherly et C. W. Barrow (dir.), *Class, Power and the State in Capitalist Society: Essays on Ralph Miliband* (p. 109-131). Houndmills/New York : Palgrave Macmillan.
- Wood, E. M. (2016). *Democracy against Capitalism: Renewing Historical Materialism*. Londres/New York : Verso.